FRANCE

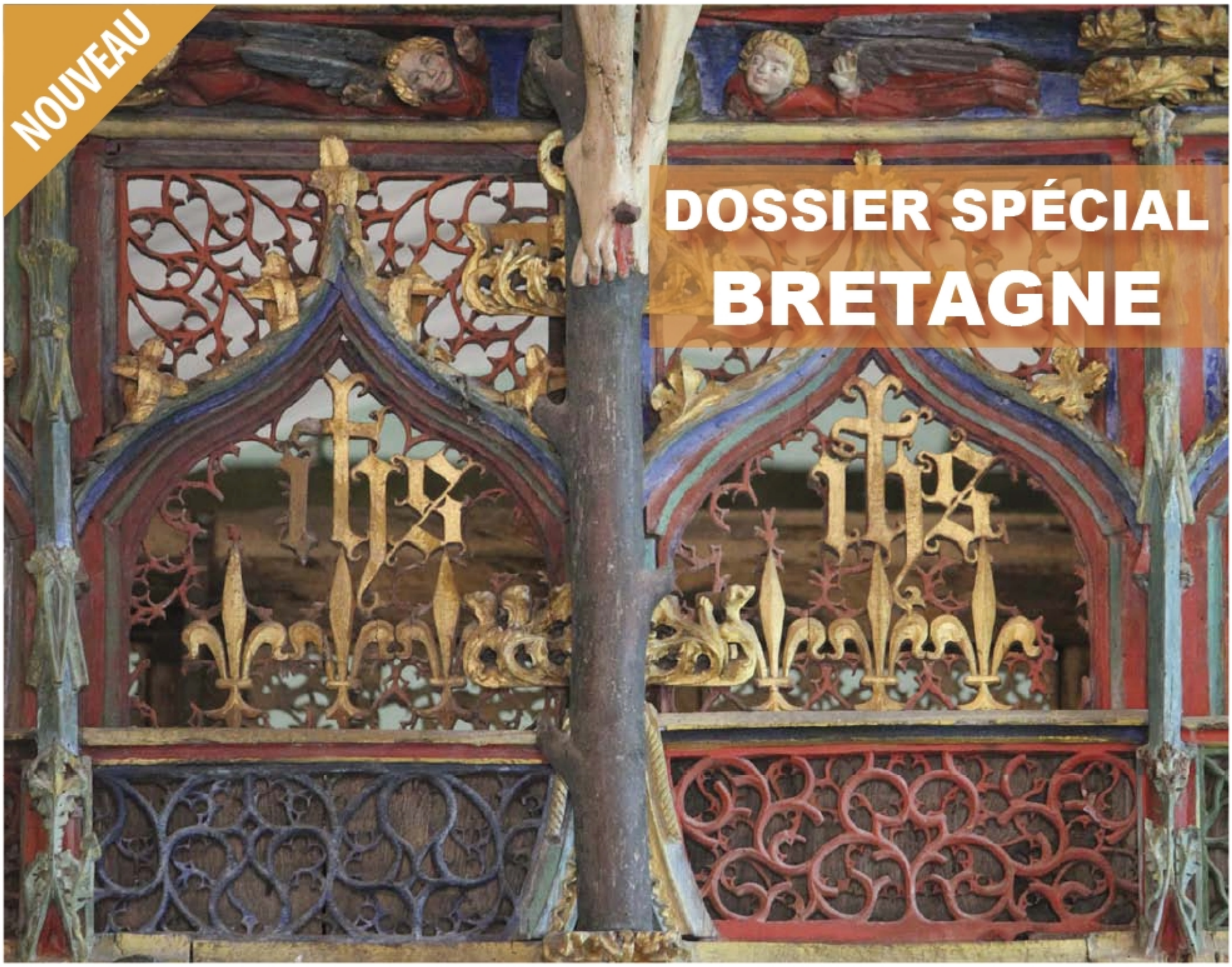
TERRES D'HISTOIRE

LE MAGAZINE DE L'HISTOIRE ET DES REGIONS

N°1

Août-Septembre 2013

NOUVEAU



DOSSIER SPÉCIAL BRETAGNE

N°1 2013-1 Prix de vente au numéro : 5,50 € - Ψ -

L'IMPRESSIONNISME EN NORMANDIE AU XIXe siècle

LORIENT ET LA COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES

LATÉCOÈRE LE LIVRE LAURENT ALBARET RACONTE

Histoire-Entreprise.fr

EDITION, PRESSE ET COMMUNICATION EN HISTOIRE D'ENTREPRISE

L'Histoire de votre entreprise...

C'est son histoire aussi...

Histoire-Entreprise.fr entend faire de votre histoire d'entreprise un vecteur stratégique au service de votre communication institutionnelle.

CONCEVOIR, METTRE EN ŒUVRE, METTRE EN VALEUR

CONSULTING EN HISTOIRE D'ENTREPRISE

LIVRES D'ENTREPRISE

HMP
HISTOIRE MULTIMEDI@ PRODUCTION

©Istockphoto

Histoire-Entreprise.fr ☎ 09 62 17 55 98 contact@histoire-entreprise.fr

Notre agence, spécialisée en histoire, rassemble aujourd'hui une douzaine de collaborateurs, historiens de formation, recrutés pour leur expérience de la recherche et leurs qualités rédactionnelles. Histoire-Entreprise.fr conçoit des projets adaptés à vos besoins, les concrétise par la mise en œuvre d'un dispositif éprouvé (délimitation, constitution, et analyse du corpus historique et patrimonial de l'entreprise) et en assure la mise en valeur (réalisation de supports de communication appropriés).

FRANCE TERRES D'HISTOIRE

Revue bimestrielle d'histoire et des régions.
81 Mail François Mitterrand 35000 RENNES

Sites :
www.france-terresdhistoire.fr
www.france-terresdhistoire.izibookstore.com
www.histoire-mp.fr
www.histoire-entreprise.fr

Directeur de la publication :
Sylvie Dutot,
dutot.sylvie@france-terresdhistoire.fr

Direction de la rédaction :
Christian Dutot,
dutot.christian@france-terresdhistoire.fr

A collaboré à ce numéro :
Fabrice Renault

Responsable de la publicité :
Sylvie Dutot

Maquette :
HMP Rennes

Graphiste web :
QD Design

Service photo :
HMP Rennes

Editeur :
Histoire Multimédi@ Production
SARL au capital de 1000 Euros
RCS RENNES 500 104 740 00021
siège social : 81 Mail François Mitterrand
35000 RENNES

Distribution-Abonnement :
Boutique de FRANCE TERRES D'HISTOIRE
www.france-terresdhistoire.izibookstore.com
format PDF téléchargeable.

Abonnement 1 an : 6 numéros et 2 numéros hors-séries au prix de 39 euros TTC.

Prix du numéro : 5,50 euros TTC.

Kiosques numériques France:
www.france-terresdhistoire.izibookstore.com
www.madeinpresse.fr
www.viapresse.fr
www.monkiosque.fr
www.monkiosque.net

Kiosque numérique Canada:
www.viapresse.ca

Kiosque numérique Belgique :
www.viapresse.be

Kiosque numérique étranger :
www.viapresse.com

Votre magazine FRANCE TERRES D'HISTOIRE disponible en PDF téléchargeable, sur le site du magazine :
www.france-terresdhistoire.izibookstore.com
en format compatible Iphone et Ipad.

Service rédaction :
redaction@france-terresdhistoire.fr

Service publicité-communication :
pub@france-terresdhistoire.fr

ISSN en cours
CPPAP en cours

EN COUVERTURE :
Le Jubé du Faouët -photo C. Dutot
Port-Louis Citadelle photo C. Dutot
P.-G. Latécoëre à son bureau :
© Fondation Latécoëre DR
Claude Monet, Régates, Argenteuil, vers 1872, huile sur toile, 48 X 75,3 cm, Paris, Musée d'orsay, A voir au Musée des Beaux Arts de ROUEN jusqu'au 30 sept.2013
© Rmn-Grand Palais / Hervé Lewandowski

Édito

PAR
CHRISTIAN DUTOT
historien, rédacteur en chef

Beaucoup de sentiments, parfois contradictoires, nous occupent l'esprit au moment de vous présenter France Terres d'Histoire : satisfaction et fierté du travail accompli, confiance et appréhension en même temps, joie de vous faire partager nos coups de cœur… Il y a de tout cela et bien d'autres choses encore... En tout cas, ce magazine qui s'affiche sur vos écrans est maintenant le vôtre. Nous espérons que vous prendrez plaisir à le lire. Vous y trouverez, tous les deux mois, un contenu riche, nourri des recherches les plus récentes, et des rubriques récurrentes qui, dès ce premier numéro, donnent déjà à France Terres d'Histoire sa propre personnalité. D'autres viendront bientôt l'enrichir. Elles seront consacrées à l'histoire des entreprises de votre région et aux recherches que mènent de jeunes étudiants dans les universités françaises. Avec toujours, la constante volonté d'interroger tous les cadres géographiques de l'histoire de France, à différentes époques…

Au sommaire de cette première livraison, aux côtés des actualités qui ont retenu notre attention, un important dossier consacré à l'histoire de Bretagne occupe le cœur du magazine. Et déjà, nous avons opéré des choix en lien avec nos convictions. Point d'article ici sur Anne de Bretagne, ou Bertrand du Guesclin, car nous ne voulons pas réduire l'histoire si riche de la Bretagne à ces deux seules personnalités, si intéressantes soient-elles. D'autres s'en chargent… En revanche, nous vous invitons à découvrir comment la Compagnie française des Indes orientales a pu donner naissance à Lorient et de quelle manière l'histoire de Guérande est liée à l'exploitation du sel. D'autres articles vous feront découvrir l'âme de Quimper, marquée par sa cathédrale Saint-Corentin, et celle du Faouët, qui possède, en l'une de ses chapelles, un jubé polychrome exceptionnel. Nous vous amènerons encore à nous suivre au château de Kerjean pour y découvrir un manoir des plus pittoresques et à Pleumeur-Bodou, qui fut le théâtre d'une première mondiale durant l'été 1962. Ainsi, au fil des numéros, nous aurons à cœur de vous proposer des articles de fond sur l'histoire d'une région ou sur un thème commun à plusieurs espaces régionaux, tel le vin en octobre-novembre. Deux rubriques méritent encore d'être mises en avant tant elles nous sont chères : l'entretien avec un historien qui nous parlera de son actualité, de ses projets, et l'interview d'un professionnel exerçant une profession en rapport avec l'histoire. L'une et l'autre témoignent que l'histoire, bien vivante, est un métier passionnant exercé par des gens passionnés…

Et maintenant… bonnes lectures !!!

Sommaire #1

© Collpicto / Dreamstime.com

La

CATHÉDRALE DE QUIMPER

1 L'actualité

3 L'ÉDITO

L'INTERVIEW DE L'HISTORIEN

8 Entretien avec Laurent ALBARET pour son ouvrage «LATÉCOÈRE» chez Privat.

L'ACTUALITÉ LIVRES

18 Livres histoire

24 5 questions à Karin Hann

28 Les B.D. d'histoire

30 Le coin des enfants

L'ACTUALITÉ DES EXPOSITIONS

32 L'impressionnisme en Normandie au XIXe siècle

46 Les autres expositions

MÉTIERS D'HISTOIRE

50 Entretien avec Sabine de Freitas

2 Le dossier

56 BRETAGNE, TERRES D'HISTOIRE

58 Le développement de LORIENT et la Compagnie des Indes orientales

80 Le Manoir de Kerjean, cinq siècles d'histoire...

90 La cathédrale de Quimper

102 Le jubé du Faouët

116 Guérande au Moyen-Age, une histoire qui ne manque pas de sel

130 Pleumeur-Bodou, au commencement était le Radôme !

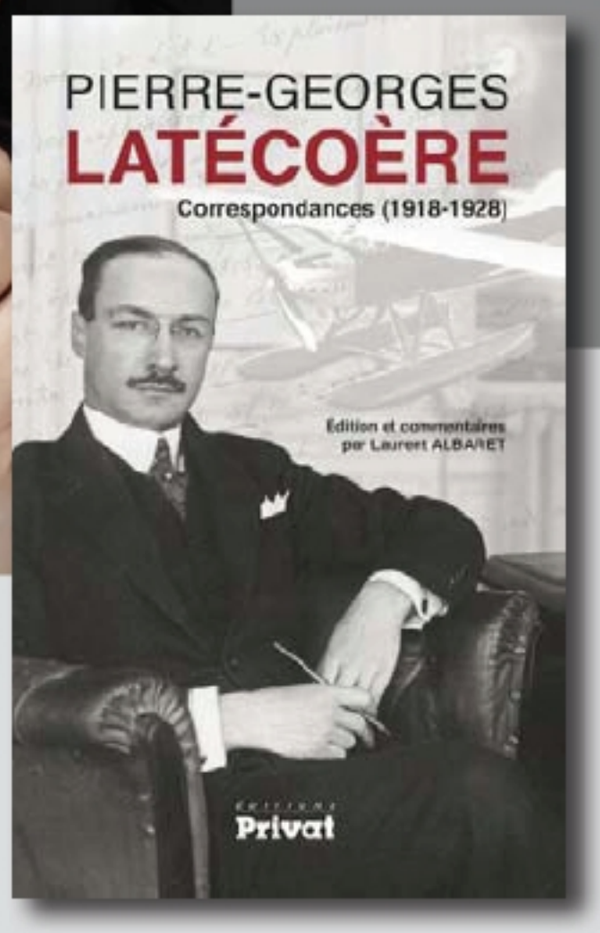
8

© DR

l'historien

ENTRETIEN AVEC LAURENT ALBARET

Historien, Laurent Albaret



Sommair

L'ACTU

ET AUSSI

livres histoire

le coin des en

les B.D. d'histo

les expos en B

Métier d'histoire

50

ENTRETIEN AVEC SABINE DE FREITAS

© collection privée S. de Freitas

Expos

L'IMPRESSIONNISME EN NORMANDIE

32

dans la seconde moitié du XIXe siècle,
et des expositions consacrées cet été aux
maîtres impressionnistes à visiter absolument.

Claude Monet Les Barques. Régates à Argenteuil vers 1874
Huile sur toile ; 60 ¤ 100 cm Paris, musée d'Orsay

©Rmn-Grand Palais / Hervé Lewandowski

e de

ALITÉ

fants

oire

retagne

Roman historique

5 QUESTIONS À KARIN HANN

© DR

24

L'INTERVIEW DE *l'historien*

LAURENT A
Pierre-

ALBARET *raconte*
Georges LATÉCOÈRE

A l'occasion de la sortie de son ouvrage qui vient de paraitre aux Editions Privat, Laurent Albaret revient, le temps d'une interview, sur le destin du célèbre industriel P.-G. LATÉCOÈRE.

Pierre-Georges LATÉCOÈRE à son bureau

©Fondation Latécoère DR

© DR

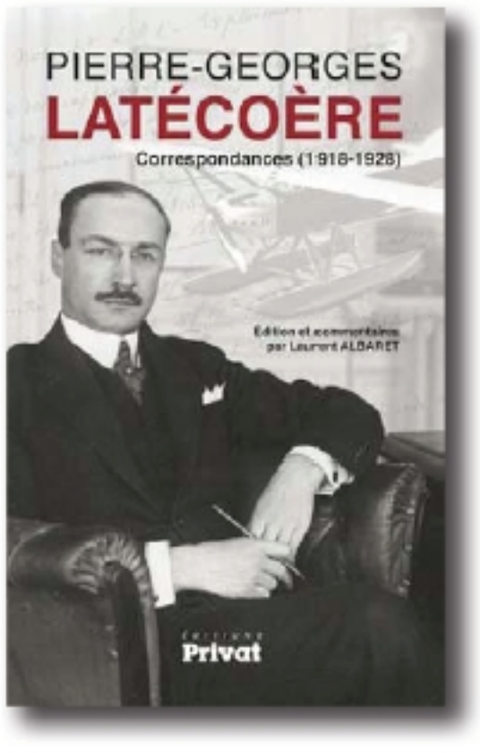
ENTRETIEN AVEC LAURENT ALBARET

Propos recueillis par Christian Dutot

C'est avec Laurent Albaret que nous inaugurons notre série d'entretiens avec des historiens. Auteur d'un remarquable travail d'édition et d'érudition autour de la correspondance de Pierre-Georges Latécoère, il a bien voulu partager avec nous ses connaissances et sa passion pour l'histoire des lignes aériennes d'autrefois. Nous ne pouvions rêver mieux pour lancer notre rubrique, et rendre hommage au travail de l'historien, que de mettre en avant un ouvrage qui tout à la fois repose sur une « matière » publiée et vient éclairer une aventure industrielle hors du commun.

BIOGRAPHIE

Médiéviste de formation, enseignant dans le secondaire puis à l'université d'Artois, Laurent Albaret est un passionné. Outre ses recherches sur les inquisitions médiévales, et son engagement de longue date en faveur de la valorisation du patrimoine historique, ce collectionneur dans l'âme s'est imposé au fil des ans comme un fin connaisseur de l'histoire de l'aéropostale dans l'entre-deux guerres en France. Laurent Albaret est membre du Cercle Aérophilatélique Français (CAF) et du Conseil d'honneur de la Fondation Latécoère. Après avoir été chargé de la stratégie patrimoniale de l'Adresse Musée de la Poste, il est aujourd'hui responsable de la communication numérique à la Direction des ressources humaines au siège du groupe La Poste. On lui doit également de nombreuses contributions dans les Feuilles Marcophiles, L'Echo de la Timbrologie, Relais et La Gazette de Philapostel.



Pour la première fois se trouve publiée, de manière exhaustive, la correspondance de Pierre-Georges Latécoère. De quoi se compose votre «matière» et quelle période couvre-t-elle ?

Laurent Albaret : J'ai eu la chance d'avoir accès aux archives de la famille Latécoère et la confiance de Marie-Vincente Latécoère, belle-fille de Pierre-Georges Latécoère et actuelle présidente de la Fondation Latécoère, qui m'a ouvert le fonds. La « matière » est essentiellement composée des archives de l'entreprise, de la création des Lignes Aériennes Latécoère en 1919, à la construction des hydravions dans les années 1930-1940 par l'industriel toulousain, soit quelque trente années d'activités de l'avionneur. Pour cet ouvrage, je me suis essentiellement appuyé sur la correspondance de Pierre-Georges, de 1918 à 1928, année où il cède définitivement sa compagnie aérienne. Dans un premier temps, j'ai sélectionné quelque 2000 documents – correspondances et télégrammes essentiellement – et j'ai ensuite réduit à un peu plus de 600 documents essentiels, que j'ai considéré comme marquants et intéressants pour raconter l'histoire d'un homme et de son projet industriel visionnaire. Volontairement, j'ai occulté les courriers familiaux et intimes, marginaux pour l'histoire de l'aventure industrielle vécue par Pierre-Georges Latécoère.

Embrasser une carrière d'industriel semble pour Latécoère une voie toute tracée...

Laurent Albaret : Il faut savoir que Pierre-Georges est issu d'une famille d'industriels. Il né le 25 août 1883 à Bagnères-de-Bigorre; son père, Gabriel Latécoère, est le fondateur et directeur des ateliers de menuiserie et de mécanique générale Latécoère. Bon élève, Pierre-Georges a été envoyé à Paris au lycée Louis le Grand. En 1903, il entre à l'École Centrale des Arts et Manufactures. Trois ans plus tard, il en sort ingénieur et assiste sa mère dans la gestion de la société familiale, son père étant décédé en 1905. Après l'obtention d'une licence de droit à l'université de Toulouse et le partage de l'héritage entre sa mère et la fratrie (il a un frère et une sœur), Pierre-Georges Latécoère décide de se consacrer entièrement aux ateliers familiaux.

Cette vocation industrielle le rattrape pendant la Première Guerre mondiale...

Laurent Albaret : Le temps faste pour la « Maison Georges Latécoère », qui construit du matériel roulant pour les tramways et des wagons, est assombri

Pierre-Georges Latécoère
jeune homme

©Fondation Latécoère DR

«Pour ses contemporains, ce projet peut paraître un projet fou en 1918, alors que la France sort à peine de la « Grande Guerre ».

un temps par la situation internationale et l'entrée en guerre de la France. Tout homme valide est susceptible d'être mobilisé. Pierre-Georges Latécoère, versé dans l'artillerie, est finalement réformé après quatre mois pour cause d'une vue mauvaise. Les autorités militaires sont probablement conscientes que ce jeune entrepreneur sera plus utile pour la France derrière ses machines qu'avec un fusil. C'est donc en tant que « capitaine d'industrie » que Pierre-Georges sert la France, répondant aux commandes militaires de l'État. Comme de nombreuses entreprises françaises, la Maison Latécoère participe à l'effort de guerre, produisant tout d'abord des obus de gros calibre et des cuisines roulantes.

En 1916, alors que l'aéronautique militaire tend à se développer et que les premiers Groupements d'aviation se constituent, Pierre-Georges Latécoère décide de se lancer dans la fabrication d'avions militaires, avec le soutien du ministère de la Guerre. En 1917, l'industriel ouvre une usine – qui comptera jusqu'à 1 500 personnes – et un terrain d'aviation à Montaudran, dans la banlieue de Toulouse. Il se spécialise dans les cellules d'avions, obtenant la commande d'un millier d'avions biplace d'observation Salmson pour l'armée de l'Air française. Fabriqués à la cadence de six par jour à partir de mai 1918, les cent premiers Salmson seront livrés en septembre ; près de 800 appareils seront prêts avant novembre 1918.

Mais quelques mois plus tôt, l'utilisation de l'avion pour le transport du fret commercial a pris forme dans l'esprit de Pierre-Georges Latécoère. Au printemps 1918, il avait fait une proposition dans ce sens – restée sans réponse – aux ministères des Postes et de la Guerre. Relier l'Europe, les colonies d'Afrique et l'Amérique du Sud par la voie des airs devient pourtant un objectif pour l'industriel toulousain. Pour cela, il faut installer des lignes aériennes qui n'existent pas, engager des équipages, organiser une compagnie d'aviation. Sur l'aspect du matériel volant, les avions Samlson 2 A2 peuvent répondre dans l'immédiat à ses projets – du moins pour des liaisons vers l'Afrique dans l'attente des nouveaux appareils plus puissants. Mais il est nécessaire d'avoir des appareils performants, comme le Breguet XIV, avion militaire que l'ingénieur Marcel Moine, un fidèle de Pierre-Georges Latécoère depuis décembre 1917, va transformer en version civile, malgré un moteur Renault dont la fiabilité n'excède pas une vingtaine d'heures en vol continu...

Pour gérer et développer ses affaires, Latécoère mène alors une vie éprouvante entre Toulouse et Paris...

Laurent Albaret : Une vie éprouvante qu'il paiera de sa santé, mais plus tard. Dans l'immédiat, il se partage entre Toulouse, le site de Montaudran, et Paris, où il a installé depuis 1908 des bureaux au 182 boulevard Haussmann, avant de les déplacer au 79 avenue Marceau, dans le 8e arrondissement, dans un imposant immeuble appartenant encore aujourd'hui à la famille Latécoère.

En mai 1918, Latécoère conçoit donc d'établir une ligne France - Colonies d'Afrique et Amérique du Sud. Un projet fou pour l'époque, à plus d'un titre... Lui-même contribuera « physiquement » au succès de la Ligne.

Laurent Albaret : Pour ses contemporains, ce projet peut paraître un projet fou en 1918, alors que la France sort à peine de la « Grande Guerre ». Mais Pierre-Georges Latécoère est obstiné et doit ouvrir « la Ligne » pour démontrer aux yeux de tous sa vision dans le domaine de l'aérien. Dans sa correspondance, il est conscient des difficultés à convaincre les autorités françaises et espagnoles, du danger commercial

Breguet XIV n°150, immatriculé F-AEIN, après avoir été immatriculé F-AECU. Mis en service en janvier 1922, réformé en 1930, avec 1645 heures de vol.

©Fondation Latécoère DR

de l'Allemagne ; il est régulièrement informé dans ce sens par Beppo de Massimi qu'il a délégué à Madrid pour négocier. Fin 1918, l'industriel tente le tout pour le tout : le 25 décembre, la liaison Toulouse – Barcelone est ouverte par le pilote René Cornemont, sur un Salmson 2 A2, accompagné par Pierre-Georges Latécoère qui a pris la décision : ce que l'on va appeler « la Ligne » est désormais une réalité. Il faut maintenant marquer les esprits pour installer cette liaison aéropostale que l'industriel définit comme résolument « politique et économique […] entre la France et son Empire d'Afrique du Nord ».

Quelles furent les étapes marquantes dans le développement de cette ligne ?

Laurent Albaret : Après le vol du 25 décembre 1918, le 8 mars 1919, Pierre-Georges Latécoère décide de poursuivre. La première liaison aéropostale entre Toulouse et Casablanca est assurée, avec une communication appropriée pour faire connaître l'événement et la jeune compagnie créée, les Lignes aériennes Latécoère. Une nouvelle fois, Pierre-Georges paie de sa personne, puisqu'il est passager de l'avion. En fin diplomate, l'industriel pousse le vice jusqu'à remettre au gouverneur du Maroc, le général Lyautey, un exemplaire du quotidien Le Temps, daté du 7 mars, puis il offre à la générale… un bouquet de violettes cueillies à Toulouse. Le gouverneur est agréablement impressionné. Le résultat est quasi immédiat : dans les jours qui suivent, une convention pour le transport postal est signée avec l'Administration des Postes chérifiennes, assortie d'une subvention annuelle d'un million de francs. Latécoère a donc réussi à poser un pied en Afrique du Nord, il lui

« Il n'y a pas de place pour des «têtes brûlés» ou des pilotes débutants»

faut maintenant concrétiser et bâtir « la Ligne » : régler les étapes, trouver les trajets, installer des escales – des « aéroplaces » pouvant accueillir les avions, assurer une maintenance – et recruter des pilotes. En 1921, la liaison devient régulière entre Toulouse et Casablanca, avec un maître mot dans le discours de la Direction : « la régularité : partir et arriver à l'heure ». Entre 1923 et 1925, « la Ligne » se prolonge jusqu'à Dakar, au Sénégal, malgré les intrigues politiques, les subventions en retard et les mauvaises volontés françaises et espagnoles. Dans un même temps, Pierre-Georges Latécoère a envoyé une mission en Amérique du Sud avec le pilote Joseph Roig, chargée de préparer le terrain et de trouver une route aérienne jusqu'à Buenos Aires, en Argentine. Dans l'immédiat, le franchissement de l'Océan reste un problème, par manque d'avion capable de franchir les quelque 3000 kilomètres entre Saint-Louis du Sénégal et Natal au Brésil ; on fait donc appel à des navires loués à la Marine nationale, des avisos qui assureront une étape maritime transocéanique.

La correspondance de Pierre-Georges laisse transparaître dans ces années les premières difficultés : les limites de la rentabilité de la Compagnie Générale d'Entreprises Aéronautiques (CGEA) – le nouveau nom des Lignes aériennes Latécoère depuis 1921 –, la faiblesse des surtaxes postales, l'insuffisance des subventions gouvernementales et – surtout – le coût de fonctionnement de « la Ligne ». Les soutiens politiques français sont certes présents, mais la concurrence étrangère, essentiellement allemande, marque des points en Espagne et en Amérique du Sud, avec Zeppelin, Dornier mais aussi Junkers. La solution vient d'un banquier et industriel français, installé au Brésil, Marcel Bouilloux-Lafont. Ce dernier, présenté à Pierre-Georges Latécoère, accepte de reprendre la CGEA et d'investir sur les étapes sud-américaines de « la Ligne ». En 1927, la chose est entendue et le fondateur cède au nouveau président de la CGEA la majorité de ses parts.

Daurat, Roig, Mermoz, Saint-Exupéry...Autant de noms qui contribuèrent au succès. Transporter le courrier vite et loin fut une véritable épopée...

Laurent Albaret : Le principal souci de Pierre-Georges est de recruter des pilotes aguerris pour assurer le transport du courrier sur « la Ligne ». A la sortie du premier conflit mondial qui a vu l'aéronautique militaire gagner ses lettres de noblesse, les pilotes combattants sont réduits à l'inaction et vont être le vivier dans lequel l'industriel va choisir les meilleurs – ou du moins ceux qu'il pense être les meilleurs. Très rapidement, il s'adjoint un recruteur de qualité : Didier Daurat. Le parcours de l'homme – pour lequel j'éprouve une certaine sympathie – mérite un éclairage particulier. Ancien élève de l'École supérieure des travaux publics, chasseur au 163e Régiment d'Infanterie en 1914, sergent à Verdun, blessé, sous-lieutenant en 1916, Croix de Guerre avec cinq citations, Didier Daurat rejoint l'aviation et devient pilote en juin 1916. Compagnon d'armes de Beppo de Massimi à l'escadrille C 227, il sort de la Grande Guerre avec le grade de capitaine, la Légion d'Honneur, huit citations et quelques nouvelles blessures. Le 16 juillet 1919, Didier Daurat, en congés de l'Armée, est engagé comme pilote chez Latécoère, se présentant sur conseil de Beppo de Massimi. Meneur d'hommes, persévérant et discipliné, Didier Daurat est tout d'abord chef d'aéroplace à Rabat puis Malaga en septembre 1919. Il devient directeur d'exploitation de « la Ligne » le 1er octobre 1920 et s'impose par sa persévérance, son respect des avions et son sens de la discipline. Didier Daurat assumera la direction de l'exploitation jusqu'à la création de la compagnie Air France en 1933. C'est lui qui recrute des pilotes comme Jean Mermoz, Henri Guillaumet ou Antoine de Saint-Exupéry.

Outre Didier Daurat, se créée une « garde rappro-

Avions Breguet lors de la liaison Casablanca-Dakar, mai 1923

©Fondation Latécoère DR

chée » autour de Pierre-Georges Latécoère, composée d'anciens pilotes de guerre, mais également d'amis influents. On y trouve Louis Delrieu, ancien pilote héros de l'armée de l'air qui est un des premiers à rejoindre l'industriel, tout comme Paul Vachet ou Raymond Vanier, vieux « grognards » de la Grande Guerre, Paul-François Dhé, le polytechnicien, militaire d'État-major, familier du monde politique parisien, Beppo de Massimi, l'aristocrate italien et ami de longue date, fin négociateur et introduit dans le milieu des ambassades du monde entier, mais aussi l'ingénieur Marcel Moine – dont j'ai déjà parlé - , le fidèle défricheur Joseph Roig ou encore Charles Murat, prince par son titre – car descendant du prince Joachim Murat, maréchal d'Empire et roi de Naples – mais surtout excentrique, aristocrate et fin diplomate au Maroc ou en Amérique du Sud, capable d'organiser des réunions improbables et de faire signer des accords aux plus réticents.

La majorité des pilotes respecte Pierre-Georges Latécoère, sa rigueur et sa discipline. Dans cette entreprise que souhaite résolument installer l'industriel, il n'y a d'ailleurs pas de place pour des « têtes brûlées » ou des pilotes débutants. Le recrutement du directeur d'exploitation Didier Daurat est sans appel et ses décisions sont rarement contredites par Pierre-Georges Latécoère. Sa correspondance et ses échanges avec les hommes qui construisent « la Ligne » montrent la volonté de l'homme à ne rien laisser au hasard et à ne rien laisser passer. Les rappels à l'ordre et les sanctions pécuniaires sont courants ; les renvois – ultime punition – existent aussi.

Comment Latécoère vit-il la cession de CGEA?

Laurent Albaret : L'année 1927 est un tournant. Pierre-Georges Latécoère, qui s'est déplacé en Amérique du Sud, a engagé un contrat d'exploitation postal avec l'Argentine, mais la situation reste bloquée au Brésil. L'industriel est conscient que le temps presse, que la vétusté du matériel de « la Ligne » est réelle et que sa recherche d'argent pour investir dans de nouveaux avions devient obsédante, en témoignent ses multiples notes personnelles sur le sujet. En France, la feuille de route du gouvernement ne semble pas répondre à ses multiples demandes

de subventions. L'industriel décide alors de se recentrer sur la SIDAL – une société qu'il a installée pour la construction et la maintenance des avions de « la Ligne » – ; son métier d'ingénieur prend le dessus… et la décision de céder la CGEA est prise.

L'affaire est faite en quelques jours : le 11 avril, Marcel Bouilloux-Lafont devient majoritaire dans la CGEA, mais Pierre-Georges Latécoère reste administrateur-délégué. Sur le papier, la continuité du projet reste un souci commun à tous, pilotes et administrateurs. Marcel Bouilloux-Lafont apporte son réseau sud-américain et des capitaux. Deux exemples le montrent clairement : en juillet, les premiers appareils Laté 17 et Laté 25 rejoignent par bateau les terres sud-américaines ; les pilotes et les mécaniciens suivront, alors que la SUDAM – la Société de Marcel Bouilloux-Lafont – provoque dans un même temps la création de l'Aeroposta Argentina, composée de pilotes tous argentins et présidée par… Marcel Bouilloux-Lafont. Dans ce déploiement et cette modernisation de « la Ligne », Pierre-Georges Latécoère sait qu'il n'est plus décisionnaire. L'Assemblée générale extraordinaire d'octobre 1927 confirme l'actionnaire principal, la SUDAM. Le banquier organise désormais l'exploitation du réseau aéropostal, s'appuyant sur les équipes en place qui sont intégrées dans la nouvelle société qu'il préside, la Compagnie Générale Aéropostale. En novembre, les ouvertures de ligne ont lieu sur Rio de Janeiro – Natal et Rio de Janeiro – Buenos-Aires. En décembre, la CGA est finalement autorisée à fonctionner au Brésil. En cette fin d'année 1927, le service aérien en Amérique du Sud est en voie d'aboutissement, l'éclairage des pistes est même généralisé pour les vols nocturnes – dont l'organisation a été confiée à Jean Mermoz, chef pilote pour l'Amérique du Sud.

Pierre-Georges Latécoère vit mal cette évolution et l'année 1928 ne fait qu'accentuer sa mise à l'écart de la CGA. Son rêve abîmé, il se concentre sur la fabrication de ses nouveaux modèles. Le constructeur est dans un défi de qualité, mais les événements ne sont pas en sa faveur. Le Laté 21, trop instable sur les liaisons méditerranéennes et victime d'accidents, est interdit de vol par le Service de la navigation aérienne. Le Laté 23 subit quant à lui un accident fatal pour sa fabrication et son développement. La concurrence allemande est présente, tout comme celle des Français Blériot et Farman, pour la réalisation d'un hydravion suffisamment puissant pour traverser l'océan, bien que la SIDAL soit considérée comme pionnière, avec le projet d'un « Laté 33 », un hydravion transatlantique porté par un Syndicat et la SIDAL. Les réticences de Marcel Bouilloux-Lafont, les carences gouvernementales et un carnet de commandes qui ne se remplit pas désespèrent l'industriel qui réitère ses propositions dans plusieurs courriers auprès du président de la CGA.

Le 9 décembre 1928, Pierre-Georges Latécoère démissionne de ses fonctions d'administrateur-délégué et de vice-président de la Compagnie Générale Aéropostale, usé par les relations avec André, le fils de Marcel Bouilloux-Lafont, dans l'impasse sur ses contrats et probablement dépassé par la manière dont la Compagnie Générale Aéropostale est désormais gérée, notamment les extensions aériennes intérieures sud-américaines qu'il considère comme inutiles pour « la Ligne ».

Sur quelles activités se recentre-t-il ?

Laurent Albaret : Pour l'industriel toulousain, le temps de l'aéropostale est révolu, vient le temps des hydravions, l'ingénieur qu'il est s'engageant dans la fabrication des appareils transatlantiques et des célèbres « géants des mers ». La construction d'hydravions de gros tonnage devient son objectif ; il rachète à la Société Lorraine-Dietrich les terrains et les bâtiments de son ancienne usine qui a été désaffectée. Conscient de la nécessité d'ouvrir ses mar-

« j'ai refait tous les calculs, ils confirment l'opinion des spécialistes : il est irréalisable. Il ne nous reste plus qu'une seule chose à faire : le réaliser ». **Pierre-Georges Latécoère**

chés, Pierre-Georges Latécoère se lance dans la construction d'appareils destinés à l'aviation civile, mais également militaire. Outre les Latécoère 300 et 301 pour la CGA – appareils décriés par les accidents répétés qu'ils provoquent –, il construit des hydravions militaires, comme le bombardier-torpilleur Laté 298 commandé en série sous différentes versions. Dès 1931, il a installé ses ateliers à Biscarosse, profitant de l'étang pour multiplier ses vols d'essai. En 1937, il fait construire une usine pour la fabrication d'hydravions à Anglet ; elle produira les Laté 521 ou encore l'hexamoteur 522. Ses ingénieurs s'engagent aussi dans la réalisation du Laté 631, celui que l'on surnommera « le géants des airs ».

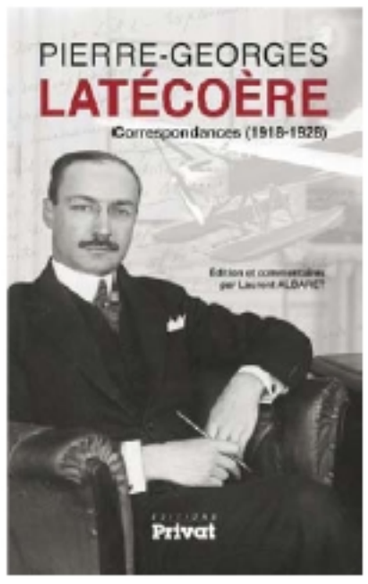
Une période faste, malgré l'ombre d'une guerre en Europe qui grandit, mais également la fin d'une carrière. Pierre-Georges Latécoère est fatigué, souvent malade. En 1939, il cède à Louis Breguet ses usines de Montaudran et d'Anglet, ainsi que la base de Biscarosse.

Avec l'entrée en guerre de la France, les hydravions Latécoère sont réquisitionnés par l'armée de l'Air qui souhaite en faire des appareils de reconnaissance. On fait encore appel à Pierre-Georges pour construire des hydravions Laté 611, dont un seul sera réalisé en juillet 1939. Il finalise en revanche le prototype du Laté 631, qui pourra être utile pour la reconnaissance aéromaritime. La déroute et la défaite de juin 1940 brisent les espoirs de l'avionneur, de nouveau souffrant. La maladie prend le dessus. La 10 août 1943, Pierre-Georges s'éteint à Paris ; il allait avoir 60 ans.

Quel héritage laisse-t-il ?

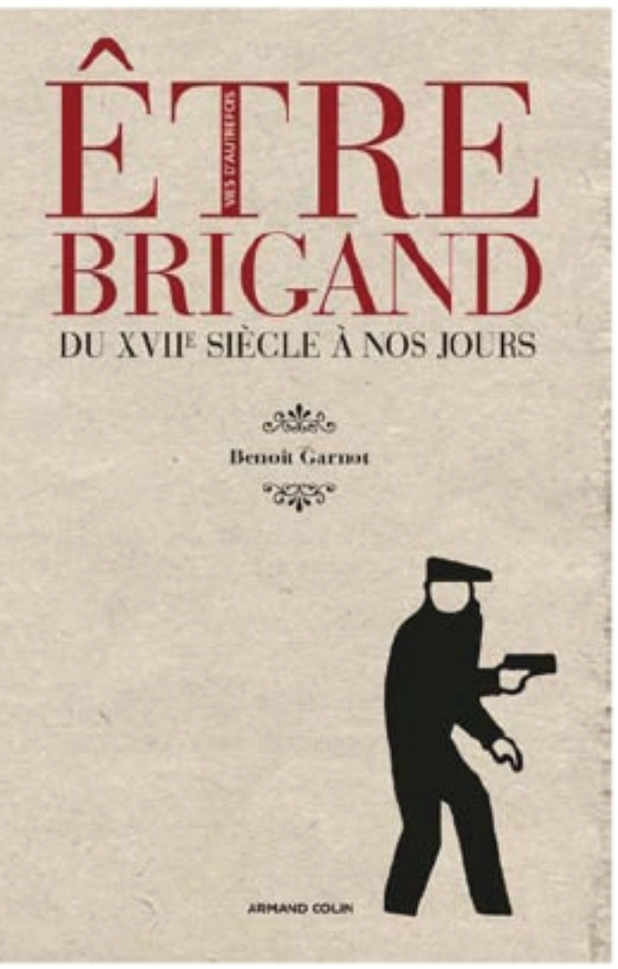
Laurent Albaret : Pierre-Georges Latécoère laisse une grande compagnie aérienne. En 1928, la Compagnie Générale Aéropostale est en effet la première compagnie au monde, possède le plus grand réseau aérien avec 15000 kilomètres de liaisons passagers et fret, dispose de 141 appareils, compte 38 aéroplaces en activité, une flotte en Méditerranée et dans l'Atlantique d'une dizaine d'unités, et une infrastructure administrative conséquente.

Il reste surtout une des figures les plus marquantes, peut-être la plus marquante, de l'aventure commerciale aéronautique française de l'entre-deux-guerres. L'histoire commune a surtout retenu Pierre-Georges Latécoère comme un capitaine d'industrie, un chef d'entreprise créateur d'une ligne aérienne en 1918, rachetée et développée en 1928 par un autre chef d'entreprise, Marcel Bouilloux-Lafont, qui en fera la célèbre Compagnie Générale Aéropostale connue par les figures de Jean Mermoz et d'Henri Guillaumet. Il faut aussi retenir que le nom « Latécoère » marque aussi l'histoire des technologies et de la modernisation avec les avions, en majorité des hydravions, qui porteront ce nom du début des années 20 jusqu'à l'après Seconde Guerre mondiale. À Beppo de Massimi, son ami lieutenant d'observation dans l'armée de l'Air, il prononcera cette phrase devenue célèbre, dans un échange daté du 15 mai 1918 au sujet de son projet aérien transocéanique : « j'ai refait tous les calculs, ils confirment l'opinion des spécialistes : il est irréalisable. Il ne nous reste plus qu'une seule chose à faire : le réaliser ». Une histoire publique parfois nourrie par la légende, mais surtout l'histoire d'un homme visionnaire sur le monde de son temps.



Pierre-Georges LATÉCOÈRE
Correspondances (1918-1928)
Edition et commentaires
par Laurent ALBARET

Editions PRIVAT
720 pages
24 €



Être BRIGAND

« Être brigand du Moyen Âge à nos jours »
de Benoît Garnot.

Avec la collection « Vies d'autrefois » les éditions Armand Colin placent l'individu au cœur du sujet. Après deux premiers ouvrages, l'un consacré au soldat et l'autre au parlementaire, c'est au tour des brigands, sous la plume de Benoît Garnot, de faire l'objet d'une étude. Un défi que de couvrir une période aussi vaste, du Moyen Âge à nos jours. Pari réussi ! Partant des XIV-XVe siècles, où le terme de brigand acquiert son sens actuel, pour désigner celui qui s'accapare les biens d'autrui, l'auteur esquisse pour finir les contours des réseaux du grand banditisme au XXe siècle (Bande à Bonnot, Milieu, French Connection...).

Les choix sont clairement expliqués. D'abord, celui d'inscrire le travail dans les limites de l'espace français. Ensuite, la préférence qu'accorde Benoît Garnot à une approche qualitative plus que quantitative apparaît pleinement justifiée au regard de la problématique de la collection. Il ne faut pas s'attendre ici à un dénombrement des hommes, de leurs méfaits et châtiments. L'historien préfère sonder notre imaginaire social, dépeindre une véritable mythologie qui distingue bons et mauvais brigands avant de cerner les contours du brigandage « réel » tel qu'il fut, et, au risque de surprendre, tel qu'il est encore aujourd'hui sous l'apparence du « crime organisé ».

Benoît Garnot parvient ainsi à établir des continuités, à brosser un profil type. On y découvre les causes qui mènent au brigandage et à la formation des bandes. La vie des brigands est décrite dans tous ses aspects : objectifs, organisations, réseaux… Complet, le livre aborde aussi les réactions de la société à leur endroit (législation, répression…). Quelques documents, une bibliographie et un glossaire, placés en fin d'ouvrage, complètent l'ensemble avec bonheur. Quant à la matière de l'auteur, riche et variée, elle emprunte aussi bien à la justice, qu'à la littérature, le cinéma, la presse, l'iconographie et la mémoire des contemporains. Bref, sous la plume de Benoît Garnot, et ce n'est pas le moins savoureux, on découvre avec plaisir nombre de portraits hauts en couleurs dont certains furent idéalisés par la littérature ou le cinéma tels Marion du Faouët et Mandrin. Assurément, Benoît Garnot nous livre là un ouvrage qui se lit avec plaisir et dont l'érudition ravira ses lecteurs. **CD**

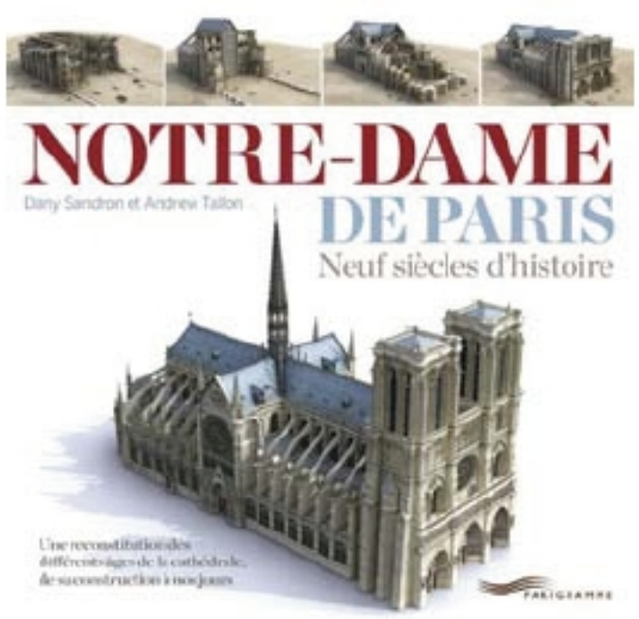
Être brigand du Moyen Âge à nos jours de Benoît Garnot. Collection « Vies d'autrefois ». Armand Colin, 2013. 20 €.

Grandes chroniques de Bretagne, A. Bouchard

édité par Marie-Laure Auger

Marie-Laure Auger est docteur en histoire et ingénieur d'études au CNRS, rattachée à l'Institut de Recherche et d'Histoire des Textes (IRHT). Elle nous propose ici une sélection d'extraits des Grandes chroniques de Bretagne d'Alain Bouchart. Pratique en raison de son format poche, accessible à la bourse des étudiants, ce petit livre est le fruit d'une initiative heureuse et utile. Cette nouvelle édition d'une source essentielle à la connaissance de la Bretagne médiévale, précédée d'une copieuse introduction-présentation et d'une bibliographie sélective, nous permet de relire avec bonheur Alain Bouchart. Secrétaire du duc de Bretagne François II, avant de devenir celui du roi de France, proche de la reine Anne de Bretagne, le chroniqueur breton serait issu de la petite noblesse de la presqu'île guérandaise. On suit la trace du juriste à la chancellerie ducale (1485) avant de le retrouver à Paris où il suit Anne de Bretagne (1491). Conseiller du roi (1494), il s'en retourne un moment à Nantes après la mort de Charles VIII. Quelques années plus tard, c'est de nouveau à Paris qu'on retrouve sa trace en qualité d'avocat au Parlement. Historiquement, ses chroniques s'inscrivent à un moment politique et historiographique crucial. Bouchart, dont les écrits connaissent une grande diffusion du fait de l'invention toute récente de l'imprimerie, entend fortifier le sentiment national breton au moment précis où le rattachement par étapes de la Bretagne au royaume de France semble inéluctable. Avec talent, Bouchart compile ses devanciers et compose une chronique universelle à succès puisqu'elle fut rééditée à cinq reprises entre 1514 et 1541 ! Un livre à découvrir pour y savourer la langue et le travail des chroniqueurs à la fin du Moyen Âge…C.D.

***Grandes chroniques de Bretagne*, Alain Bouchart, extraits choisis et présentés par Marie-Louise Auger, collection Biblis, CNRS Editions, 2013. 10 €.**



Notre-Dame de Paris. Neuf siècles d'histoire.

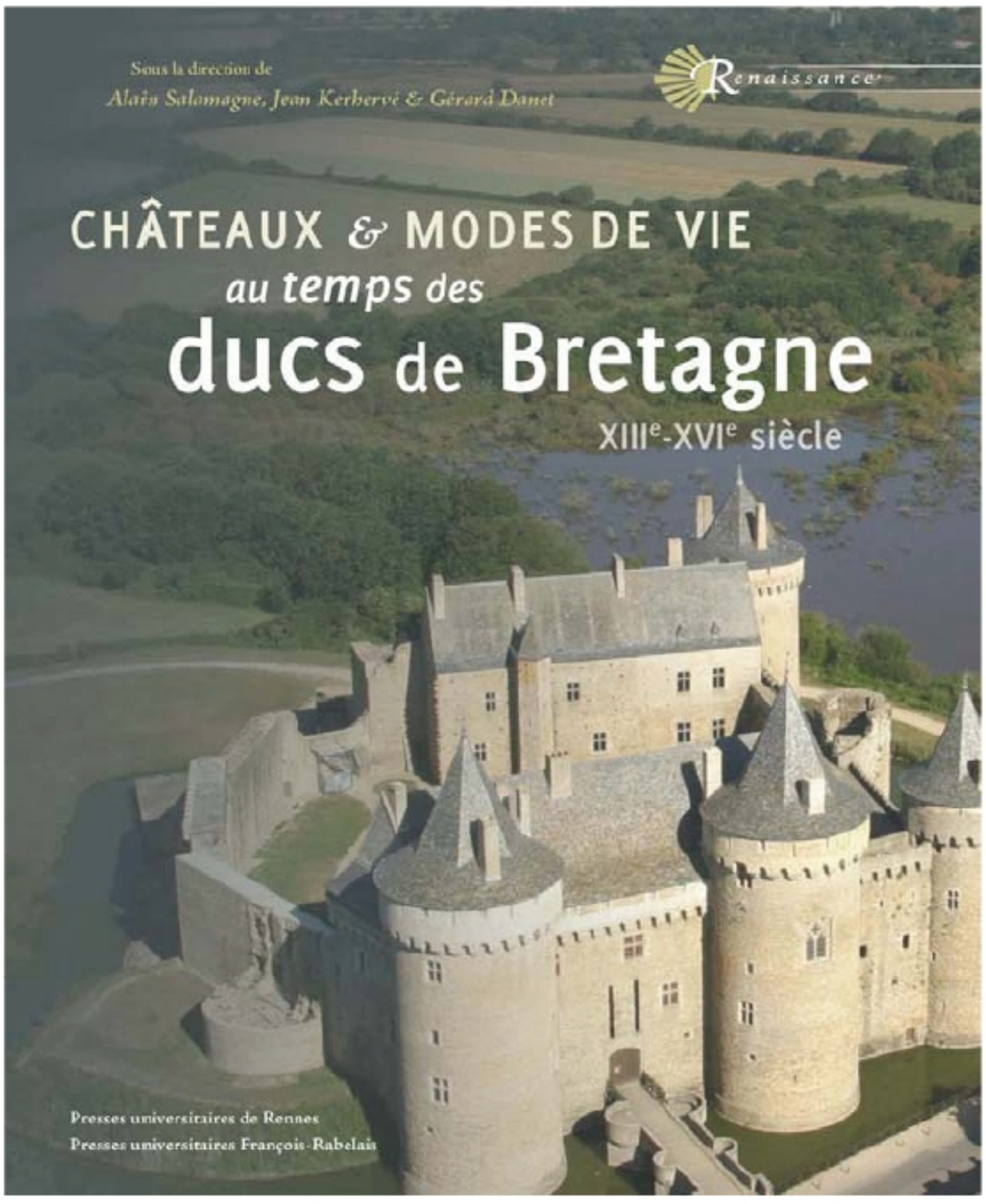
de Dany Sandron et Andrew Tallon

Notre-Dame de Paris célèbre cette année avec faste ses 850 ans. Il fallait donc s'attendre à ce que les éditeurs nous proposent des ouvrages sur le sujet. Celui des éditions Parigramme ne décevra pas. Dès janvier 2010, prélude à un ambitieux projet éditorial, une étude au rayon laser en trois dimensions livra aux analystes toutes les facettes du vénérable édifice. L'imagerie numérique, analysée et reconstituée par l'infographiste Laurence Stéfanon, vient aujourd'hui idéalement compléter les belles prises de vue contemporaines et autres documents d'archives que l'on rencontre habituellement dans ce type d'ouvrage. En parallèle, auteurs d'un texte rigoureux et néanmoins accessible à tous, Dany Sandron et Andrew Tallon nous invite à découvrir, suivant un plan chronologique, toutes les étapes qui façonnèrent Notre-Dame de Paris et lui donnèrent l'aspect que nous lui connaissons aujourd'hui. Le premier, Dany Sandron, médiéviste, enseigne l'art et l'archéologie à l'université Paris IV-Sorbonne, tandis que le second, Andrew Tallon, fait découvrir à ses étudiants les arts et le Moyen Âge dans l'Etat de New-York. Au final, tout au long de cet ouvrage de 192 pages, au format carré (19X19), l'emblématique monument, chef d'œuvre de l'art gothique, prend vie au rythme des chantiers, rénovations, transformations et embellissements… pour notre plus grand plaisir !C.D.

***Notre-Dame de Paris. Neuf siècles d'histoire.* De Dany Sandron et Andrew Tallon, Parigramme, 2013, 19 €.**

CHÂTEAUX et MODES DE VIES *au temps des* ducs de Bretagne

XIIIe-XVIe siècle



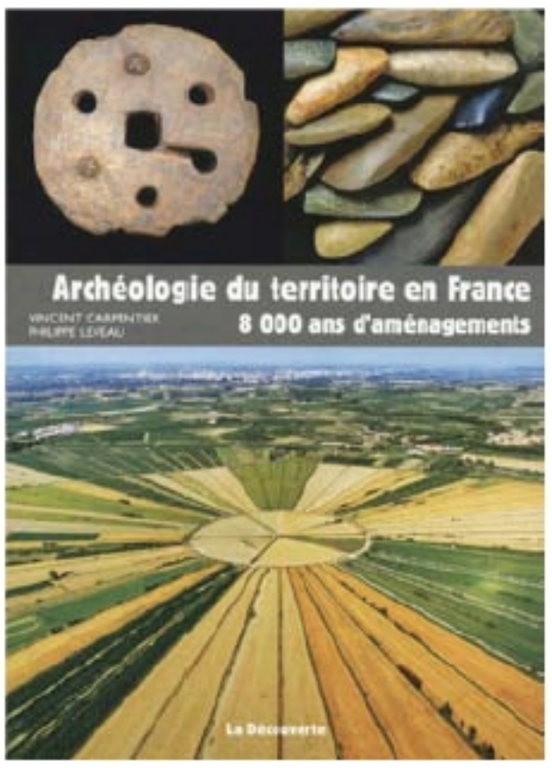
Assurément, c'est un bien bel ouvrage que nous livrent là les Presses Universitaires de Rennes et celles de Tours (coédition). Et dans tous les sens du terme. L'objet, de grand format (210 X 280 mm), impressionne favorablement le lecteur par sa belle reliure cartonnée et son luxueux papier. Les illustrations sont nombreuses dans ce livre de presque 400 pages et complètent à merveille le propos des auteurs sans pour autant lui voler la vedette. Les cartes et les plans aident le lecteur à se représenter facilement les lieux. L'appareil critique, trop souvent évacué des livres d'histoire, donne du crédit aux communications et incite à approfondir par d'autres lectures, d'autant qu'une bibliographie est fournie en fin d'ouvrage. Bref, la forme nous séduit. Le fond n'est pas en reste. Fruit d'un colloque qui s'est tenu en septembre 2007 au château de Suscinio, commune de Sarzeau dans le golfe du Morbihan, la présente édition rassemble une vingtaine de contributions de haute tenue scientifique. Cela valait la peine d'attendre ! Au fil d'un livre structuré en quatre parties, le lecteur est d'abord invité à découvrir « le château de Suscinio » puis s'intéresse

« aux hommes et à leur environnement » avant de découvrir « la distribution du château ». Sa découverte se termine avec « les espaces et leur décor ». Privilégiant toujours les données archéologiques, les auteurs se sont donnés pour mission d'interroger les modes de vie et d'habiter à la fin du Moyen Âge et au début des Temps Modernes à la lumière d'exemples pris dans la France du Nord, le Bassin parisien, la Bourgogne et l'Ouest du royaume. Aux côtés des archéologues, historiens et historiens de l'art, sont également intervenus conservateurs du patrimoine, architectes des Monuments historiques et scientifiques (physiciens, archéomètres et géologues). Un tel éventail de spécialistes ne pouvait manquer d'élargir le champ des perspectives et renouveler bien des approches.

Dès le XIIIe siècle, dans le sillage des ducs de Bretagne, ou des rois de France, on mesure l'intérêt grandissant des princes pour les résidences de campagne, au détriment des résidences urbaines. Ces forteresses jouent aussi pleinement leur rôle lorsqu'elles abritent archives, réserves monétaires et objets précieux des princes en plus d'offrir un asile sûr pour ses occupants. A mesure qu'évoluent les « suites résidentielles » intérieures, on découvre un besoin grandissant de confort et de luxe. De la garde robe aménagée à Ardres (XIIIe s.) à l'étage dévolu à l'épouse du seigneur (forteresse de Largoët, près d'Elven), partout la fonction résidentielle conduit à de nouveaux aménagements qui révèlent la conception que l'on se fait du pouvoir seigneurial et la place croissante qu'occupe la femme dans le domaine politique (à Chinon, au XVe siècle, la reine manifeste ainsi le désir d'avoir ses propres appartements au même niveau que ceux du roi). Ces modes de vie sont aussi liés à la pratique de la chasse à la fois distraction, source de ravitaillement et d'exercice physique (défoulement et entraînement à la guerre). Les forêts giboyeuses de la presqu'île de Rhuys ne pouvaient à cet égard manquer de séduire le duc de Bretagne et le pousser à venir s'implanter à Suscinio. Marqueur culturel, la forteresse se devait également d'incarner la puissance et la richesse du seigneur. Vivre au château cisèle les contours du statut social de l'occupant. Mode de vie, choix des matériaux, ornementation…, à tous niveaux la volonté de paraître et d'en imposer trouve à s'exprimer. Autant de points qu'éclaire ce livre savant. Bref, un ouvrage qui devrait vite trouver sa place sur les étagères des bibliophiles férus d'histoire médiévale et que passionnent les châteaux. **CD**

Châteaux et modes de vie au temps des ducs de Bretagne. XIIIe-XVIe siècle .
Sous la direction d'Alain Salamagne, Jean Kerhervé et Gérard Danet. Collection « Renaissance ».
Presses Universitaires de Rennes-Presses Universitaires François-Rabelais, 2012, 364 pages, 30€.

LIVRE ARCHÉOLOGIE



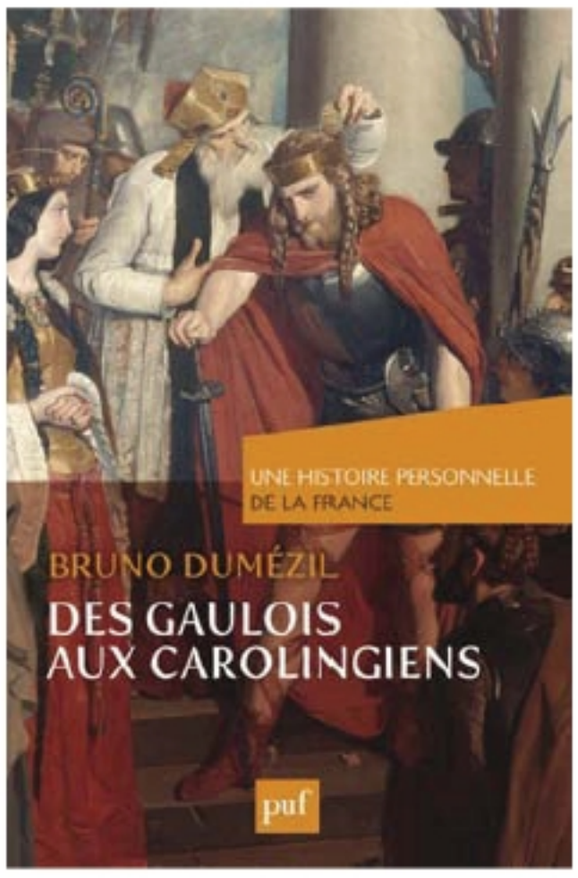
Archéologie du territoire en France 8000 ans d'aménagements

de Vincent CARPENTIER et Philippe LEVEAU.

Le présent ouvrage vient enrichir une collection forte d'une douzaine de titres à ce jour. Depuis l'essor considérable qu'a connu l'archéologie en France à partir des années 1980, nombre de synthèses viennent aujourd'hui compléter la vision que l'on a de la Gaule romaine, du Moyen Âge et des Temps Modernes. Chaque volume de la collection dirigée par Jean-Paul Jacob entend présenter les principaux sites archéologiques, des dolmens néolithiques aux cathédrales gothiques. Déroulant le fil d'une histoire totale, on s'y intéresse aussi bien à la vie quotidienne qu'à l'alimentation, l'hygiène, les maladies ou bien encore aux techniques de l'agriculture et de la construction.

Les auteurs connaissent bien leur sujet. Vincent Carpentier, archéologue à l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives), a conduit de nombreuses fouilles d'établissements ruraux antiques et médiévaux dans le nord-ouest de la France. Philippe Leveau, professeur émérite d'archéologie à l'université de Provence, où il a effectué toute sa carrière, se consacre de longue date à l'Afrique romaine et la Gaule narbonnaise. Ces dernières années, il a dirigé un programme collectif d'étude des aqueducs romains des Alpilles. L'impression d'ensemble est agréable pour ce livre à la finition soignée. Les illustrations, cartes et schémas aident le lecteur à suivre le propos par ailleurs très pédagogique et l'on s'en réjouit. Le style est clair et se comprend aisément, même pour le néophyte. A travers l'archéologie, V. Carpentier et P. Leveau se sont donnés pour mission d'éclairer la manière dont les hommes ont aménagé l'espace que nous appelons France aujourd'hui. En ces temps anciens, on découvre comment les territoires furent dotés d'infrastructures qui, tout en tenant compte de nombreuses contraintes environnementales et sociales, devaient permettre l'homogénéisation de notre espace national. L'avant-propos se révèle fort utile. Comme souvent, l'approche historiographique de la question permet de bien cerner les contours de la question et ses enjeux au fil du temps (vocabulaire, concepts et évolution de la notion d'aménagement du territoire). Puis viennent les chapitres consacrés entre autres aux cours d'eau, montagnes, littoraux, campagnes et villes. Le tout est entrecoupé d'exemples aidant à la mise en perspective de la question (étang de Pézenas du Languedoc, peuplement médiéval des hauts plateaux du sud-ouest du Massif Central, aménagement de zones humides en Camargue, aménagements portuaires dans la lagune de Narbonne, marais de la Dives, etc…). Au final, c'est un véritable itinéraire thématique à travers toutes les régions que nous proposent les auteurs avec pour ambition de nous enseigner la compréhension des paysages et des formes d'aménagements qui les sous-tendent. Et c'est avec un réel plaisir que le lecteur se laissera bien vite guidé au fil des pages. C.D.

Archéologie du territoire en France. 8000 ans d'aménagements de Vincent Carpentier et Philippe Leveau. Collection « Archéologies de la France », Editions La Découverte-Inrap, 176 pages, avril 2013, 22 €.



Des Gaulois aux Carolingiens.
de Bruno Dumézil

Le Temps des Capétiens.
de Claude Gauvard

Lancée au printemps dernier, cette nouvelle collection, qui comprendra sept ouvrages au final, ne cache pas ses ambitions et affiche sa propre personnalité. Privilégiant le récit au détriment d'un appareil critique qui en diminuerait la fluidité, les auteurs entendent faire le point des connaissances et des débats actuels. Le propos se veut clair et synthétique, court et dense, savant et accessible à la fois. De quoi séduire le passionné d'histoire au même titre que le néophyte qui y trouvera les moyens d'acquérir des savoirs de base. Chaque ouvrage a été confié à un spécialiste de la question. Bruno Dumézil, maître de conférences à l'université de Paris-Ouest Nanterre La Défense, se charge des mondes anciens qui participèrent à la lente construction de l'identité nationale. Par-delà les ruptures apparentes, il présente ce qui unifie une société sur le long terme : continuité des élites, permanence de la vie agraire, importance du legs romain… Dans une telle perspective, les temps mérovingiens (Ve-VIIIe siècle) et carolingiens (VIIIe-IXe siècle) apparaissent moins comme des périodes de décadence, ou de renaissance, que comme des temps où l'héritage antique se transforme par étapes successives. On lit facilement et avec profit Bruno Dumézil qui, par ce livre au format poche, pourrait bien apporter aux jeunes étudiants ce qui leur manque tant lorsqu'ils abordent le supérieur : une trame chronologique des temps anciens, fondée sur des contenus rigoureux et actualisés. Il en va de même pour le second volume de la collection qui présente les mêmes qualités. Avec Le Temps des Capétiens, Claude Gauvard, professeur émérite à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, médiéviste de renom, expose la manière dont les populations, habituées à vivre la plupart du temps dans un horizon géographique restreint, soumis à la domination seigneuriale toute proche, se muèrent progressivement en sujets du roi et s'habituèrent à vivre dans l'espace dilaté et en cours de constitution que fut le royaume de France. Balayant nombre d'idées reçues, Claude Gauvard, dans un style qui emprunte à l'oralité d'un cours d'histoire, explique comment les Capétiens s'employèrent à imposer l'autorité royale et développèrent les institutions de l'Etat. Au vu de ces deux premières livraisons, on a hâte de pouvoir lire les volumes suivants qui devraient paraître à la rentrée.C.D.

Des Gaulois aux Carolingiens. De Bruno Dumézil. *Le Temps des Capétiens*. De Claude Gauvard. Collection « Une histoire personnelle de la France », P.U.F., 2013, 224 pages,14 €.

LIVRES-HISTO

5 questions à Karin Hann

Après *Althéa ou la colère d'un roi*, sorti en 2010 et récompensé au Salon du Livre d'Ile-de-France l'année suivante, les lecteurs attendaient une suite. Leur vœu est exaucé. Avec Les Venins de la cour, Karin Hann nous plonge cette fois au cœur de « l'affaire des Poisons », dans les fastes et les turpitudes de la cour du Roi-Soleil, à Versailles. Avec talent, la romancière séduit son lecteur par la légèreté de sa plume, l'intrigue, où se mêlent grands du royaume et personnages de fiction, et rigueur historique. Passionnée d'histoire, Karin Hann sait puiser aux meilleures sources (Jean-Christian Petitfils…) pour développer un récit documenté tandis que la femme de lettres nous transporte au cœur d'une incroyable affaire criminelle qui menaça jusqu'au roi lui-même. Un roman « coup de cœur » que les férus d'histoire apprécieront à coup sûr durant la période estivale, histoire d'approcher le Grand Siècle par la fantaisie et l'imagination de l'auteur. Et par chance, Karin Hann nous en dit quelques mots…

Karin Hann, vos romans font la part belle à la grande histoire...

Oui, et ce n'est pas un hasard. J'ai fait un doctorat de Lettres. On ne fait pas de Lettres sans faire d'Histoire (alors que l'inverse est possible). J'ai toujours été fascinée par ces gens, qui sont si loin de nous et me semblent pourtant si proches. A mon doctorat, j'ai ajouté une licence de psychologie et une licence d'histoire de l'art : mes romans réunissent exactement ces trois passions. Ils montrent des personnages qui s'inscrivent dans un siècle, qui côtoient des artistes, des scientifiques et des écrivains, qui participent à la grande Histoire en vivant la leur, car si grands soient-ils, ils sont avant tout des êtres humains… avec tout ce que cela implique. De mes études, j'ai gardé le goût des recherches, des vérifications. Mes romans reposent sur des bibliographies fournies, j'apporte un soin particulier à la véracité historique, qui est pour moi essentielle. Je m'appuie sur les travaux des historiens. Les seuls sentiers de traverse que je m'autorise sont ceux des énigmes de l'histoire, comme par exemple le masque de fer. Là, et là seule, est la liberté du romancier : on peut se laisser aller à préférer une interprétation plutôt qu'une autre. J'ai compris que les personnages qui me sensibilisent sont des esthètes, comme Catherine de Médicis (Les Lys pourpres) et Nicolas Fouquet (Althéa ou la colère d'un roi). Ces gens ont été en avance sur leurs siècles, intelligents, découvreurs de talents, avec une vision politique et esthétique. Ils furent des mécènes. Mais la postérité a été injuste, Catherine de Médicis a souffert des romans du très talentueux Dumas qui en a fait une veuve noire et de Michelet qui a réécrit l'Histoire au XIXème siècle (une Histoire qui est encore enseignée aujourd'hui, et qui est bien loin de ce qui s'est réellement passé !). Ces personnalités sont riches et attachantes. J'ai aimé les suivre et les faire revivre. Lorsque mes lecteurs m'écrivent qu'ils ont découvert un autre visage de Catherine de Médicis ou de Fouquet, je suis très heureuse !

Votre dernier roman, Les Venins de la cour, s'inscrit sur fond d'affaire des Poisons... On tremble jusque dans l'entourage du roi...

Oui, cette affaire est l'une des plus importantes de l'Histoire. Elle a secoué le règne de Louis XIV et ébranlé le trône en ce sens que l'on a craint pour la per-

sonne même du roi. Lorsqu'éclate l'affaire Brinvilliers, une marquise qui s'est débarrassée de son père et de ses deux frères pour toucher son héritage, on comprend que les poisons ne sont plus violents et immédiats mais que l'on peut empoisonner à petit feu, pendant des mois. C'est la panique ! Car non contente d'être une empoisonneuse, cette femme est marquise ! Comment protéger le roi d'une chemise qui serait « accommodée » d'un placet empoisonné, d'une chandelle qui dégagerait des substances nocives en se consumant ? Tout devient possible ! La toxicologie n'en est qu'à ses débuts, on ne repère pas forcément les traces d'un empoisonnement à l'autopsie, on ne connait pas les antidotes. Que faire lorsqu'on apprend que Madame de Montespan, qui est la favorite depuis tant d'années, qui a mis au monde de nombreux enfants que Louis XIV a légitimés « de France », a fait consommer au souverain des poudres destinées à lui ramener les faveurs du roi, ou s'est adonnée à des messes noires pour retrouver l'ardeur de son amant ? L'affaire devient une affaire d'Etat !

arrive d'en perdre le sommeil, tellement l'horreur des témoignages l'épouvante ! Il ne s'agit plus seulement d'avorteuses ou d'empoisonneuses, il s'agit de femmes qui mettent au monde des enfants pour les immoler sur l'autel de Satan lors de messes célébrées par des prêtres apostats. Ces messes ont vocation à réaliser les souhaits les plus farfelus. C'est le règne de l'obscurantisme et de la bêtise et c'est aussi cela qui est troublant, que des gens tout de même instruits, puisque la noblesse de France avait accès à l'instruction, se soient adonnés à de telles folies ! On voit où le désœuvrement peut conduire. Quant à l'affaire des Poisons en elle-même, elle traduit la volonté de beaucoup de femmes de sortir des mariages dans lesquels elles ont été précipitées de force. Ce qui bien sûr n'excuse pas la gravité de ces empoisonnements. C'est, à Paris, le règne des sorcières, devineresses et avorteuses. Et c'est ce que découvre La Reynie, après l'affaire Brinvilliers. Il ne savait pas, le pauvre, qu'il ouvrait la boîte de Pandore en commençant les interrogatoires. Les sorcières vont se dénoncer entre elles, révélant l'ampleur stupéfiante de cette affaire.

Gabriel Nicolas de La Reynie est un personnage clé, à la fois acteur et témoin privilégié de ces sinistres affaires...

Oui. Et c'est très intéressant, car c'est devant ce péril que la police va véritablement se structurer. Gabriel Nicolas de La Reynie, fraîchement nommé, ne savait pas ce qui l'attendait. Il confie dans sa correspondance à Louvois, son ministre de tutelle, qu'il lui

Votre héroïne, Eloïse de Mergenteuil, se trouve prise dans la tourmente...

Eloïse de Mergenteuil est la fille d'Althéa, laquelle a déjà eu maille à partir avec Louis XIV et les dérives de la monarchie absolue, puisqu'elle est la fille adoptive de Nicolas Fouquet, injustement condamné après un procès inique. Eloïse, elle, fait un beau mariage, mais

LIVRES-HISTO

5 questions à Karin Hann (suite)

se trouve emportée dans la tourmente de cette immense affaire criminelle, comme cela peut arriver à chacun d'entre nous. C'est aussi ce que montre ce roman : un destin peut basculer du jour au lendemain, personne n'est à l'abri de ce genre de chose, la grande Histoire parfois balaie la petite, et des vies peuvent être sacrifiées. Il est un fait certain que lorsque cette affaire éclate, tout le monde devient très suspicieux. La police, on l'a dit, s'est organisée. Paris est éclairé, on traque les criminels sans relâche, on surveille les places des marchés et les sorties d'églises, on embarque les tire-laines et les filles de joie, on arrête les détrousseurs et les brigands. L'atmosphère s'assainit. Mais les services de La Reynie, et notamment le lieutenant Desgrez, enquêtent sans relâche et toute mort prématurée, ou supposée telle, devient suspecte...

Louis XIV chercha jusqu'à la fin à préserver les secrets de l'Etat...

C'est vrai. Louis XIV avait bien conscience du fait que le peuple serait indigné de savoir que Mme de Montespan était compromise, car la valse de ses maîtresses commençait un peu à fatiguer l'opinion. Ces femmes paradaient en humiliant la reine, rivalisant de dépenses somptueuses. Alors qu'elles puissent, en plus, commettre des actes criminels ou offenser Dieu, c'en était trop ! De plus, comme les bâtards du roi et de la Montespan étaient légitimés, l'opprobre jetée sur leur mère les aurait entachés. Louis ne pouvait l'admettre : ils étaient ses enfants, pour lesquels il avait de surcroît plus d'affection que pour le dauphin. Aussi a t-il ordonné que soient soustraites des minutes du procès et des enregistrements des interrogatoires tout ce qui pouvait de près ou de loin impliquer Mme de Montespan ou Mlle des Oeillets (une autre de ses conquêtes). Dès lors, l'affaire des Poisons devient un secret d'Etat, au même titre que la négresse de Moret, que l'on croise aussi dans ce livre. Lorsqu'il sentit la mort approcher, le Roi détruisit tous ces papiers compromettants, afin que la prospérité ignorât ces infamies, c'était sans compter le zèle de La Reynie qui avait pris soin de tout consigner dans ses propres dossiers ! C'est grâce à lui que nous savons tout de l'affaire des poisons aujourd'hui ! C'est un joli clin d'oeil de l'Histoire...Il eut été vraiment dommage que l'on n'ait pas accès à tous ces documents qui sont une vraie mine d'or, et un témoignage extraordinaire sur le fonctionnement judiciaire du Grand Siècle !

Les Venins de la cour, de Karin Hann,

Editions du Rocher, 2013, 240 pages 20 €.

ABONNEZ-VOUS

39 € / AN

6 NUMÉROS +
2 HORS-SÉRIES
PAR AN*

TOUS LES DEUX MOIS

5,50 €

FRANCE TERRES D'HISTOIRE

Magazine d'histoire et des régions
en format exclusivement numérique

FORMAT PDF sur site et boutique du magazine

EN VENTE SUR LE SITE DU MAGAZINE
http://www.france-terresdhistoire.fr

DANS LA BOUTIQUE DU MAGAZINE
FRANCE TERRES D'HISTOIRE
http://france-terresdhistoire.izibookstore.com/store

ET EN KIOSQUES NUMÉRIQUES :

www.madeinpresse.fr

www.viapresse.fr

www.monkiosque.fr

www.monkiosque.net

LE NUMERO 1

Spécial BRETAGNE

EN VENTE MAINTENANT

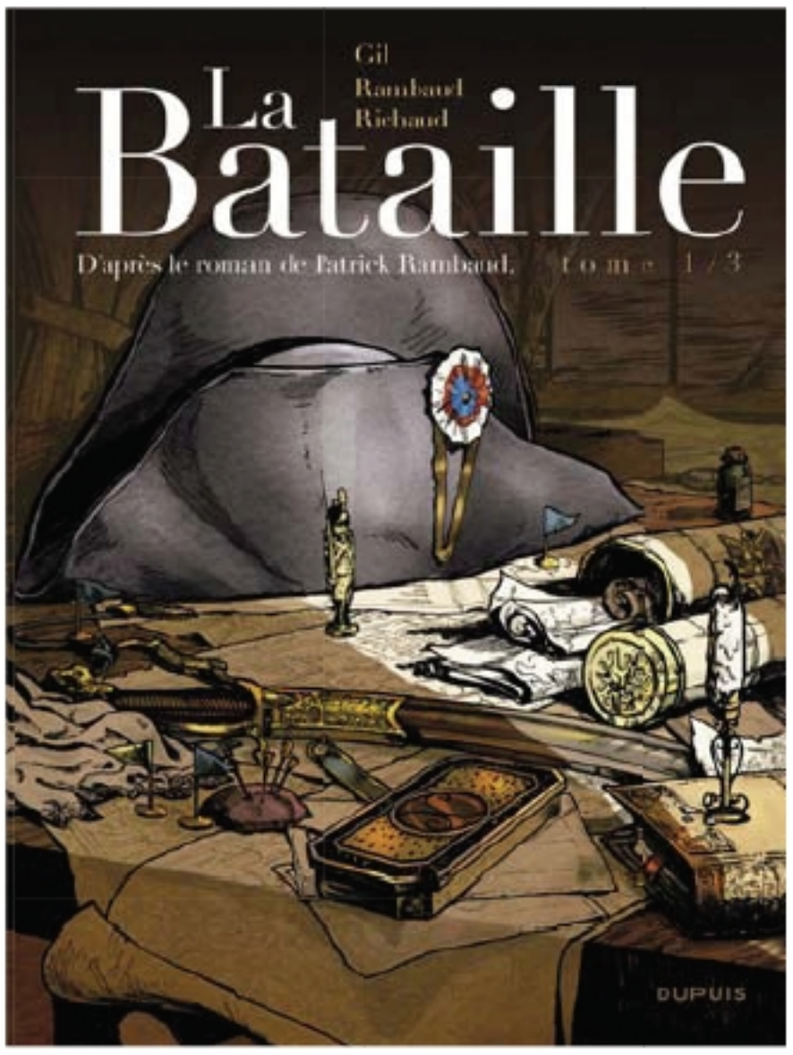
* voir conditions et offres auprès des kiosques numériques madeinpresse.fr, viapresse.fr, monkiosque.fr, et monkiosque.net.

S.O.S. Lusitania
La croisière des orgueilleux

de Patrice Ordas et Patrick Cothias (scénario), Jack Manini (dessins et couleurs)

1 er mai 1915, à New-York, plus de deux milles passagers embarquent à bord du RMS Lusitania, paquebot britannique propriété de la *Cunard Line*. On connaît la suite. Elle appartient à la grande histoire. Torpillé quelques jours plus tard par un sous-marin allemand, à proximité des côtes irlandaises, le navire sombre rapidement au fond de l'Atlantique emportant avec lui cargaison et passagers. Plus d'une centaine de citoyens américains y laisseront la vie. Près de 1 200 personnes, au total, périront. Une tragédie humaine qui ne fut pas étrangère à la prise de conscience progressive, aux Etats-Unis, de la nécessité de s'engager dans la guerre contre les puissances centrales (Allemagne-Autriche). Sur le moment, les Allemands affirmèrent qu'il était de leur droit d'attaquer un navire qui transportait à son bord une cargaison de canons et de munitions. Côté britannique, on nia longtemps avoir voulu transporter clandestinement des armes à destination de la mère patrie. Les auteurs de la bande-dessinée savent jouer à merveille des zones d'ombre de ce drame et nous livre un scénario visiblement très documenté et très bien ficelé. Le tout servi par un remarquable coup de crayon et un sens de la couleur qui restituent parfaitement le contexte historique de l'époque. Par ailleurs, le fait de nous faire revivre la traversée au travers du regard de passagers, issus de différents milieux sociaux, est un choix qui fonctionne à merveille. Cette bande-dessinée suscite l'enthousiasme et le seul regret que l'on puisse nourrir, une fois la lecture terminée, est qu'il faille patienter pour lire la suite ! Cerise sur le gâteau, cette première édition est accompagnée d'un cahier documentaire de huit pages sur le paquebot R.M.S. Lusitania. Que demander de plus…CD

S.O.S. Lusitania. La croisière des orgueilleux. De Patrice Ordas et Patrick Cothias (scénario), Jack Manini (dessins et couleurs), cycle 1, épisode 1/3, collection Grand Angle, Bamboo édition, 2013, 13,90 €.



La Bataille

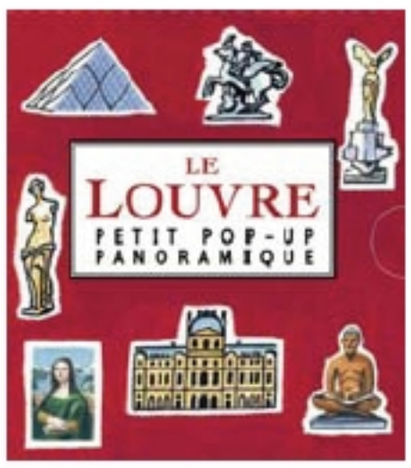
tomes 1/3 et 2/3

de Frédéric Richaud
(scénario)
et Ivan Gil
(dessins)

Vouloir transposer en bande-dessinée un grand roman historique, en l'occurrence celui de Patrick Rambaud, constituait un défi. Pour le relever, les éditions Dupuis ont fait appel à Frédéric Richaud et Ivan Gil. Essai transformé. Le récit initial sera au final décliné en trois volumes dont le deuxième vient de paraître. Le premier volume nous avait mis l'eau à la bouche, le second tient ses promesses. L'évocation de la bataille d'Essling (mai 1809) est saisissante de réalisme et l'approche romancée autorise les auteurs à brosser des portraits hauts en couleur et à imaginer quelques rencontres de pure fiction. Les partis prix des auteurs emportent néanmoins l'adhésion. Ainsi, au gré des soubresauts de la grande histoire, on suit tout à la fois l'empereur, les grognards et les membres de l'Etat-major. Un choix vraiment intéressant qui permet de rendre compte de la réalité vécue par les uns et les autres. Quant au colonel Louis-François Lejeune, aide de camp du général Berthier, principale figure mise en avant dans ces deux volumes, son itinéraire personnel constitue le fil rouge du récit. Le choix de ce personnage s'avère judicieux. Après avoir fait ses premières armes à Valmy (1792), Lejeune semble être de toutes les campagnes menées sous le premier empire. Blessé en Espagne, fait capitaine après Marengo (1800) et chef de bataillon après Austerlitz (1805), il est colonel au siège de Saragosse (1808). Son amour pour les arts est l'autre facette de cette personnalité romanesque à souhait. On doit à Lejeune nombre de tableaux représentant les grandes batailles napoléoniennes. Après Essling (1809), il continuera de s'illustrer sur tous les grands théâtres d'opération, campagnes de Russie (1812) et d'Allemagne (1813), avant d'être autorisé à quitter l'armée (1813). Couvert d'honneur, on le verra encore servir dans l'armée (1818-1824), royale cette fois. Directeur de l'école des beaux-arts et de l'industrie de Toulouse, il s'éteint à plus de soixante-dix ans dans cette ville dont il fut aussi le maire (1841). L'idée de s'attacher à ses pas à Essling est d'autant plus justifié que sa qualité d'officier de liaison permet au lecteur d'avoir une vue d'ensemble de la bataille. Et quelle bataille, l'une des plus meurtrières assurément au terme d'une trentaine d'heures de combat, que décrit le second volume avec brio, mettant aux prises l'armée napoléonienne et les soldats autrichiens. Quant aux dessins, d'une grande précision dans les costumes, ils nous offrent de magnifiques paysages à admirer et ne manquent pas de souffle et d'ampleur pour nous entraîner au cœur des mouvements de troupe et des mêlées. Gageons qu'après ces deux premiers volumes, la trilogie terminée ne nous décevra pas et s'imposera comme une référence du genre.C.D.

La Bataille. **De Frédéric Richaud (scénario) et Ivan Gil (dessins), tomes 1/3 et 2/3, éditions Dupuis, 2012 et 2013. Librement inspiré du roman de Patrick Rambaud, *La Bataille*, éditions Grasset et Fasquelle, 1997. Ouvrage récompensé du Grand Prix du roman de l'Académie française et du Prix Goncourt.**

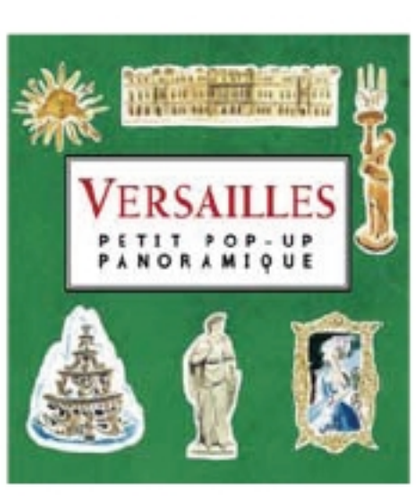
Le coin des enfants...



Le Louvre. Petit pop-up panoramique

Typiquement le genre de livre que l'on aime à glisser entre de petites mains enfantines pour « donner envie de » ! De petite taille (11,5 X 10 cm), agréablement illustré par Sarah McMenemy, illustratrice britannique, ce sixième titre d'une collection jusque là dédiée aux grandes métropoles (Paris, Londres, Rome, New York…) est le premier consacré à un haut lieu de la culture. Replié « en accordéon » dans son petit boîtier cartonné, le pop-up attend sagement qu'un enfant curieux vienne l'en extirper pour étaler ses belles pages colorées. Les plus jeunes sont ainsi invités à découvrir une sélection d'une douzaine de lieux ou d'œuvres : la Pyramide du Louvre, la Vénus de Milo, les Chevaux de Marly, la Cour Carrée, la Joconde, le Sacre de Napoléon, la Liberté guidant le Peuple… Un petit texte de présentation, concis, accompagne les belles illustrations colorées inculquant à l'enfant les repères essentiels en histoire de l'art. Et sitôt la découverte achevée le pop-up se glisse aisément dans un sac à main ou une poche pour se faire discret et peu encombrant !

Le Louvre. Petit pop-up panoramique. Tome 6. Illustrations de Sarah McMenemy. Casterman, 2013. 7,5 €.



Versailles. Petit pop-up panoramique

Avec ses belles illustrations colorées, Nina Cosford entraine ses jeunes lecteurs à la découverte du château de Versailles et de ses jardins. Après le Louvre, les éditions Casterman nous emmène donc pour la seconde fois à la découverte d'un lieu mythique de l'histoire de France. Les principes de présentation sont respectés : le pop-up, présenté dans son étui carré cartonné se dépliera aisément sous les doigts agiles de son jeune lecteur et se rangera facilement dans une poche ou un sac à main. Quant au fond, on a l'habitude maintenant, ce sont douze lieux emblématiques du château que le lecteur découvre au fil des pages : la Galerie des Glaces, la Cour de Marbre, la Chambre du Roi, la Chapelle Royale, l'Orangerie, le bassin d'Apollon, le Grand et le Petit Trianon, le Hameau de la Reine… Chacun d'entre eux fait l'objet d'un court texte de présentation. Nina Cosford, illustratrice britannique spécialisée dans les ouvrages jeunesse, gâte son jeune public pour sa première contribution à la collection. Un travail réussi qui en appelle d'autres… A noter que le pop-up est également disponible en anglais.

Versailles. Petit pop-up panoramique. Tome 7. Illustrations de Nina Cosford. Casterman, 2013. 7,5 €.

Les Mystères de l'Histoire. Louis XIV

Cet ouvrage de grand format, destiné aux 8-11 ans, trouvera facilement son public. Conforme aux programmes de l'Education nationale, on y aborde, par un jeu de questions-réponses, l'éducation du roi, la prise de pouvoir, les personnages clés du royaume, Versailles et la vie de cour, les arts, la puissance du royaume de France et la fin de règne. Chaque thème est présenté sur une double page joliment illustrée. Le travail de Thimothée Rouxel, séduira les enfants. Les textes, concis et accessibles, sont insérés dans de petites vignettes aux contours irréguliers semblables à de vieux parchemins. Le livre se termine par un quizz qui permet à l'enfant de vérifier, tout en s'amusant, s'il a retenu l'essentiel. Une page de citations célèbres et un petit lexique des mots difficiles aident l'enfant dans son apprentissage de l'histoire.

Les Mystères de l'Histoire. Louis XIV. Collection « Stéphane Bern présente ». Albin Michel. 2013. 6, 90 €.

...et des parents !

La Bretagne... et ses contes, ses visites, ses recettes...

Ce livre de grand format (240 X 300 mm), et 48 pages, s'adresse aux 6 ans et plus. La variété des sujets traités préserve l'enfant de toute lassitude. Tout y est : maisons bretonnes, galettes de blé noir, danses folkloriques, menhirs, forêts mythiques, faune et flore, personnages illustres, légendes… Et pour garantir l'exactitude des quelques expressions en breton, rencontrées ici ou là au fil des pages, l'éditeur a sollicité Mannaig Thomas, maître de conférences à l'Université de Bretagne Occidentale, pour la relecture. C'est dire le sérieux de l'affaire ! Bien que rigoureux dans son contenu, le livre reste très attrayant et accessible à tous. La mise en page est aérée, c'est l'avantage d'un grand format… Les couleurs vives et les graphismes soignés emporteront l'adhésion des petits lecteurs. Un même thème s'étale sur une double page où l'équilibre « textes-illustrations » est respecté tout au long du livre ce qui confère une belle homogénéité à l'ensemble. Un lexique, placé à la fin, permet de préciser quelques éléments de vocabulaire. On y trouvera enfin quelques bonnes adresses et liens internet pour approfondir sa connaissance de la Bretagne. Après la Provence, la Bretagne est le second volume d'une collection dont on attend avec impatience qu'elle s'enrichisse de nouveaux titres !

La Bretagne… et ses contes, ses visites, ses recettes… Textes de Violaine Troffigué. Illustrations de Nathalie Ragondet. Collection « Le grand livre des régions ». Père Castor. Editions Flammarion, 2013. 13 €.

L'Histoire de France en BD

Le succès remporté par les précédents ouvrages de la série appelait une suite. C'est chose faite avec ces nouveaux volumes consacrés à Vercingétorix et les Gaulois, pour l'un, et Louis XIV et Versailles, pour l'autre. Sérieux dans la narration et d'un graphisme réjouissant, nous voilà plongé, avec humour parfois, au cœur de l'époque gauloise ou dans la France louis-quatorzième. Le tandem Dominique Joly-Bruno Heitz fonctionne à merveille. La première, auteure déjà de nombreux ouvrages chez Gallimard, Fleurus, Hachette et Casterman, est historienne de formation. Après avoir enseigné sa discipline au lycée, elle s'est spécialisée dans la conception d'ouvrages documentaires destinés à la jeunesse. Le second, à la fois auteur et illustrateur, a déjà publié chez Hachette jeunesse, aux éditions Circonflexe et Mango. On le connaît encore pour ses BD « adultes » chez Gallimard. Pour Casterman, il a déjà illustré romans et documents. Expérience, talent et connaissances ne leur font pas défaut. Conçu en liaison avec le programme d'histoire du cycle 3 du primaire (CE2-CM1-CM2), le livre comprend une partie BD de 36 pages et une partie documentaire de 12 pages. Ludiques et informatifs, les documents publiés intègrent des portraits de famille, un jeu des 7 erreurs aux côtés des encadrés thématiques et chronologiques. Une bonne manière pour les enfants de se plonger au cœur d'une époque grâce à ces deux beaux albums joliment colorés.

L'Histoire de France en BD. Vercingétorix et les Gaulois. De Bruno Heitz et Dominique Joly. Casterman, 2013. 12,5 €L'Histoire de France en BD. Louis XIV et Versailles. De Bruno Heitz et Dominique Joly. Casterman, 2013, 12,5 €.

dan

Pierre-Auguste Renoir La Yole 1875 Huile sur toile ;
71 x 92 cm Londres, National Gallery, acquis en 1982

L'IMPRESSIONNISME EN NORMANDIE

s la seconde moitié du XIXe siècle

écrit par Fabrice RENAULT

Dans le cadre du festival Normandie Impressionniste sur le thème de l'eau, 600 actions culturelles et festives sont programmées en Haute et Basse-Normandie du 27 avril au 29 septembre 2013, l'occasion de rappeler la place de la Normandie dans la peinture française du XIXe siècle.

© The National Gallery, Londres, Dist. RMN / National Gallery Photographic Department

L'impressionnisme en Normandie

dans la seconde moitié du XIXe siècle

par Fabrice RENAULT Professeur d'histoire-géographie aux Andelys (Eure). Vice-président de l'association normande Les Routes du Philanthrope consacrée à l'histoire de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions en Normandie

Dans le cadre du festival Normandie Impressionniste dont le thème pour cette deuxième édition est l'eau, 600 actions culturelles et festives sont programmées en Haute et Basse-Normandie du 27 avril au 29 septembre 2013. La tenue de grandes expositions dans plusieurs musées est l'occasion de rappeler combien la Normandie a occupé une place prépondérante dans la peinture française du XIXe siècle, siècle de redécouverte de la peinture de paysage.

La Normandie, une terre de lumière et d'eau

La Normandie a inspiré les grands peintres de leur temps, ceux qui y sont nés comme Géricault, Millet ou Boudin , ceux qui y ont séjourné à de multiples reprises dans leur enfance ou à l'âge adulte comme Turner, Corot, Degas, Delacroix, Seurat, Pissarro et Signac. Figure emblématique de cette effervescence artistique : Claude Monet. Né à Paris, il a vécu son enfance au Havre, est retourné régulièrement dans cette province avant de s'y installer définitivement en 1883 à Giverny. Les plus grands artistes ont donc peint de nombreuses toiles sur les paysages normands, représentant ainsi tous les mouvements artistiques du XIXe siècle. L'impressionnisme qui s'épanouit de 1870 à 1900 puise ses racines dans le romantisme et le réalisme de la première moitié de ce siècle.

A partir des années 1830, une auberge, située sur les hauteurs d'Honfleur face à la baie de la Seine, devient le lieu de rendez-vous de peintres pré-impressionnistes et impressionnistes. Dans une ambiance conviviale mais studieuse, des artistes comme Corot, Courbet, Boudin, Jongkind, Dubourg ou Monet échangent et s'influencent mutuellement. Le changement de propriétaire en 1870 marque la fin de ce que certains appelèrent l'école de Saint-Siméon. Plusieurs tableaux comme ceux peints par Courbet « Couchant sur l'estuaire » ou Dubourg « Honfleur : le repas à Saint-Siméon » témoignent de l'émulation artistique qui a fait le succès de ce lieu de rencontre. Une école locale de peinture se développe à Rouen, animée par des peintres impressionnistes tels que Lebourg, Delattre, Pinchon, Lemaitre ou Frechon.

© The Metropolitan Museum of Art, Dist. Rmn-Grand Palais / Malcom Varon

Claude Monet, Vétheuil en été, 1880, huile sur toile, 60 x 99,7 cm,
New York, The Metropolitan Museum of Art. A voir au Musée d'Art Moderne de ROUEN
jusqu'au 30 septembre 2013

L'eau fut une obsession pour les impressionnistes car elle constituait le miroir nécessaire au réfléchissement de la lumière. La démarche du peintre est de saisir sur le vif les impressions fugitives restituées par l'eau d'une scène contemplée. Tous ces artistes ont peint des toiles où les reflets changeants sur l'eau deviennent émerveillements. Cette quête s'achève avec Monet dans son cycle des Nymphéas. A Giverny, devant le bassin recouvert de cette plante aquatique, il se livre inlassablement à de véritables expériences picturales sur le reflet. L'exposition phare du festival au musée des Beaux-Arts de Rouen intitulée «Eblouissants reflets, Cent chefs d'œuvre impressionnistes» rend compte de cette révolution artistique et présente aussi des photographies qui, par leur représentation du réel et leur capture de la lumière, influencèrent l'imaginaire des impressionnistes.

L'eau, déclinée sous toutes ses formes (eau fluviale, maritime, de pluie, brume, neige), permet aux impressionnistes d'exprimer la diversité des paysages. Ces peintres excellent dans l'art de représenter la neige comme par exemple Monet dans « Environs de Honfleur, neige » vers 1867.Les phénomènes météorologiques exceptionnels sont également une source d'inspiration. Ainsi, Sisley a représenté dans plusieurs toiles des inondations alors que Monet a peint en 1880 dans son tableau « Les Glaçons » une débâcle sur la Seine au cours de l'hiver 1879-1880.

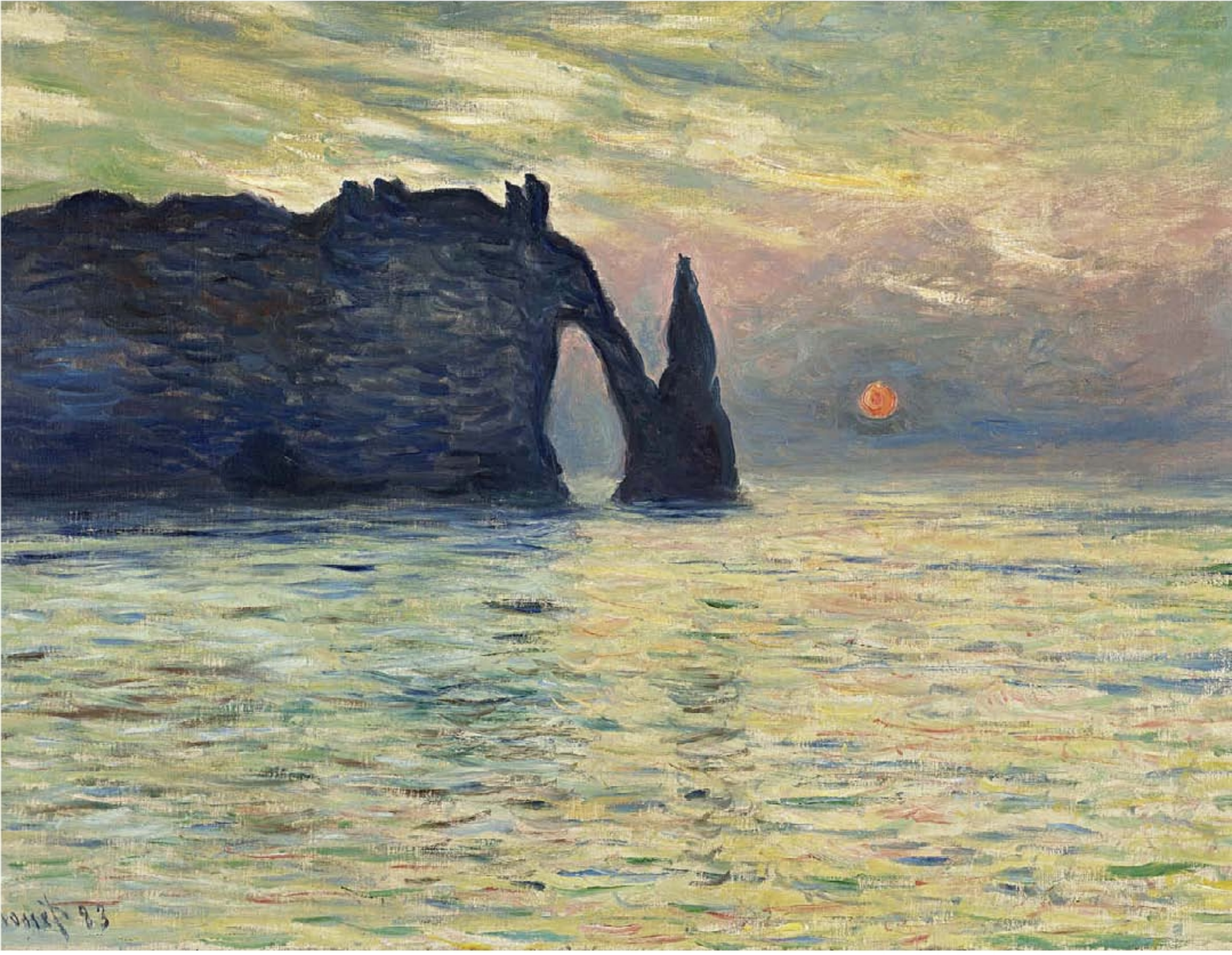
La Normandie disposait d'atouts qui ne pouvaient qu'attirer des peintres à la recherche de la lumière et du reflet et désireux d'exprimer sur leurs toiles les émotions devant la nature. La région normande est en effet une terre de contrastes. La diversité et la beauté des paysages s'inscrivaient aussi bien sur le littoral (côtes rocheuses du Pays de Caux, sablonneuses du Calvados) que dans les campagnes de l'intérieur (vallées verdoyantes découpant les plateaux).Bordée par la Manche sur près de 600 kilomètres, traversée

Impressionnisme : histoire d'une révolution artistique

De jeunes artistes, refusant les contraintes de la peinture académique imposée par le Second Empire qui les rejettent des salons officiels, décident d'assurer eux-mêmes la promotion de leurs œuvres. Ils créent une société anonyme regroupant des peintres (Monet, Degas, Boudin, Cézanne, Renoir, Sisley …) qui va organiser 8 expositions libres à Paris entre 1874 et 1886. Le terme d' « impressionnisme » nait en 1874 lors de la première exposition chez le photographe Nadar, sous la plume du critique d'art Louis Leroy. Le tableau de Monet, «Impression, Soleil levant», cible de ses critiques moqueuses, lui inspire le titre de son article publié dans le journal, le Charivari: « L'exposition des impressionnistes ». Il baptise ainsi involontairement le mouvement artistique de cette nouvelle génération qui s'empare de ce surnom. Cette technique picturale faite de petites touches en forme de virgules, de juxtaposition de couleurs pures sur la toile et de contours flous déconcerte la critique.

Après des débuts difficiles marqués par des échecs financiers, les impressionnistes acquièrent progressivement une certaine renommée. L'impressionnisme en tant que mouvement organisé et structuré prend fin en 1886 avec la dernière exposition. Ce genre pictural perdure avec des artistes comme Sisley et évolue vers le néo-impressionnisme avec Seurat et Signac, chefs de file du pointillisme. La juxtaposition de très petites touches de couleurs complémentaires produit un mélange optique, rendant les tableaux plus clairs et lumineux.

© Rmn-Grand Palais / Hervé Lewandowski



© North Carolina Museum of Art

Ci-dessus : Claude Monet, Etretat, Soleil couchant, 1882-1883, 60,5 X 81,8 cm, Raleigh, North Carolina Museum of Art

Ci-contre : Claude Monet, En norvégienne, la barque à Giverny, vers 1887, Huile sur toile, 97,5 X 130,5 cm, Paris, Musée d'Orsay, legs de la princesse Edmond de Polignac au Louvre, 1944
à voir au Musée des Beaux Arts de ROUEN jusqu'au 30 septembre 2013

«Les falaises vertigineuses du pays cauchois, symbole d'une nature puissante née de l'alliance de la roche et de l'eau, fascinent les peintres paysagistes du XIXe siècle»

par la Seine et de nombreuses rivières et soumise aux caprices d'un climat océanique offrant des ciels changeants, la Normandie est un territoire fluvial et maritime où l'eau est essentielle.
Les falaises vertigineuses du pays cauchois, symbole d'une nature puissante née de l'alliance de la roche et de l'eau, fascinent les peintres paysagistes du XIXe siècle : Delacroix, Courbet, Corot, Boudin, Monet, Gauguin, Matisse. Le site d'Etretat avec son arche et son aiguille crayeuses monumentales fut le plus représenté. Monet y a peint 80 toiles par tous les temps et à différents moments de la journée.

La Normandie s'ouvre au tourisme balnéaire

Longtemps jugée hostile et dangereuse, la mer attire de plus en plus d'estivants au cours du XIXe siècle. La mode des bains de mer venue d'Angleterre est lancée sous la Restauration et la monarchie de Juillet (1815-1848). Ainsi, la duchesse de Berry, belle-fille de Charles X, choisit Dieppe pour ses premières baignades en 1824. Cette petite ville côtière du Pays de Caux accueille le premier établissement de bains en Normandie.

Le tourisme se développe sous le Second Empire (1852-1870) et s'affirme à la Belle Epoque. De petits ports de pêche se transforment en stations balnéaires sur le littoral normand. Si l'attrait pour la Côte d'Albâtre entre Le Havre et le Tréport ne se dément pas, la future Côte Fleurie au large du Calvados connait un succès croissant avec d'abord la station de Trouville puis celle de Deauville, ouverte en 1860 par la volonté du duc de Morny (demi-frère de Napoléon III). Viendront ensuite Cabourg, Houlgate, Villers sur mer sans oublier Granville dans le Cotentin. Avant de devenir une activité de loisirs, les bains de mer sont recommandés pour leurs vertus thérapeutiques.

L'essor du tourisme balnéaire est facilité par le développement du chemin de fer reliant Paris à la Normandie à partir du milieu du XIXe siècle. Plusieurs lignes sont ouvertes : Paris-Dieppe en 1848, Paris-Trouville-Deauville en 1863, Paris-Granville en 1878. De la gare de Saint-Lazare que Monet immortalisa en 1877 dans plusieurs toiles partaient des milliers de Parisiens dans des trains spéciaux en direction des stations normandes. Pour accueillir une clientèle fortunée toujours plus nombreuse et la convaincre qu'elle ne s'ennuiera pas, la publicité naissante assure la promotion de ces lieux de villégiature en vantant leur accessibilité par le train, la diversité des services offerts, les plages mondaines.

Eugène Boudin, considéré comme le précurseur de l'impressionnisme auquel le Musée Jacquemart-André vient de consacrer une exposition, fut le grand spécialiste des scènes de plage mondaines à Trouville dans les années 1860. Sous son pinceau les plages de sable s'animent. Les estivants conversent en se promenant ou assis sur des chaises au milieu des cabines de plage. La présence de femmes vêtues de robes à crinoline, coiffées de chapeaux colorés et protégées par des ombrelles transforme la plage en défilé de mode.

© Rmn-Grand Palais / Martine Beck-Coppola

La vogue des bains transforme le paysage littoral. Des cabines de bains et des tentes s'alignent sur la plage. Des zones de promenades sont aménagées : digues, planches de Trouville ou de Deauville. Des familles bourgeoises se font construire sur le front de mer ou sur les hauteurs de magnifiques villas dont l'architecture reste très éclectique. La Villa Montebello à Trouville imite le style d'un château du XVIIème siècle. D'autres demeures rappellent le style italien ou oriental. Le style normand qui fait le charme aujourd'hui des côtes du Calvados s'imposera après 1920.

L'accueil d'une clientèle aisée le temps de l'été nécessite l'ouverture de nouveaux équipements. Les estivants débarquent des trains parisiens dans des gares nouvellement construites et logent dans des hôtels de luxe. Dans son tableau « L'Hôtel des Roches Noires à Trouville », Monet représente la façade imposante et majestueuse de ce palace et la chaussée sur laquelle se promènent de riches vacanciers sous des drapeaux claquant au vent. Cette scène rappelle les boulevards parisiens de type haussmannien peints par Caillebotte et Pissarro. Les établissements de divertissement se multiplient. Des casinos au style parfois flamboyant accueillent la haute société. Le casino de Dieppe est construit dans un style mauresque. Une salle de spectacle à la façade décorée d'arabesques, l'Eden Casino, est associée au casino de Trouville. Ces casinos, temples du jeu (billard, cartes, baccara), offrent des spectacles divers (concerts, bals, opérettes) à coté des salles de restaurant. Dans son tableau « Concert au casino de Deauville » en 1865, Boudin représente les reines de la mode de l'époque issues de la bourgeoisie et de l'aristocratie dans une ambiance de fête impériale.

©Rmn-Grand Palais / Hervé Lewandowski

Ci-contre :
Claude Monet, Hôtel des Roches Noires, Trouville, 1870, Huile sur toile, 81 x 58,5 cm, Paris, musée d'Orsay
CAEN, Musée des Beaux-Arts jusqu'au 29 septembre 2013.

Page 38 : Louis-Eugène Boudin La plage de Trouville 1864
Huile sur panneau ; 26 x 48 cm
CAEN, Musée des Beaux-Arts

L'impressionnisme en Normandie
dans la seconde moitié du XIXe siècle (suite)

par Fabrice RENAULT

Des activités de plein air sont aussi proposées : polo, tennis, régates, yachting, courses hippiques dans les hippodromes de la Côte Fleurie. Au musée des Beaux-Arts de Caen, l'exposition « Un été au bord de l'eau. Loisirs et impressionnisme » conte l'histoire des loisirs balnéaires sur la Côte Fleurie mais aussi sur les rives de la Seine.

© Musée Calouste Gulbenkian / photo Catarina Gomes Ferreira

JohnSingerSargent, Deuxfemmesendormiesdansune barquesouslessaules, 1887, huilesurtoile, 58x68,5cm. Lisbonne, Musée Calouste Gulbenkian, au musée des Beaux-Arts de CAEN jusqu'au 29 septembre 2013

Au fil de la Seine

La vallée de la Seine, reliant Paris au Havre, la capitale à la mer, fut le terrain de prédilection des impressionnistes. Monet dans son tableau « Les déchargeurs de charbon » peint en 1875 ou encore Binet, peintre réaliste auteur en 1884 des « Chargeurs de sable du quai d'Austerlitz », témoignent de la vocation première de la Seine, un axe fluvial majeur pour transporter des marchandises à bord de péniches et de chalands. L'industrialisation et la révolution des transports au cours du XIXe siècle transforment les berges de la Seine. La mise en service de la ligne Paris-Rouen-Le Havre entre 1843 et 1847 nécessite la construction de ponts ferroviaires. De nombreuses toiles montrent les ponts métalliques enjambant la Seine sur lesquels passent de façon fugitive des trains.

La Seine dévoile au détour de ses boucles majestueuses des sites pittoresques qui attirèrent les impressionnistes. Ainsi, Signac réalise en 1886 une série de toiles sur les berges de la localité des Andelys (Eure) dominée par les ruines de la forteresse du Château-Gaillard. Une partie de l'œuvre du peintre normand, Lebourg, est attachée au village de La Bouille, situé en aval de Rouen. Les matinées brumeuses, les crépuscules rougeoyants, les reflets des falaises blanchâtres et des ciels dans les eaux du fleuve, l'animation des quais

liée à la traversée du bac ou à l'arrivée d'un bateau à vapeur sont les sujets de prédilection de ce peintre.

Monet reste très attaché tout au long de sa vie à la Seine. Il réside successivement dans deux petites communes du Val d'Oise nichées dans des boucles de ce fleuve, Argenteuil et Vétheuil, avant de finir sa vie à Giverny (Eure). Lors de son séjour à Vétheuil, il réalise une centaine de toiles avec pour décor la Seine, ses rives et son église. D'autres peintres de renom, Manet, Sisley, Caillebotte, Renoir posèrent leurs chevalets sur les rives d'Argenteuil, ville impressionniste par excellence. Pour mieux peindre sa chère Seine au niveau de l'eau, Monet se fait construire un bateau-atelier en 1875.

Si la mer est la destination privilégiée des classes aisées, les moins fortunés envahissent les rives de la Seine qui deviennent donc des espaces de loisirs dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Les guin-

guettes, cabarets populaires associant restaurant et lieu de bal, se multiplient le long de la Seine, les plus célèbres se localisant à l'ouest de Paris. En 1869, Monet et Renoir peignent l'établissement de la Grenouillère. Les bords de la Seine sont d'abord propices au repos et à la détente : promenades, balades en canot, déjeuners et siestes à l'ombre rafraichissante des arbres, baignades, pêche à la ligne. L'oisiveté devient quiétude. La Seine est aussi un espace de loisirs sportifs. Des courses d'aviron, des régates de voiliers offrent de nouvelles sensations. A Neuilly-sur-Seine, Bougival, Argenteuil, des ports de plaisance sont aménagés. Monet, Caillebotte ou Sisley immortalisent ces courses nautiques dans nombre de leurs tableaux.

© Rmn-Grand Palais / Hervé Lewandowski

Ci-dessus : Claude Monet, Régates, Argenteuil, vers 1872, huile sur toile, 48 X 75,3 cm, Paris, Musée d'orsay, A voir au Musée des Beaux Arts de ROUEN jusqu'au 30 septembre 2013

© Virginia Museum of Fine Arts / photo: Katherine Wetzel

Ci-contre : Gustave Caillebotte, Canotier ramenant sa périssoire, 1878, huile sur toile, 73 x 93 cm, Richmond, Virginia Museum of Fine Arts. Musée des Beaux-Arts de ROUEN jusqu'au 30 septembre 2013

© Art Gallery of Ontario, Toronto

Camille Pissarro, Pont Boieldieu, Rouen, temps mouillé, 1896, Huile sur toile, 73,6 x 91,4 cm, Toronto, Art Gallery of Ontario.Exposition PISSARRO dans les ports. Musée d'art moderne André Malraux Le Havre jusqu'au 29 septembre 2013

La Normandie industrielle

Dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le développement des ports, foyers de l'industrialisation et de l'essor du commerce, fascine les impressionnistes. Sur tout le littoral français, des chantiers de modernisation des équipements (mise en place de grues mécaniques pour remplacer la force des bras des dockers, agrandissement des bassins) modifient le paysage des ports pour permettre au trafic de s'intensifier. Les ports normands n'échappent pas à ces bouleversements. Ainsi, la Seine, dans sa portion maritime entre l'estuaire et Rouen, subit de grands travaux afin de faciliter la remontée des navires depuis Le Havre vers Rouen. Le Havre, grand port français, se dote d'équipements modernes (cale-sèche, grues, docks ou entrepôts) et de grands bassins pour accueillir des navires commerciaux dont la capacité double mais aussi des paquebots transatlantiques dont la longueur moyenne atteint 200 m. Des chantiers de construction navale, les Chantiers de Normandie, ouvrent en 1894 au Grand Quevilly dans la banlieue rouennaise. Un pont métallique appelé le pont Transbordeur, reliant les deux rives de la Seine, est construit pour permettre aux navires les plus gros de venir accoster jusqu'aux quais les plus reculés du port rouennais.

Le port devient un objet d'étude avec le célèbre tableau de Claude Monet peint au Havre en 1872, Impression soleil levant. Dans un soleil levant se reflétant dans les eaux du port surgissent les ombres des grues, des voiliers à quai et de cheminées d'usine. Si Monet dans d'autres tableaux, Boudin, Lebourg ou Jongkind ont peint des vues de ports normands, c'est Pissarro qui fit du thème portuaire un sujet de prédilection. Multipliant les séjours entre 1883 et 1903 à Rouen, à Dieppe et au Havre, il consacra 120 toiles à ces ports normands. Le musée d'art moderne André Malraux du Havre lui rend hommage dans une exposition « Pissarro dans les ports ».

Le port est marqué par un perpétuel mouvement, celui des marées, de l'arrivée et du départ des navires voiliers, vapeurs et paquebots, celui des grues chargeant et déchargeant des marchandises, celui des quais où se mêlent débardeurs, promeneurs et passagers. Pissarro évoque donc dans ses peintures l'intense activité des ports au gré des variations (effets de brume ou de pluie se mélangeant aux fumées des usines, soleil couchant). Avec Pissarro, la vie dans ces nouveaux lieux de modernité que sont les ports devient un spectacle.

Après 1900, une nouvelle génération de peintres (Dufy, Maufra, Marquet) continue à s'intéresser à l'activité des ports normands mais dans une esthétique renouvelée qui annonce le fauvisme (coloris arbitraires traités en aplats ou en larges touches de couleur pure éclatante).

Dans les années 1870-1880, les peintres impressionnistes ont fui les salons parisiens pour trouver dans les paysages lumineux de la Normandie une nouvelle liberté artistique. Cette région fut le berceau de l'impressionnisme qui mit en valeur les mutations économiques et sociales qui la touchèrent à partir de 1850.

© Le Havre, MuMa / photo Florian Kleinefenn

Camille Pissarro, L'Anse des Pilotes, Le Havre, matin, soleil, marée montante, 1903, Huile sur toile, 53 x 64 cm, Le Havre, Mu-Ma - Musée d'art moderne André Malraux

Pour aller plus loin...

A lire :

Jacques-Sylvain Klein, *La Normandie berceau de l'impressionnisme 1820-1900*,
Editions Ouest-France, Rennes, 2007
Catalogue de l'exposition, *Eblouissants reflets Cent chefs-d'œuvre impressionnistes*,
Editions de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, Paris, 2013
Catalogue de l'exposition, *Pissarro dans les ports,* Rouen, Dieppe, Le Havre,
Editions de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, Paris, 2013
Catalogue de l'exposition, *Un été au bord de l'eau. Loisirs et impressionnisme*, Editions de la Réunion des musées nationaux-Grand Palais, Paris, 2013
Dossier de l'Art, hors-série n°21, *Normandie impressionniste*, avril 2013
Le Nouvel Observateur / Beaux-Arts, *Les maîtres de l'impressionnisme,*
hors-série n°3, juillet-août 2013

A visiter :

Un été au bord de l'eau. Loisirs et impressionnisme.

Musée des Beaux-Arts, Le Château, 14 000 Caen, jusqu'au 29 septembre 2013.
mba.caen.fr - normandie-impressionnisme.fr
Cette exposition est organisée par la Ville de Caen / Musée des Beaux-Arts de Caen et la Réunion des musées nationaux – Grand Palais, Paris, dans le cadre du Festival Normandie Impressionniste.
Horaires de visite : tous les jours de 10h à 18h
Tarifs : 9 €, 6 € (TR), gratuit pour les - 26 ans

PISSARRO dans les ports.

Musée d'art moderne André Malraux, 2 boulevard Clemenceau, 76 600 Le Havre, jusqu'au 29 septembre 2013.
muma-lehavre.fr - normandie-impressionnisme.fr
Cette exposition est organisée par la Ville du Havre / MuMa - Musée d'Art Moderne André Malraux, Le Havre, et la Réunion des musées nationaux – Grand Palais, Paris, dans le cadre du Festival Normandie Impressionnisme.
Horaires : de 11h à 18h du lundi au vendredi. De 11h à 19h les samedis et dimanches. Fermeture le mardi.
Tarifs : 9 €, 6 € (TR)

Eblouissants reflets-Cent chefs-d'oeuvre impressionnistes

Musée des Beaux-Arts Esplanade Marcel Duchamp, 76 000 ROUEN,
jusqu'au 30 septembre 2013.
Cette exposition est organisée par la Ville de Rouen / Musée des Beaux-Arts de Rouen et la Réunion des musées nationaux - Grand Palais, Paris, dans le cadre du Festival Normandie Impressionniste.
eblouissantsreflets.fr - rouen-musees.com - grandpalais.fr
Horaires : en mai, juin et septembre : tlj de 9h à 19h, sauf le mercredi de 11h à 22h. En juillet et août : tlj de 9h à 19h. Fermeture le mardi.
Tarifs : 10 €, 7 € (TR), gratuit pour les - 26 ans et les demandeurs d'emploi.

BRETAGNE

En rapport avec notre dossier Bretagne, nous avons sélectionné pour vous ces quelques expositions en Finistère et Morbihan. Elles seront, nous l'espérons, l'occasion de belles sorties estivales et le prélude à une découverte de quelques belles pages d'histoire régionale.

QUIMPER

© J.-M. Salingue

DE VÉRONÈSE À CASANOVA. PARCOURS ITALIEN DANS LES COLLECTIONS DE BRETAGNE

Jusqu'au 30 septembre, le musée des beaux-arts de Quimper présente au visiteur un ensemble remarquable de peintures italiennes conservées dans les dépôts bretons. L'idée d'une telle exposition peut surprendre. Géographiquement, les deux péninsules sont très éloignées l'une de l'autre et les échanges commerciaux de la Bretagne avec le monde méditerranéen furent plutôt limités au fil des siècles. D'où proviennent alors les œuvres exposées ? Aux XVIIIe et XIXe siècles, pour satisfaire leur passion, trois collectionneurs se constituèrent des ensembles picturaux remarquables : un magistrat de Rennes, Christophe-Paul de Robien (1698-1756), un diplomate, François Cacault (1742-1805) et un ingénieur, Jean-Marie de Silguy (1785-1864). Actuellement, et jusqu'à la fin de l'été, ce sont donc 80 peintures de tout premier ordre qu'expose aux amateurs d'art le musée des beaux-arts de Quimper. Un beau panorama de la peinture italienne des XVIe au XVIIIe siècle à découvrir pour étancher sa soif du beau !

Paolo Caliari, dit Véronèse (Vérone, 1528 - Venise, 1588), Persée délivrant Andromède, Huile sur toile, 260 x 211 cm, Musée des beaux-arts de Rennes

De Véronèse à Casanova. Parcours italien dans les collections de Bretagne.
Au musée des beaux-arts de Quimper, 40, place Saint-Corentin, 29000 Quimper.
Renseignements au 02 98 95 45 20. En août, ouvert tous les jours de 10h à 19h. En septembre, ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9h 30 à 12h et de 14h à 18h. Durée de la visite guidée : 1h 30. Tarifs : 6,50€ /3,50€, sans réservation, tous les jours jusqu'au 7 septembre à 16h 30 (sauf le mardi 3 septembre), samedi 14 septembre à 10h, 11h et 14h (en breton), dimanche 15 septembre à 10h et 11h, dimanche 22 septembre à 15h. Gratuit dans le cadre des journées du patrimoine.

ARSENAL DE BREST PHOTOGRAPHIES ET TERRITOIRES (1860-1914)

© musée national de la Marine/A. Fux

Ci-dessus : Port de Brest, atelier photographique de l'arsenal de Brest, 6 août 1861,panorama constitué de trois épreuvessur papier albuminé, 26,5 x 91 cm.

Jusqu'au 12 novembre, une exposition permet de découvrir la production de l'atelier photographique de Brest entre 1860 et 1914. De tels ateliers, également installés à Lorient, Cherbourg, Rochefort ou Toulon, avaient pour mission d'illustrer l'activité des arsenaux militaires et de renseigner le ministre de la Marine, à Paris, sur la modernisation en cours des structures portuaires. A Brest, les photographes, restés anonymes, surent profiter de la géographie unique du site pour immortaliser des panoramas grandioses. Le patrimoine photographique présenté se compose de tirages sur papier albuminé et de négatifs sur plaque de verre. Il permet de rendre compte des travaux engagés à Brest et de mesurer l'emprise spatiale de l'arsenal sur son environnement intra et extra muros. Les images, au-delà de l'intérêt que suscitent ces témoignages d'un passé industriel qui n'est plus, témoignent des adaptations portuaires rendues nécessaires par l'adoption de trois grandes innovations technologiques : la propulsion à vapeur, l'obus explosif et la construction métallique. En conséquence, il fallut donc creuser de nouveaux bassins, agrandir les anciens, créer des ateliers d'ajustage, des forges et des fonderies. Les photographies présentées à Brest sont accompagnées de descriptions contemporaines jadis publiées dans la Revue maritime et coloniale de 1866.

© musée national de la Marine/A. Fux

Ci-contre : Affiche de l'exposition.Grue du viaduc, atelier photographique de l'arsenal de Brest, 1er septembre 1864, épreuve sur papier albuminé, 20,2 x 27,3 cm.

Arsenal de Brest : photographies et territoires (1860-1914).

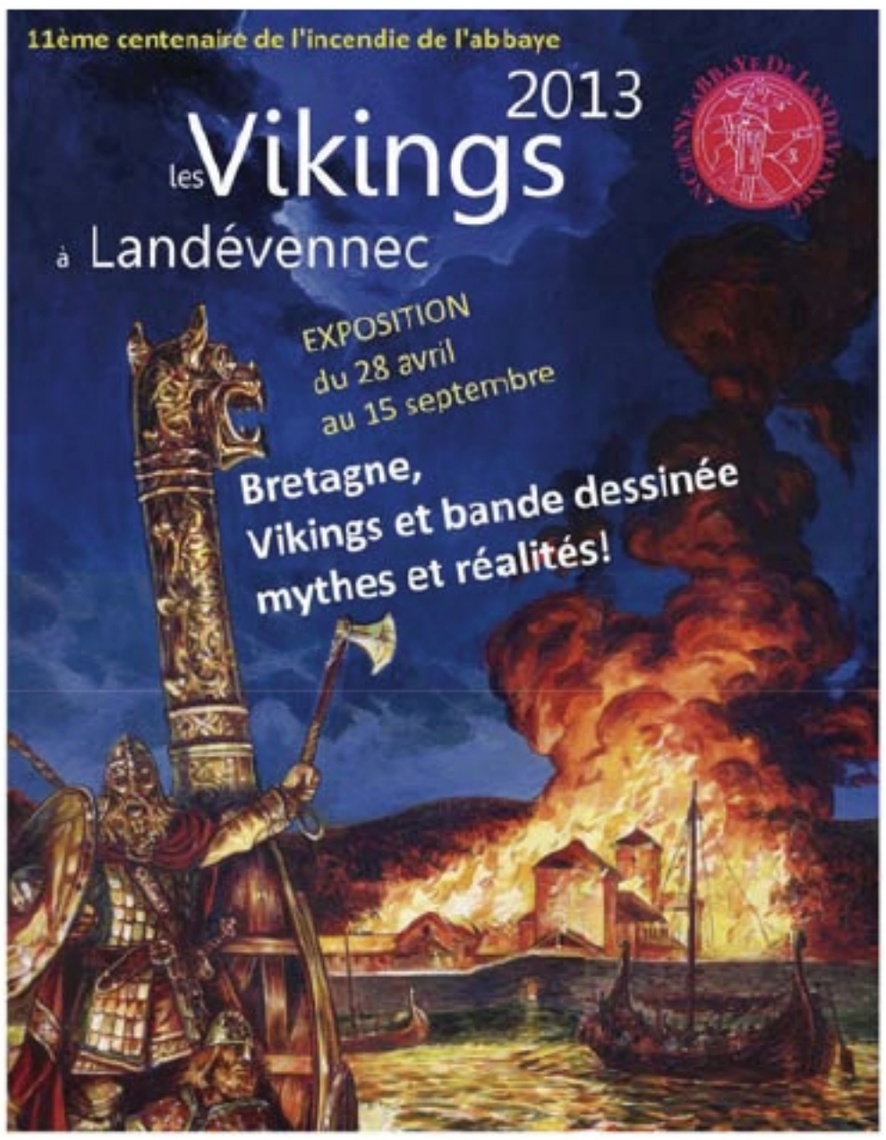
Musée national de la Marine. Château de Brest, Rue du Château, 29 200 Brest. Cet été, ouvert tous les jours jusqu'au 30 septembre, de 10h à 18h 30. Accès au site difficile pour les personnes à mobilité réduite. Plein tarif : 6 € (audioguide inclus). Tarif réduit : 4,50 € (passeport Finistère, famille nombreuse ; audioguide inclus). Entrée gratuite : moins de 26 ans, personnel militaire et civil de la Défense, chômeurs, handicapés). Informations et réservations au 02 98 22 12 39. Courriel : brest@musee-marine.fr

ABBAYE DE LANDEVENNEC

LA BRETAGNE, LES VIKINGS ET LA BANDE-DESSINÉE : MYTHES ET RÉALITÉS

© Gwendal Lemercier

Jusqu'au 15 septembre, l'abbaye de Landévennec met en lumière un épisode majeur de son histoire, celui de son incendie par les Vikings en 913. Conçue en plusieurs volets, la manifestation présente d'abord l'intensité des raids vikings en Bretagne avant de revenir sur l'exil des moines de Landévennec. Dessins et illustrations sont les fils conducteurs d'une exposition temporaire qui tente de faire la part des choses entre mythe et réalité. Classiquement, le parcours débute par un rappel du contexte historique des invasions vikings. On y rappelle la création de la Marche de Bretagne (fin VIIIe siècle), puis son émancipation de l'Empire carolingien (milieu IXe siècle), et son édification en tant que royaume. En parallèle, l'histoire de l'abbaye de Landévennec, son influence en Bretagne au IXe siècle, et sa mise à sac par les Vikings en 913, font aussi l'objet d'un éclairage particulier. Par la suite, les comics, mangas et B.D. présentés conduisent le visiteur à s'interroger sur la manière dont on perçoit le « phénomène » viking (reprises d'éléments mythologiques, clichés tenaces, etc.) et sur l'inépuisable source d'inspiration que constitue, à l'échelle planétaire, la figure du guerrier nordique. En complément à cette exposition, l'U.B.O. (Université de Bretagne Occidentale) et le C.R.B.C. (Centre de Recherche Bretonne et Celtique) organiseront, le 27 septembre prochain, le colloque « Landévennec, les Vikings et la Bretagne ». La rencontre qui se tiendra dans l'auditorium de la nouvelle abbaye devrait alors être l'occasion pour les historiens de faire le point sur la recherche actuelle.



© Gwendal Lemercier

La Bretagne, les Vikings et la bande-dessinée : mythes et réalités.

Musée et ancienne abbaye de Landévennec.

29 560 Landévennec. Renseignements au 02 98 27 35 90. Cet été, ouvert tous les jours de 10h 30 à 19h. Pour les personnes handicapées, seul le musée est accessible. Tarifs. Individuels : 5 €. Tarif réduit : 4 € (étudiants, chômeurs et groupe de plus de 10 personnes). Tarif famille nombreuse (2 adultes + 3 enfants) : 12 €. Groupes adultes avec visite guidée (1h 30 environ) : 4 € par personne (entrée) + 60 € (forfait guide par tranche de 40 personnes). Animation estivale : apprenti archéologue et atelier copiste : 7 € (individuel), 5 € (centres de vacances et familles nombreuses). La dernière entrée s'effectue une demi-heure avant la fermeture.

Affiche de l'exposition : L'abbaye de Landévennec incendiée par les Vikings en 913, dessin de Gwendal Lermercier

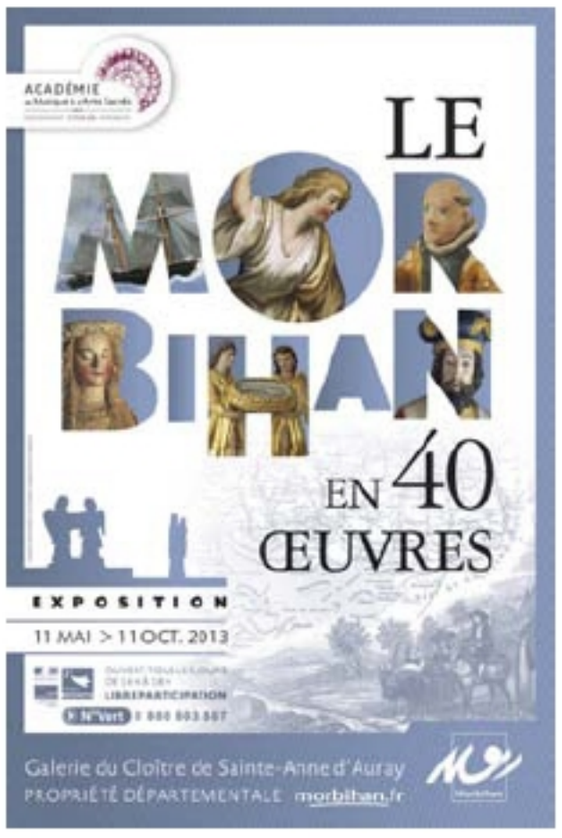
Ci-dessus : . l'abbaye de Landévennec au Xe siècle, interprétation de Gwendal Lermercier d'après les travaux des archéologues

Le MORBIHAN en 40 œuvres

Jusqu'au 11 octobre, la galerie supérieure du cloître de la basilique Sainte-Anne d'Auray accueille l'exposition « Le Morbihan en 40 œuvres ». Issues de chapelles et églises morbihannaises, ces œuvres d'art, pour la plupart restaurées ces dernières années, racontent la mémoire du département. Quelques cartes historiques et un diaporama sont là pour évoquer la création du département. Ensuite, le parcours muséal se décline en quatre parties autour de l'identité des pays de Vannes, Ploërmel, Pontivy et Lorient. Le visiteur pourra ainsi découvrir principalement des statues de saints bretons ou latins. Quelques pièces d'orfèvrerie, des peintures sur toile, bannières de procession, costumes bretons et maquette d'un trois-mâts de guerre complètent l'ensemble. L'exposition, menée en collaboration avec le Conseil général du Morbihan, s'avère être une bien belle manière de pénétrer l'âme de ces territoires partagés entre Armor et Argoat, pays breton et pays gallo…

Renseignements pratiques

Galerie supérieure du Cloître
9 rue de Vannes 56400 Sainte-Anne d'Auray
Visites guidées de l'exposition tous les jours de 14h30 à 18h30 heures. Libre participation.
Rendez-vous au rez-de-chaussée du cloître de Sainte-Anne d'Auray, à l'accueil des expositions.
Renseignements au 0 800 503 507 (numéro vert).



Sainte Madeleine myrophore
Bois, XVe siècle
Pluméliau, chapelle de la Madeleine (Canton de Baud)

© Dominique Dirou

ENTRETIEN AVEC SABINE DE FREITAS

Propos recueillis par Christian Dutot

© Collection privée S. de Freitas

Avec l'ambition de montrer que l'histoire se vit au présent, et qu'il existe mille façons d'exercer une profession en rapport avec sa passion, France Terres d'Histoire se propose de vous faire découvrir ces passionnés qui, au quotidien, exercent des métiers en rapport avec le patrimoine, le spectacle historique, l'écriture, l'enseignement ou la connaissance du passé… Nous inaugurons aujourd'hui une attachante galerie de portraits avec Sabine de Freitas, restauratrice de bois polychromes et peintures murales près de Tours. Le temps d'une interview, elle a bien voulu partager avec nous ses engagements, convictions et expériences. Au détour de ses réponses, on découvre que conserver et restaurer c'est préserver, soigner et… aimer !

Cette passion pour la restauration vous vient de loin ?

Sabine de Freitas : Je tiens d'abord à préciser que ma vie a été semée de belles rencontres qui m'ont permis de m'épanouir totalement dans ma passion pour le patrimoine et sa sauvegarde.

J'ai été très tôt « initiée » au patrimoine par mon père, qui était photographe amateur et me baladait à Paris dans les rues, les arrière-cours, les monuments, mais aussi les musées et expositions.

Mon premier coup de coeur patrimonial s'est fait à la basilique Saint Denis, où il m'a emmenée visiter un chantier de fouilles archéologiques et voir l'intérieur de ce tombeau géant des rois France. Cette profusion d'architecture gothique flamboyante, de sculptures, de couleurs dues aux vitraux, m'a complètement bouleversée : j'avais 12 ans.

J'ai décidé à cet instant de faire un métier en rapport avec le patrimoine : archéologue, peintre, sculpteur, je ne savais encore… Mes parents m'ont encouragée dans cette voie, me laissant « essayer » différentes techniques afin que je trouve ma vocation.

Ma mère de son côté avait un salon de coiffure rue de Verneuil à Paris, et ses clients étaient principalement des antiquaires, galeristes, et certaines personnalités qui ont été très importantes pour moi.

J'ai obtenu un baccalauréat Lettres et Arts et parallèlement j'ai pris des cours du soir de dessin, puis sculpture-modelage aux Beaux-Arts.

J'ai à l'époque de nombreuses conversations avec l'une des clientes de ma mère, Madeleine Hours, alors directrice du C2RMF (centre de recherche et de restauration des musées de France), qui me conseille d'entrer à l'Ecole du Louvre, où je vais découvrir le métier de restaurateur d'oeuvres d'art.

J'y ferai le premier cycle, mais très vite l'aspect théo-

© Collection privée S. de Freitas

rique ne me satisfait plus et le besoin de travailler sur le support me pousse vers des cours privés à l'atelier Guigue, qui restaure le bois polychrome, et qui travaille pour une antiquaire de la rue de Lille.
Je prends aussi des cours de dessin spécifique au décor à l'IPEDEC (Institut Supérieur de Peinture Décorative à Pantin). J'y apprends la grammaire des styles ornementaux et découvre les peintures monumentales, qui font corps avec les monuments qu'elles ornent.
Très vite, c'est une évidence, je veux devenir médecin, chirurgienne des oeuvres d'art.

Quand décide-ton de se lancer «à son compte» ?

Sabine de Freitas : D'autres clients de ma mère qui suivent depuis mon « déclic » à 12 ans mon parcours avec beaucoup d'intérêt, me proposent alors, j'ai 24 ans, de venir voir un « petit château » qu'ils ont en Touraine et qui nécessite certaines restaurations.
Rendez-vous est pris au château de Chenonceau en juin 1996, avec Laure et Jean-Louis Menier. J'y découvre ce joyau de la renaissance, et ses plafonds polychromes.
La question est : « pouvez-vous restaurer ces décors ? »
Ma réponse fut positive, et j'entame alors les démarches nécessaires pour m'installer à mon compte et commencer les travaux, démarrés dès octobre 1996, et qui dureront près de deux ans.
Laure et Jean-Louis Menier sont à mes yeux de véritables mécènes, car ils ont su me faire confiance, et ainsi m'encourager dans ma vocation.
Coup de foudre à nouveau pour ce château donc, et le Val de Loire ! Je décide avec mon futur époux de quitter Paris et de m'y installer.
Mais après ce merveilleux chantier je me rends vite compte que le métier de restaurateur, surtout lorsqu'on est jeune, seule et non diplômée, est extrêmement difficile et c'est avec difficulté que je poursuis mon activité. Je réalise que je suis dans un milieu élitiste et très fermé et que même si la région est propice à la sauvegarde du Patrimoine, les chantiers de restauration sont généralement confiés à des ateliers regroupant plusieurs restaurateurs et avec qui les architectes, conservateurs, etc, ont l'habitude de travailler.
Heureusement, fin 2000, je rencontre Brice Moulinier, artisan, restaurateur de peintures murales spécialiste de la peinture médiévale, qui cherche un nouveau collaborateur pour intégrer son atelier « masculin » qui comporte déjà quatre restaurateurs. C'est auprès de Monsieur Moulinier que je vais vraiment faire mon apprentissage en restauration de peintures murales et continuer à travailler sur des sites prestigieux tels que le château royal de Blois, mais aussi dans

© Collection privée S. de Freitas

Avant

Pendant

les églises à fresque de la vallée du Loir et de nombreux Monuments Historiques. Brice Moulinier est alors conscient de ma vocation et prend soin de me transmettre son savoir-faire, puis très rapidement, aux vues de ma première expérience à mon compte, me confie la responsabilité de chantiers, avec un ou plusieurs restaurateurs ou stagiaires sous ma responsabilité.

Les chantiers sont en général en déplacement et je découvre ainsi de nombreuses régions françaises et les joies et difficultés de la vie en communauté ! L'échange avec d'autres corps de métier est aussi très enrichissant : j'ai ainsi pu côtoyer des tailleurs de pierres, maîtres verriers, maçons du patrimoine, ébénistes, archéologues, mais aussi terrassiers, charpentiers, couvreurs, électriciens !

L'échange de connaissances et d'informations s'avère très important dans la compréhension de l'architecture du bâti, de son aménagement, de la coordination des différents intervenants. L'entraide est d'ailleurs l'une de mes principales valeurs dans ce métier : j'ai souvenir d'un maçon qui m'a aidée à soutenir un gros morceau de décor de voûte sur enduit pendant que je le coupais pour en faire la dépose, afin qu'il puisse rejointoyer les moellons et qu'ensuite je puisse refixer ce fragment ! D'un autre côté ce monsieur m'avait demandé conseil sur les enduits pour les extérieurs de la chapelle sur laquelle nous intervenions. Un véritable travail d'équipe !

Mais lorsque l'on travaille en ateliers peuvent aussi survenir les problèmes éthiques et les désaccords entre restaurateurs sur différents chantiers. Fidèle à la déontologie je n'ai accepté aucun manquement à celle –ci.

Cette collaboration avec Brice Moulinier prendra fin en 2008, avec la décision de faire une pause familiale, et de parfaire mes connaissances, notamment sur le support bois, en entamant une formation de restauration de mobilier ancien puis d'un stage de 7 mois chez Hervé Ménoret, ébéniste-restaurateur.

Après

Ci-contre : conservation-restauration de peintures murales à la détrempe du XV° dans un ancien logis prieural en Anjou

Avant : dégagement des badigeons recouvrant les peintures.

Pendant : après nettoyage et consolidation de la couche picturale.

Après : après restauration picturale.

Une nouvelle fois, l'échange et la transmission me permettent d'acquérir de nouvelles techniques, et surtout de réfléchir à mon désir de me lancer à nouveau à mon compte, plus expérimentée et mûre.
En 2010 je décide de m'installer en auto-entreprise, afin d'évaluer cette fois-ci la mise en oeuvre de mon installation et de maîtriser le démarrage de mon activité, toujours consciente du fait que je ne suis pas diplômée, et dans l'optique de changer de statut rapidement, ce que je prépare d'ailleurs pour 2014.
Très vite, du fait alors de mon expérience de quinze ans et certainement de mon éthique professionnelle, les chantiers affluent ainsi que les collaborations comme celle que j'entretiens avec la Fondation du Patrimoine, une association complètement investie dans la sauvegarde du patrimoine. Je vais d'ailleurs très régulièrement, bénévolement, accompagner le délégué de ma région sur des sites à restaurer afin de faire un état des lieux et prodiguer des conseils en conservation préventive.

D'autre part, je reçois volontiers des stagiaires afin de leur transmettre mon savoir-faire et surtout les motiver à faire des études et obtenir un diplôme car je pense que vingt ans après, les choses ont bien changé et si moi je peux travailler grâce à mon expérience, l'obtention d'une reconnaissance est obligatoire aujourd'hui, certaines restaurations ayant été faites par des non-professionnels l'aspect fermé de ce métier est encore plus évident. Ce qui est compréhensible.
Mais il faut aussi appuyer le fait que les propriétaires d'un patrimoine à sauvegarder ne sont pas suffisamment informés sur les métiers de la restauration, qu'ils soient des particuliers ou des collectivités.
C'est pourquoi il faut transmettre et expliquer nos métiers avec passion et générosité, lors des journées des Métiers d'Art, ou du Patrimoine, mais aussi sur les salons et expositions, sur les chantiers aussi qu'il faut, dans la mesure du possible, ouvrir régulièrement au public.

Quand décide-t-on d'intervenir sur la matière ?

Sabine de Freitas : Notre patrimoine est une trace de notre Histoire, de notre évolution sociale, culturelle et artistique.
Le temps et ses méfaits dégradent ce patrimoine qui, sans intervention, finirait par disparaître.
La conservation - restauration d'un objet ou d'un monument - est nécessaire pour sauvegarder son intégrité matérielle et respecter sa signification culturelle, historique et artistique.
Lorsque j'interviens pour établir un diagnostic sur une peinture murale, la première chose que je regarde est l'état sanitaire de l'architecture dans laquelle elle est située. En effet, si le bâti présente des désordres structurels ou est sujet à des problèmes d'hygrométrie, il faut en priorité intervenir sur ces nuisances : couverture, maçonneries, isolation des huisseries, etc.
Ensuite un protocole d'intervention sur la polychromie peut être envisagé. J'établie alors un constat d'état, une recherche historique et iconographique appuyant l'intérêt des décors à restaurer et j'informe des possibilités de subventions pouvant aider à ces travaux, qu'ils soient sur le bâti ou sur les décors.
Lorsque le monument est classé, nombre de décisionnaires interviennent : le propriétaire bien sûr, mais aussi l'architecte en chef des Monuments Historiques, un architecte des bâtiments de France ou encore le conservateur des Antiquités et Objets d'Art.
On doit aussi communiquer avec les différents corps de métiers pouvant intervenir sur le bâtiment, les associations de sauvegarde, les maires s' il appartient à une commune.
Nous prenons alors tous rendez-vous régulièrement pour rendre compte de l'avancement des travaux et discuter des problèmes techniques qui peuvent apparaître. Une fois de plus la communication est très importante pour qu'un bien puisse être convenablement conservé.

Restauration d'une cheminée polychrome du XVIIème siècle dans un hôtel particulier à Tours.

Quelles sont les étapes du processus de restauration ? Le restaurateur préserve... Ne peut-on pas dire qu'il participe aussi à la « vie » de l'oeuvre ?

Sabine de Freitas : Lorsque je commence une intervention sur une oeuvre, notamment une peinture murale, j'établis donc un diagnostic : je constate l'état général du bâtiment, la structure du mur sur lequel est placé le décor, l'état de conservation de la peinture (si elle est recouverte de badigeons ou autre peinture ou enduit je fais des sondages en ouvrant des « fenêtres » au scalpel ou des tests chimiques d'enlèvement de repeints) et sa technique (fresque a fresco ou mezzo fresco, détrempe, huile…). Je vérifie alors si elle ou son support ne sont pas attaqués par des micro-organismes (sels, algues, champignons...) ou insectes.
Je définis bien évidemment le type de support car la peinture murale connaît certes nombre de techniques mais peut aussi bien être appliquée sur enduit de chaux , torchis ou plâtre (parfois du ciment pour des décors plus récents !) que sur du bois, de la pierre ou une toile marouflée.
Je réfléchis ensuite à un protocole de conservation-restauration en prenant en compte tous les éléments que j'aurai notés au préalable, car chaque intervention, même si elle se base sur l'expérience d'autres travaux, peut différer d'un cas à l'autre.
La seule chose qui ne diffère pas est ce que le restaurateur nomme son triangle d'or : lisibilité, visibilité, réversibilité. En effet l'oeuvre sur laquelle nous sommes

© Collection privée S. de Freitas

Ci-dessus à gauche : restauration d'un plafond à la française au château de Cangé à St Avertin

intervenus doit rester lisible : garder son intégrité artistique et matérielle. La restauration que nous avons faite doit être visible par l'oeil averti : enduits lacunaires en léger sous-niveau, retouche picturale effectuée « a tratteggio ». Enfin elle doit évidemment être réversible, afin qu'une restauration future puisse être faite sans difficulté et que notre intervention n'altère pas le support.

Mon attachement à la déontologie me fait ajouter un terme qui n'est pas encore suffisamment employé en France mais que je partage avec plusieurs confrères italiens et qui peut paraître étrange si l'on n'en connaît pas le sens exact pour mes interventions: c'est « timidité ».

Je suis très attentive à la maîtrise de mon geste lorsque je prends soin d'une oeuvre, et j'ai toujours conscience qu'il faut savoir s'arrêter, c'est là tout l'intérêt de ce terme, qui m'a été soufflé par un architecte italien, Marco Ermentini , auteur du livre « restauro timido » qui reflète complètement ma pratique.

En effet, j'aime comparer le travail d'un restaurateur avec celui d'un médecin, d'un chirurgien : le diagnostic établi, il y a un travail de soins, nettoyage, consolidation, avec l'usage de scalpels, bâtonnets d'ouate, seringues, facings (pansements) ; ensuite la restauration picturale est comme une chirurgie esthétique, et c'est là qu'il ne faut pas dévier et faire de la chirurgie réparatrice et non plastique ! J'essaye donc d'intégrer en France cette notion de « restauration timide » visant à respecter totalement les oeuvres et leurs auteurs, ainsi que ceux qui ont la responsabilité de les préserver. Un restaurateur se doit d'être humble et engagé: en aucun cas des notions comme la création ou l'interprétation ne doivent intervenir, sauver et protéger les oeuvres d'art doivent être les motivations premières.

Lorsque j'ai terminé mon travail de restauration, je conseille alors le propriétaire en conservation préventive, c'est-à-dire que je l'aiguille sur les procédures de prévention afin d'éviter d'autres altérations et ainsi pérenniser l'oeuvre : température ambiante et taux d'hygrométrie, prévention des ultra-violets, pollutions, etc…

Pour résumer, je dirais que mon rôle est de conserver en priorité, de bloquer les altérations d'un bien, puis d'améliorer si besoin sa lisibilité en respectant sa création originale.

Mon rôle de restauratrice est donc de défendre, préserver et valoriser le patrimoine et ainsi d'assurer sa transmission aux générations futures.

Conserver, restaurer c'est soigner,préserver.

Et aimer, respecter.

Sabine de Freitas,
06.60.56.08.08 - contact mail - site internet
Sur rendez-vous : l'Atelier du Passé Présent
8, rue de la forêt 37150 Chenonceaux

©Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

L'histoire de Lorient et celle de la Compagnie française des Indes orientales sont indissociablement liées...

Photo : Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

© Château de Kerjean -Dominique Dirou

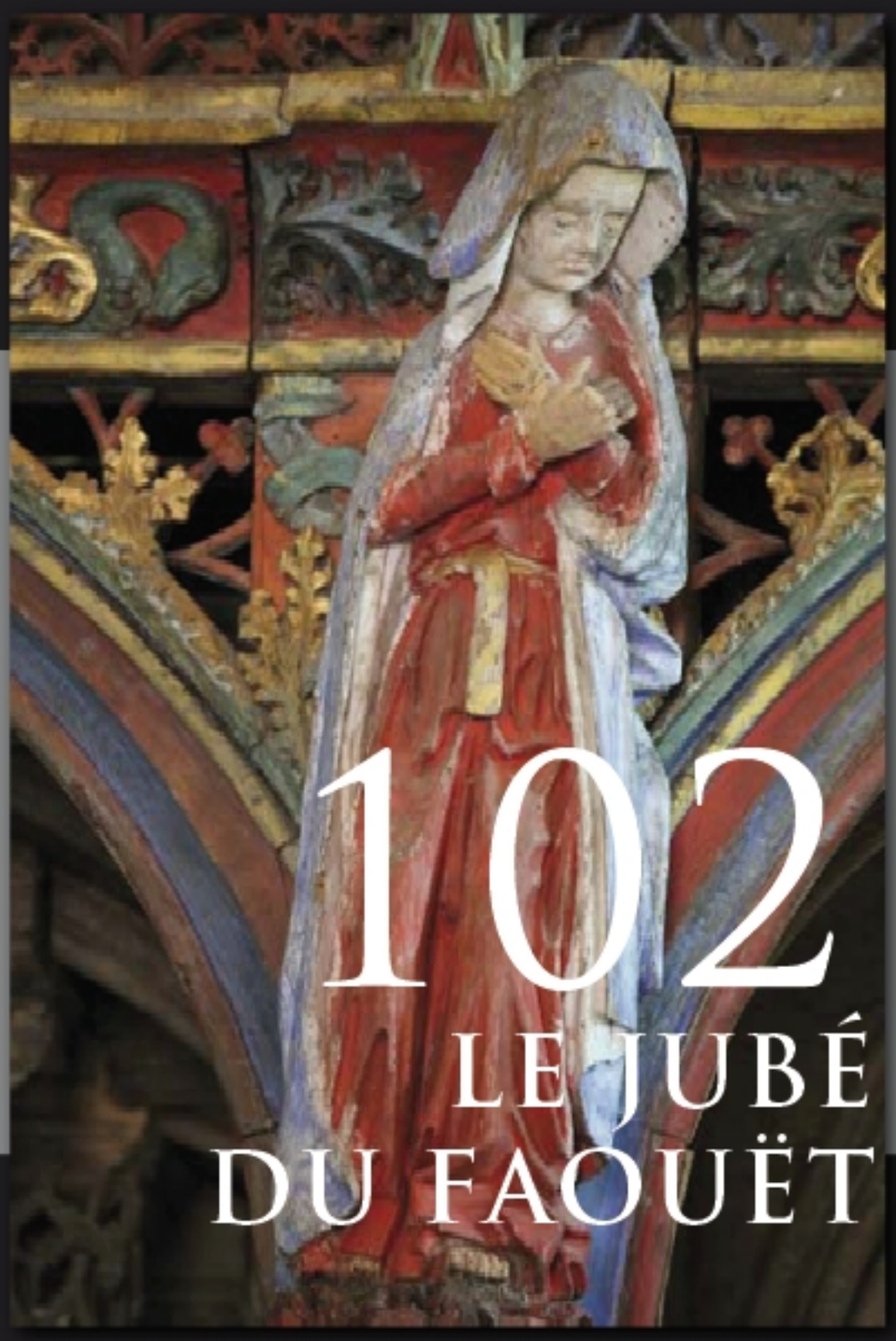
Cet été, les brigand
chargé d'histoire.
projecteur sur ce M

BRETAGNE TERRES

DOSSIER S

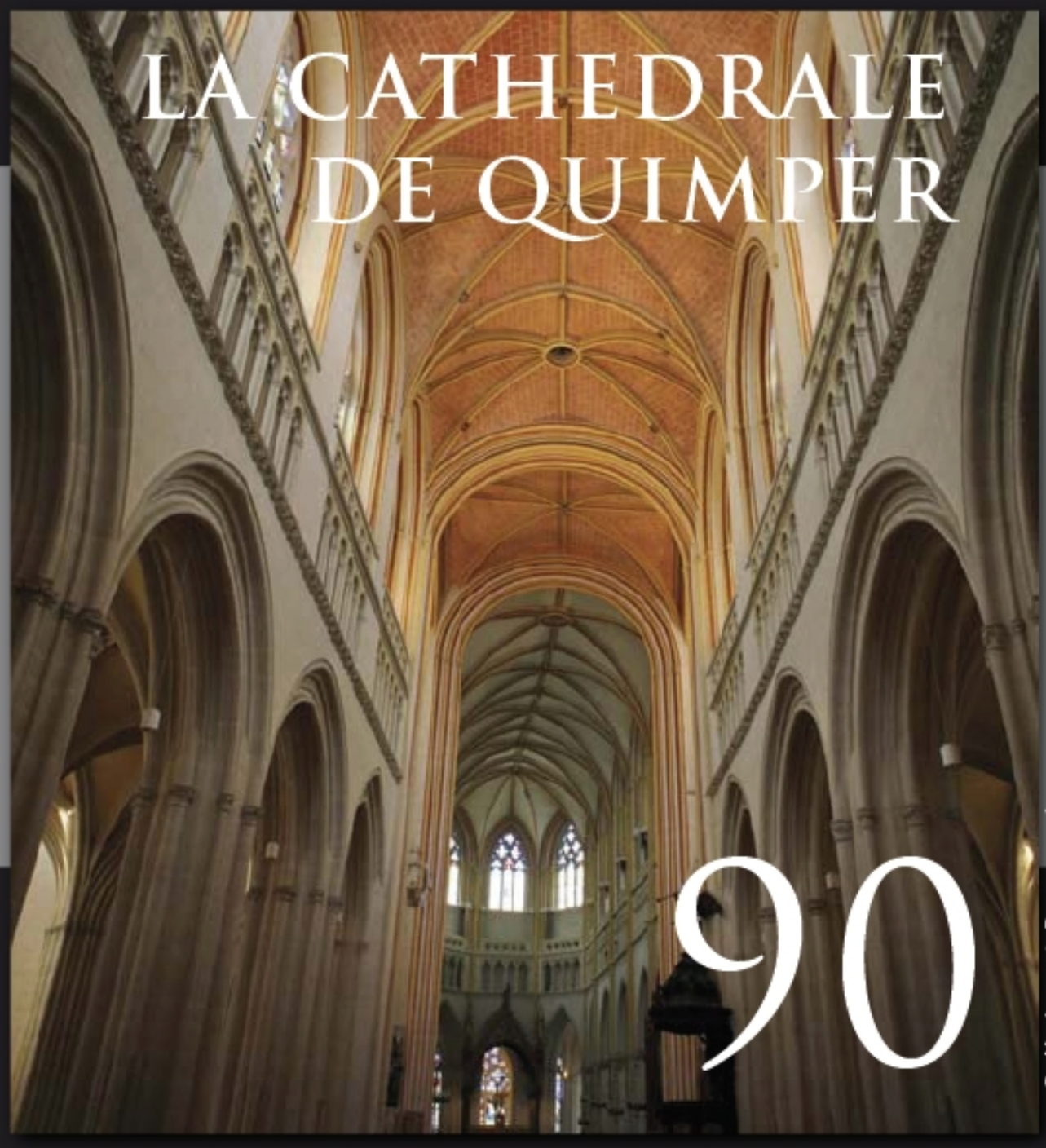
par CHRISTI

Chef d'œuvre
À découvrir absolument!



© Christian Musat.Dreamstime.com

OS INVESTISSENT L'ÉDIFICE
L'OCCASION D'UN COUP DE
MANOIR PLEIN DE SOUVENIRS.



© Collpicto | Dreamstime.com

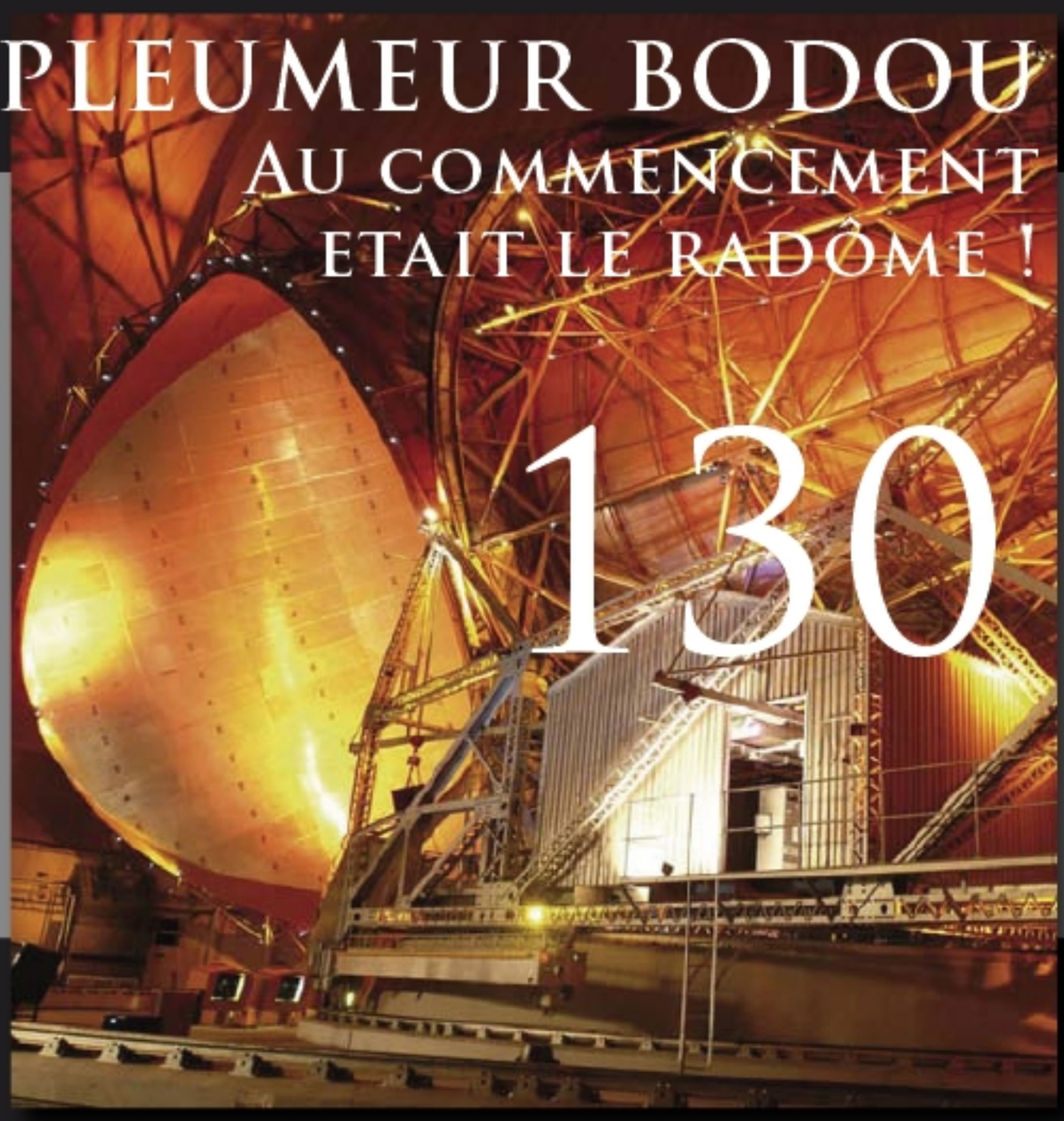
S D'HISTOIRE

SPECIAL

AN DUTOT

La cathédrale de Quimper est celle des paradoxes...

Retour sur le glorieux passé médiéval de Guérande qui, très tôt, sut tirer profit du négoce du sel à l'instar de Bourgneuf, du Pouliguen, de Batz ou du Croisic...



© Cité des télécoms CNET

LA COMP

SOLVYNS- Route dans le Bengale

PAGNIE DES INDES ORIENTALES ET LE DEVELOPPEMENT DE LORIENT

écrit par Christian DUTOT

L'histoire de Lorient et celle de la Compagnie française des Indes orientales sont indissociablement liées. Le monopole commercial dont profite la compagnie, entre 1664 et 1790, fait la fortune de Lorient. La cité bretonne, qui vit au rythme du négoce colonial, y trouve son premier modèle de développement et une source inépuisable de rêves d'aventures et d'exotisme. Un musée, installé à Port-Louis dans une citadelle fortifiée, évoque les grandes heures de ce glorieux commerce maritime.

Photo : Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

La Compagnie des Indes orientales et le développement de Lorient

Textes par CHRISTIAN DUTOT
Illustrations : Musée de la compagnie des Indes à Port-Louis - Ville de Lorient

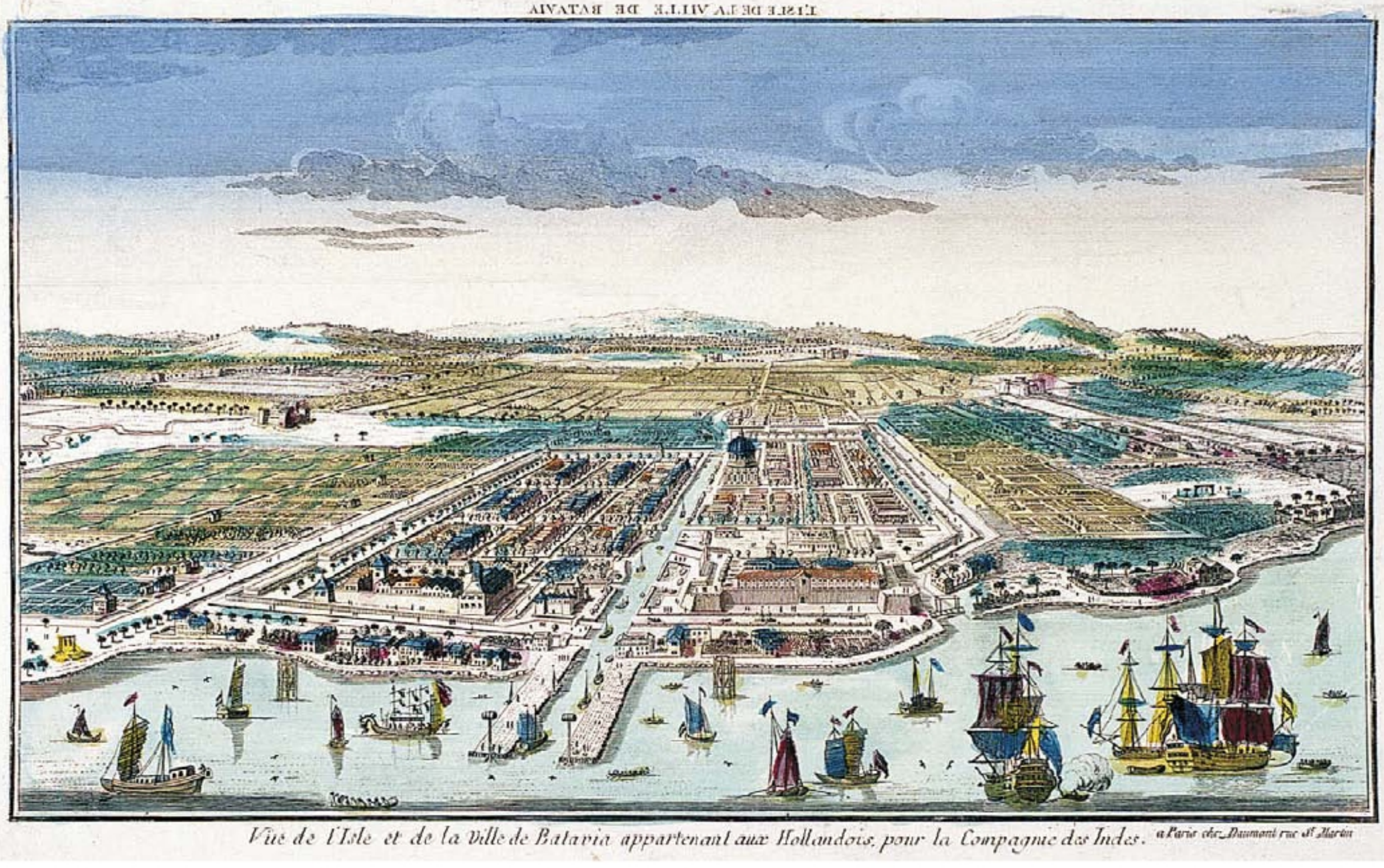
L'histoire de Lorient et celle de la Compagnie française des Indes orientales sont indissociablement liées. Le monopole commercial dont profite la compagnie, entre 1664 et 1790, fait la fortune de Lorient. La cité bretonne, qui vit au rythme du négoce colonial, y trouve son premier modèle de développement et une source inépuisable de rêves d'aventures et d'exotisme. Un musée, installé à Port-Louis dans une citadelle fortifiée, évoque les grandes heures de ce glorieux commerce maritime.

Ci-contre :
Vue de Batavia
Ici en transparence :
La dame au parasol
Photo : R. Le Gall – Service Historique de la Défense, Lorient – Musée de la Compagnie des Indes – Ville de Lorient

Le contexte

L'histoire de la Compagnie française des Indes orientales s'inscrit dans le cadre plus large d'une mondialisation accrue des échanges commerciaux aux XVIIe et XVIIIe siècles. Le négoce des Européens avec l'Orient est ancien. Durant l'Antiquité, on dépensait déjà des fortunes pour se parer des soieries en provenance d'Asie centrale. Au XIIIe siècle, les récits de voyage de Marco Polo sont venus rappeler l'existence de ce commerce. Toutefois, ce trafic est, au XVe siècle, contrarié par le fait que les anciennes routes commerciales sont désormais contrôlées par les musulmans. Il faut donc en trouver de nouvelles pour se procurer la soie, l'or et les épices des Indes sans avoir à passer par leur intermédiaire. Les progrès de la navigation aidant, les Portugais fondent bientôt de nouveaux comptoirs commerciaux sur la côte africaine. En 1488, on double le cap de Bonne Espérance et Vasco de Gama atteint l'Inde dix ans plus tard. La mainmise des Portugais sur le commerce asiatique est indiscutable. Leur suprématie dure un siècle. Au tournant des années 1581-1582, l'Espagne annexe le Portugal tandis qu'Anglais et Hollandais deviennent de sérieux concurrents sur la route des Indes. Ils le seront durablement. La Compagnie anglaise des Indes orientales, créée en 1600, poursuivra ses activités jusqu'en 1858. La Compagnie hollandaise s'installera elle-aussi dans la durée (1602-1795).

Ce succès tient d'abord au monopole des relations commerciales dont bénéficient les compagnies et que leur accordent les souverains. Il tient aussi à la rentabilité des expéditions. Le fait est, pourtant, que les investissements sont lourds et qu'il faut patienter plusieurs années avant de bénéficier d'un retour sur investissement, sans parler du caractère aventureux des expéditions ! D'importants capitaux sont donc nécessaires et ils sont immobilisés pour longtemps… En Hollande, entre 1603 et 1605, on lance une souscription qui permet à tout un chacun, détenteur d'une fortune moyenne, d'entrer dans le capital de la compagnie. Ce « modèle » hollandais est une importante nouveauté dans l'Europe du XVIIe siècle. Il est très vite copié par les Anglais inquiets des progrès de la concurrence. En 1613, l'East India Company profite ainsi d'un capital considérable qu'autorise la participation financière des Londoniens et des ports anglais.



Vue de l'Isle et de la Ville de Batavia appartenant aux Hollandois, pour la Compagnie des Indes. A Paris chez Daumont rue St Martin

© Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Les premières compagnies françaises au XVIIe siècle

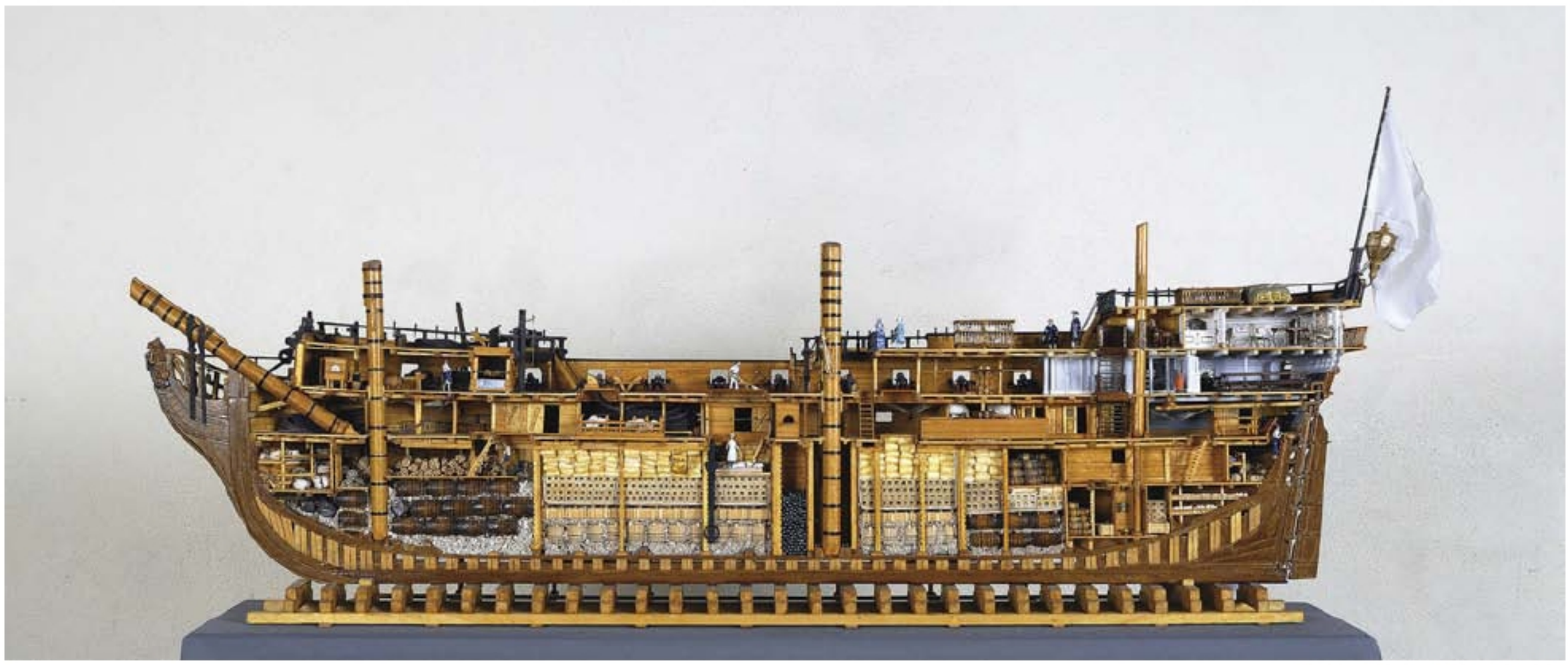
Quelques tentatives françaises eurent bien lieu dans la première moitié du XVIIe siècle pour contrecarrer la domination hollandaise et anglaise. Elles devaient connaître des fortunes diverses et des navires furent parfois perdus ! En 1604, une compagnie de marchands dieppois fut constituée. Elle obtint pour 15 ans, par lettres patentes d'Henri IV, le monopole du commerce avec les Indes. Bien que le privilège fût reconduit dès 1611, aucun navire ne quitta finalement les ports français… En 1615, des négociants rouennais s'essayèrent à la tâche. Finalement, sous la pression de la reine Marie de Médicis, les compagnies fusionnèrent pour donner naissance à la Compagnie des Moluques (lettres patentes du 2 juillet 1615). En dépit de navires perdus ou confisqués par les Hollandais, l'entreprise fut plus heureuse et obtint quelques succès. En 1622, un comptoir commercial français fut même fondé à Sumatra (Indonésie). Parallèlement, l'espoir de trouver une route « fluvio-terrestre » vers l'Asie, via la Perse, conduisit Richelieu à encourager quelques tentatives. En vain… D'autres compagnies virent bientôt le jour, comme l'éphémère Compagnie des 100 associés de Morbihan (1626) qui ambitionnait de commercer avec la Chine. Durant les années 1630, les marchands dieppois s'illustrèrent à nouveau par leurs entreprises ultra-marines.

Après des débuts timides sous Henri IV, il revint à Richelieu de mener une ambitieuse politique de développement commercial et colonial. A ce titre, le cardinal entreprit de favoriser la colonisation de Madagascar. Créée par lettres patentes du 24 juin 1642, la Compagnie d'Orient se chargea de conduire les colons à « l'île Mascareigne » rebaptisée deux ans plus tard Ile Bourbon. Des considérations religieuses visant à étendre le christianisme en Asie débouchèrent aussi sur des expéditions. Ainsi, en 1660, la Compagnie de Chine se mit en devoir d'acheminer des missionnaires en Extrême-Orient tout en pratiquant le négoce. La Compagnie française des Indes orientales devait reprendre le flambeau en 1664, la vocation religieuse en moins, et avec cette différence notable, comparée à ses rivales anglaises ou hollandaises, de n'être pas issue d'une association de marchands mais voulue par Colbert.

La Compagnie française pour le commerce des Indes orientales

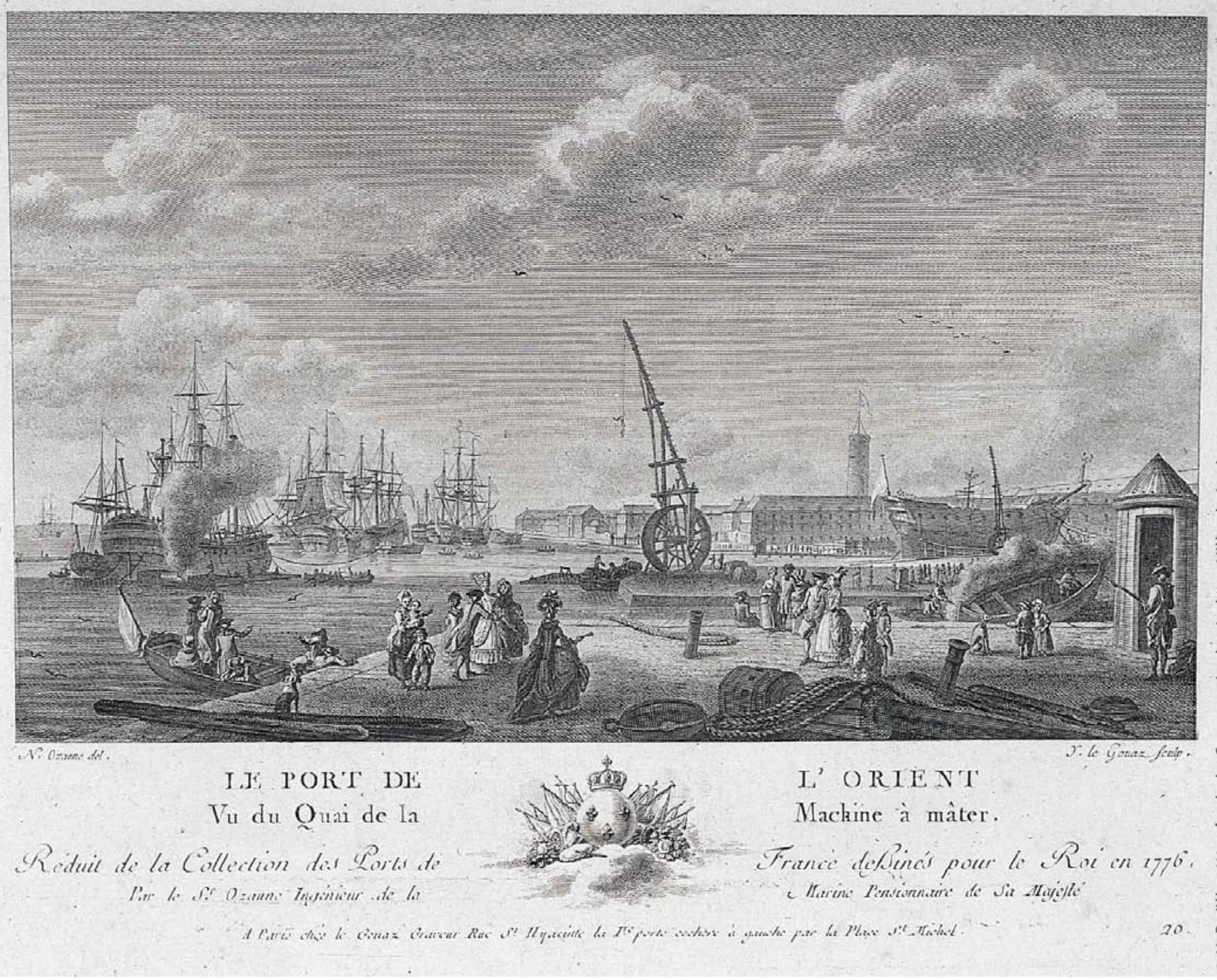
Le 27 août 1664, en vertu du principe selon lequel la volonté du monarque doit s'exprimer dans l'économie du royaume par l'octroi de privilèges, Louis XIV, suivant en cela les conseils de Colbert, attribue le monopole du commerce et de la navigation vers l'Orient à la naissante Compagnie française des Indes. Au passage, on notera que ce régime du privilège s'applique aussi aux fabriques et manufactures du royaume. Nantie d'un capital initial de 15 millions de livres, la compagnie est la première du royaume. 45 % des actions émises sont achetées par le roi et sa famille et 19,5 % le sont par la noblesse de cour et de robe ainsi que par quelques ministres, dont Colbert. Finalement, les négociants ne souscrivent qu'à hauteur de 16 % de la mise initiale. Une particularité française ! Dans les faits, il fallut au pouvoir royal user de pressions pour inciter les souscripteurs potentiels à acquérir des actions. Les déconvenues des précédentes compagnies avaient de quoi en refroidir plus d'un ! Du coup, il fallut se montrer patient avant de voir un navire accoster enfin en 1669 au Port-Louis. Un siècle plus tard, si Louis XV et sa famille restent de gros actionnaires, on observe cependant que banquiers et commerçants entrent au capital de la compagnie. Parmi les autres actionnaires venus d'horizons divers on soulignera la présence de Voltaire, celle d'un physicien de l'Académie française et même d'un « simple » journalier habitant un modeste hameau en Normandie !

En Asie, la compagnie recevait la propriété des territoires qu'elle occupait et, à ce titre, jouissait des nombreux attributs que confère une quasi souveraineté : relations diplomatiques, négociation de traités commerciaux et politiques, frappe monétaire, compétences judiciaires au civil comme au pénal et même militaires. Des commissaires royaux sont chargés de surveiller l'activité de la compagnie. Rien d'étonnant non plus à ce que la nomination des directeurs, six ou huit selon les époques, ne soit soumise à l'approbation du contrôleur général des Finances. L'un d'eux se trouve à Lorient. Les autres s'occupent des caisses, des achats, de la comptabilité, des contentieux ou des armements. Au fil du temps, certaines familles, tels les Dupleix au XVIIIe siècle, accaparent la fonction. Au sein de la compagnie six syndics représentent les actionnaires et sont chargés chacun de services spécifiques. Ce sont le plus souvent des banquiers ou des personnalités influentes de la Cour. Le personnel dirigeant s'illustre souvent par sa compétence et la fonction leur profite largement.



© Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Le Bertin (coupe)



« Le port de L'Orient. Vu du Quai de la Machine à mâter»

© Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

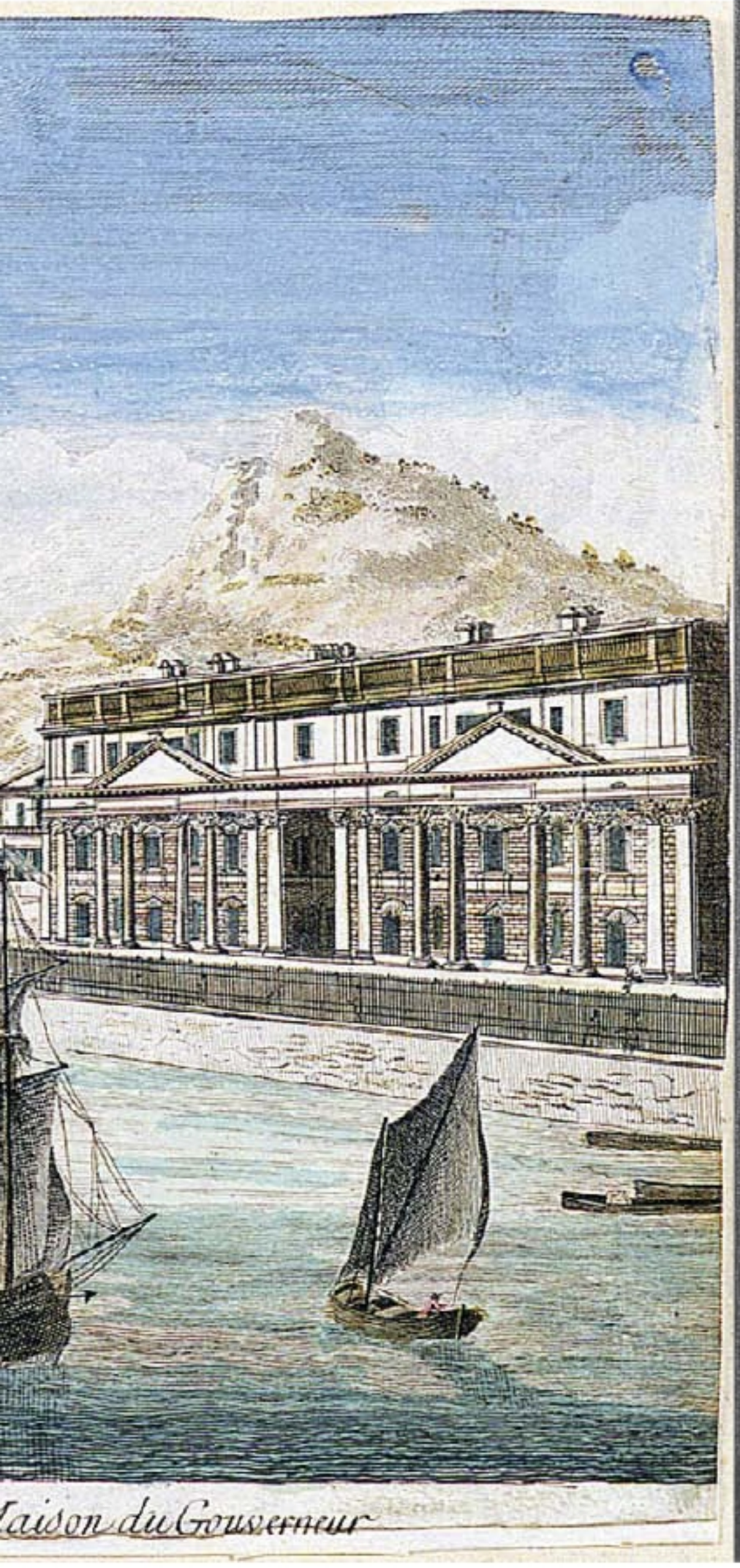
La fondation de Lorient

Dès 1661-1662, des missions de repérage sont effectuées le long des littoraux pour trouver le bon endroit. La commission se rend à Port-Louis en 1663. Il faut dire que la rade ne manque pas d'atouts qui jouent en sa faveur : de la place pour accueillir les chantiers navals et des possibilités d'hivernage pour la flotte royale à l'abri des tempêtes. En outre, les travaux d'aménagement de la citadelle sont terminés depuis une dizaine d'années (1649-1653). Pourtant, les membres de la commission ne sont pas convaincus : les activités commerciales de Port-Louis, et de la Bretagne en général, sont jugées trop modestes pour accueillir une compagnie de cette envergure. Après le refus de Bayonne, les commissaires proposent finalement Paimboeuf (dans l'estuaire de la Loire, environ 45 km à l'ouest de Nantes). Colbert imposera Port-Louis ! Au fil des ans, et de la dégradation des relations diplomatiques avec l'Angleterre et la Hollande, l'intérêt stratégique des lieux se renforce. La côte sud de la Bretagne est moins exposée et la proximité avec Nantes offre la garantie d'un approvisionnement régulier en bois et matières premières même en temps de guerre. On peut aussi imaginer que le duc de La Meilleraye, héritier de Mazarin, à qui Colbert était redevable, a pu influencer la décision du ministre. Toujours est-il qu'en mai 1666, Louis XIV donne à la Compagnie des Indes les terres du Faouëdic pour y installer un chantier naval. Au mois d'août,

Ci-dessus : «Vue des magazins de la Compagnie des Indes à Pondichéry, de l'Amirauté et de la Maison du Gouverneur»

Denis Langlois, l'un des directeurs de la compagnie, vient sur place acheter des terres sur la rive droite du Scorff pour y installer des cales. Lorient est née ! A partir de 1669, on y construit deux frégates dont le Soleil d'Orient, appelé aussi l'Orient. Le navire aurait donné son nom au chantier puis à la ville qui s'est formée et qui comptera environ 20 000 habitants à la veille de la Révolution française !

Le Soleil d'Orient, navire de 1000 tonneaux, équipé de 60 canons, connut un sort malheureux. Lors de son premier voyage (1671), un démâtage au large de La Rochelle le contraignit à rebrousser chemin pour effectuer les réparations nécessaires. L'année suivante, le navire partît pour Surate mais, suite à des erreurs de navigation, il fallût faire relâche en catastrophe près de l'île Mozambique où sévissait la malaria. On dût envoyer le Blancpignon pour porter secours à l'équipage. L'expédition de secours ne trouva sur place que sept hommes valides sur 300 ! Finalement, la cargaison pût enfin être vendue à La Rochelle en 1675, trois ans et demi après le départ du Soleil d'Orient pour les Indes ! En 1681, à Bantam (Java), le navire embarqua l'ambassade que le roi de Siam destinait à Louis XIV. Une fabuleuse cargaison estimée à 800 000 livres se trouvait à son bord (or, argent, pierres précieuses, étoffes, épices…). Le Soleil d'Orient fit naufrage au large de Madagascar (novembre 1681).

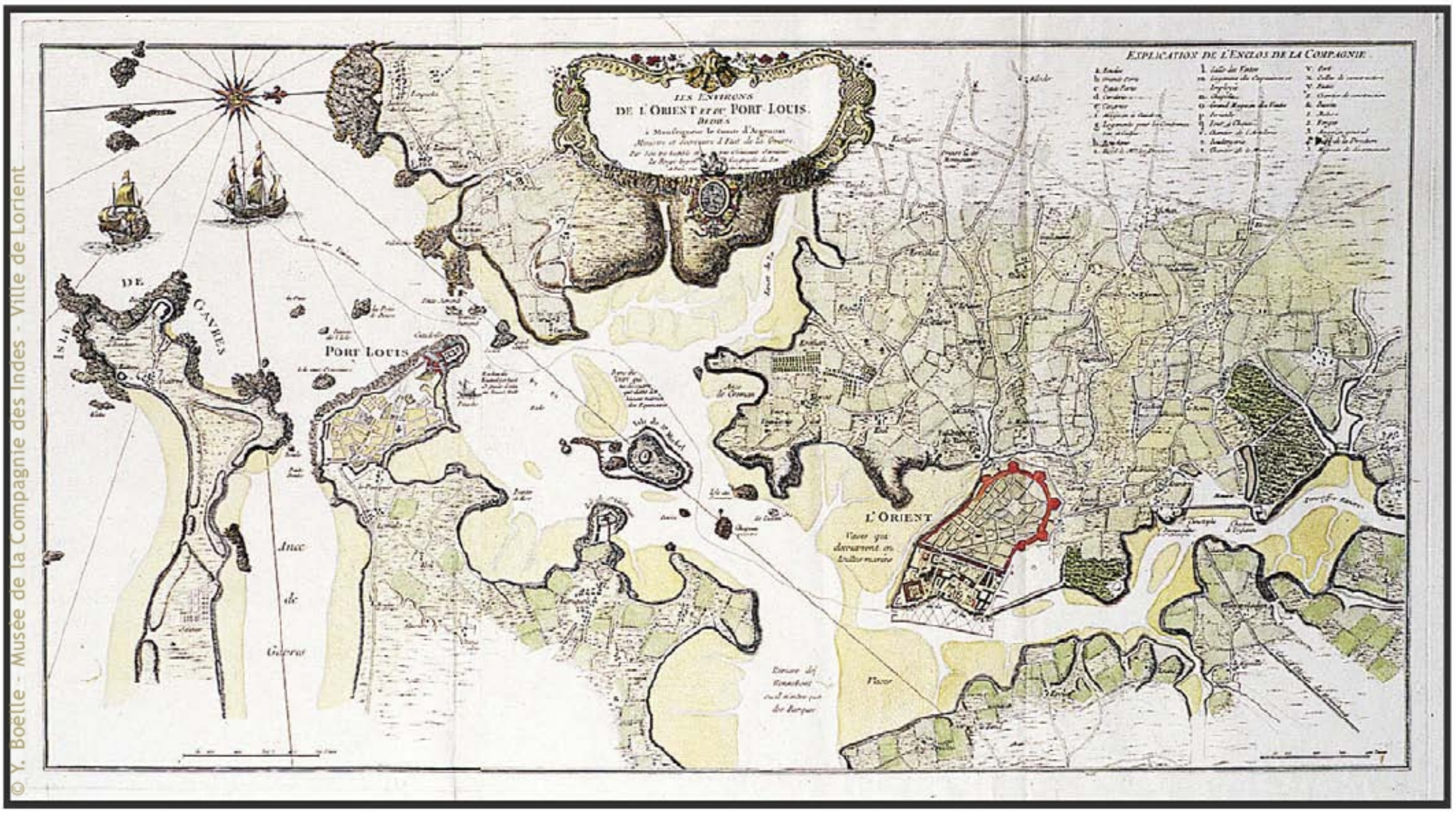


Ci-dessus : Jean-Baptiste COLBERT

© Giorgios Kollidas/Dreamstime.com

La vie tumultueuse de la compagnie

Les difficultés survinrent très rapidement et la mort de Colbert (1683) ne fit qu'aggraver les choses. Madagascar notamment se révéla une entreprise ruineuse que l'on céda au roi. Quand aux effets désastreux de la guerre de Hollande (1672-1678), ils achevèrent de ruiner la compagnie. L'installation de solides comptoirs en Inde ne put suffire à compenser les pertes. Le roi tenta bien une réorganisation en février 1685, ce qui eût pour effet de faire passer la compagnie sous le contrôle d'une douzaine de grands négociants, mais la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697) vint compromettre le redressement entamé. Il fut impossible de résister à la pression de la Marine Royale qui convoitait les installations lorientaises. En 1703, la Royale occupait l'arsenal et versait à la compagnie un loyer annuel de 5000 livres. Il fallut recourir aux extrêmes et renoncer au commerce avec la Chine au profit de la Compagnie Jourdan (1698). Passé 1706, en vertu d'un accord conclu avec ces « Messieurs de Saint-Malo », on « loua » aux négociants malouins le privilège des activités en mer de Chine. Cette fois, en dépit de la modestie du pourcentage perçu sur les ventes réalisées, environ 10 à 15 %, l'affaire profita à la Compagnie des Indes dont les caisses commencèrent à se remplir. Les réformes du financier écossais Law décidèrent du redressement. En mai 1719,



© Y. Boelle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Ci-dessus : LES ENVIRONS DE L'ORIENT ET DU PORT- LOUIS Plan général de la rade de Lorient

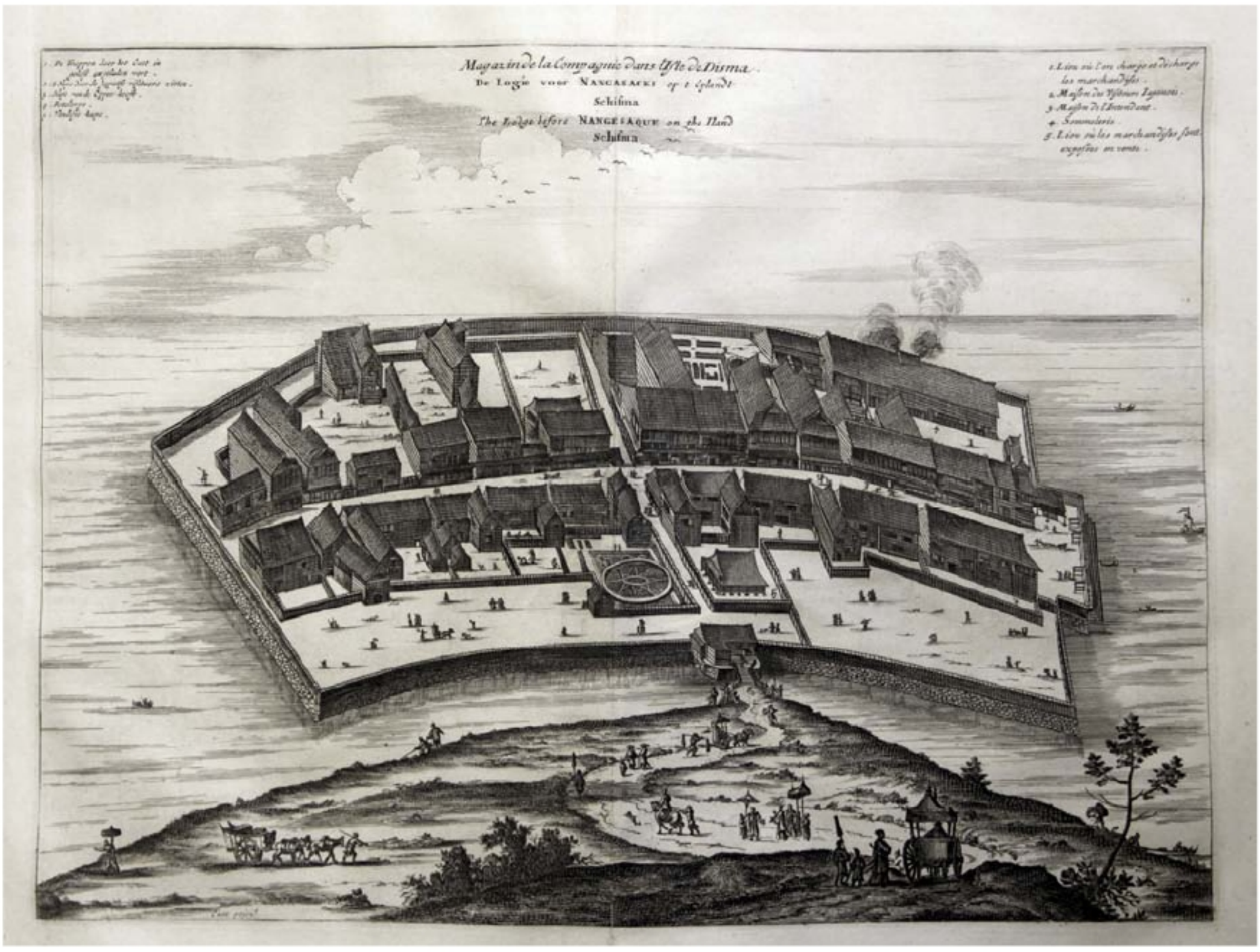
toutes les compagnies à privilège furent réunies en une seule, baptisée Compagnie Perpétuelle des Indes. Bordeaux, Nantes et surtout Lorient profitèrent largement de ces réformes.

Menacée par la faillite du système de Law, la Compagnie des Indes fut à nouveau réorganisée selon les directives du roi (24 mars 1722). Il fallut faire des choix et abandonner le commerce de Saint-Domingue (1724), du Levant (1730) et de la Louisiane (1731). On put néanmoins sauver les établissements d'Inde et conserver les comptoirs de Moka et de Canton. Malgré ces aléas, la compagnie demeurait l'une des plus importantes du royaume de par son volume d'affaires et l'importance de ses transactions. Ses actionnaires étaient présents dans les plus grandes places de commerce de France : à Paris, où se trouvait le siège de la compagnie, mais aussi à Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Saint-Malo… En 1748, la compagnie était dirigée par un conseil composé de six syndics, qu'élisaient les actionnaires, et de huit directeurs, que nommait le roi. La compagnie resta plus que jamais sous la surveillance des commissaires du roi et du contrôleur général des Finances. La prospérité revint durablement sous le ministère Fleury (1726-1743) mais les guerres devaient encore compromettre les profits (guerre de succession d'Autriche de 1744 à 1748 et guerre de Sept Ans de 1756 à 1763). Le traité de Paris (1763) consacra de nouvelles pertes de territoires. Désormais, vivant d'expédients, la compagnie éprouva les pires difficultés à rembourser ses créanciers. On suspendit ses privilèges en 1769 avant d'entamer progressivement la liquidation de la compagnie. Initiée par le ministre Calonne, une nouvelle Compagnie des Indes vit bien le jour en 1785 mais la Révolution vint annuler ses privilèges. Bien que prospère, la compagnie est finalement dissoute par la Convention le 14 avril 1794. Un mois plus tard, le Comité de salut public fait procéder à l'inventaire des magasins. Lorient y perd son premier modèle de développement.

Des chantiers du Faouëdic à la ville de Lorient

Moins d'une vingtaine de navires sortent des chantiers du Faouëdic sous Louis XIV. Il faut dire que les débuts sont modestes : deux ou trois cales découvertes, quelques baraques en bois, une simple annexe de Port-Louis où se trouvaient bureaux et magasins de la compagnie... La décision de se désengager du port du Havre, trop exposé en temps de guerre, au profit de Lorient donne un coup de fouet aux activités locales (1675). Chapelle, ateliers, forges, magasins, bureaux, ceints par un mur de clôture, forment le Parc. Une corderie vient s'y adosser. Au tournant des années 1690, la Royale, puis les corsaires malouins, viennent s'y implanter à leur tour. La compagnie cède même définitivement à la marine du roi la tutelle du « bourg-chantier ». Jusqu'en 1700, presque toutes les constructions se trouvent dans cet enclos à l'exception de quelques maisons, « faux-bourgs » embryonnaires. Progressivement, les services quittent Port-Louis pour se fixer dans le Parc. On pose la première pierre de l'église Saint-Louis (1702). Le développement est anarchique et l'on ébauche des projets d'alignement qui, faute de moyens, restent souvent sans lendemains.

Dans les premières années du XVIIIe siècle, on estime qu'environ 6000 habitants vivent dans l'enclos et le bourg de Lorient. En 1709, la cité est érigée en paroisse distincte de celle de Ploemeur. L'histoire démographique de Lorient suit les hauts et les bas de la Compagnie des Indes. Ainsi, les décennies 1730 et 1750 voient-elles affluer une main-d'œuvre nombreuse dans la cité. En 1755, Lorient est une ville de 18 000 âmes. Presque tous les nouveaux venus sont Bretons, originaires de la Bretagne « bretonnante », ce qui cause parfois des



© G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

«Magazin de la Compagnie dans l'Ile de Disma»- Musée de la Compagnie des Indes

© G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Ci-contre à gauche: mort de virginie par Turgis

A droite : «Roi de Juida»

tensions avec les environs. Ici ou là, les autorités accusent Lorient d'être responsable de la dépopulation des autres villes de la province ! La ville change de visage. En 1732, la décision de faire de Lorient le siège des ventes de la compagnie, à la place de Nantes, favorise l'essor de Lorient. En 1736 et 1738, les arrêtés du roi illustrent la volonté de canaliser cette croissance urbaine. Pour la conduire, on institue une première communauté de ville composée de dix-huit membres mais la compagnie garde la mainmise sur le pouvoir municipal. Tous les jeudis, un « bureau » réduit à 4 personnes se réunit pour prendre les décisions ordinaires et urgentes. Il s'ensuit une phase d'expropriation, de démolitions et d'alignement des rues. On terrasse, évacue les eaux et réalise le pavage des voies. De grands travaux, tels la construction de quais et de cales le long du ruisseau du Faouëdic sont réalisés. Des chaumières sont remplacées par de belles maisons en pierre. Comme dans beaucoup de villes nouvelles, on ignore parfois le nom de l'endroit où l'on habite ! En 1763, une trentaine de rues et places reçoivent des noms de la famille royale, de ministres, directeurs de la compagnie ou encore de personnalités locales. Pour éviter les épidémies, on ramasse les ordures (1743) et l'on cherche une solution à la saturation du cimetière (1755). Devant la menace étrangère, on décide d'enserrer Lorient dans des fortifications (1744) ce qui a pour effet de couper la ville des villages et hameaux environnants ! Or, nombreux sont les ouvriers et journaliers du port de Lorient qui vivent dans ces faubourgs. Cette première phase de l'histoire urbaine de Lorient cesse brutalement avec la Révolution française. Dans le viseur de la bourgeoisie révolutionnaire, la Compagnie des Indes orientales, dont le destin conditionnait jusque là le développement de la cité, y perd son monopole commercial sur décision de la Constituante (1790) avant de disparaître (1793). Par ailleurs, le blocus mené par les Anglais (1793) devait fermer pour un temps l'horizon marin des Lorientais. Une page était tournée.

© G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

La Compagnie des Indes orientales et le développement de Lorient (suite)

Par CHRISTIAN DUTOT

Lorient, un port d'armement

A partir de 1720, Lorient bénéficie du quasi-monopole des armements. On installe mâts, gréements et voiles sur les navires en partance pour les Indes. Les toiles viennent d'abord de Pouldavid et de Locronan, puis de Rennes. Dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, on achète en plus la production des manufactures d'Angers, Beaufort et Saumur. Les cordages de chanvre sont travaillés sur place et reçoivent une application de goudron chaud pour une meilleure résistance. La Royale fournit les canons dans un premier temps. La compagnie achète ensuite la production des forges de l'Angoumois ou du Périgord. On en fait même venir de… Suède ! Le nombre de pièces installées diminue à mesure que la piraterie disparaît et que les cargaisons prennent de plus en plus de place. Les administrateurs doivent également veiller à ce que rien ne manque à bord pour les besoins de la traversée. Le capitaine perçoit une allocation par personne embarquée pour « les vivres de table », destinés aux officiers et voyageurs de marque. Les « vivres d'équipage » sont achetés par la compagnie de même que les « rafraichissements » destinés aux malades (œufs, fruits secs, beurre salé, moutons et volailles). Les rations alimentaires doivent être assurées, en principe, pour dix-huit mois. Les vivres et l'eau occupent environ 30 % du volume disponible, les voiles et cordages de rechange environ 5 %, le métal, charbon de terre et sel 11%. Le reste est réservé au transport des marchandises que l'on vendra sur place (farine, viande salée, alcools, métaux, lainages, articles précieux…). Les bénéfices qu'on en retire ne permettent pourtant pas d'acheter la cargaison de retour. Loin s'en faut. Il faut alors régler la différence en métaux précieux (or et argent).

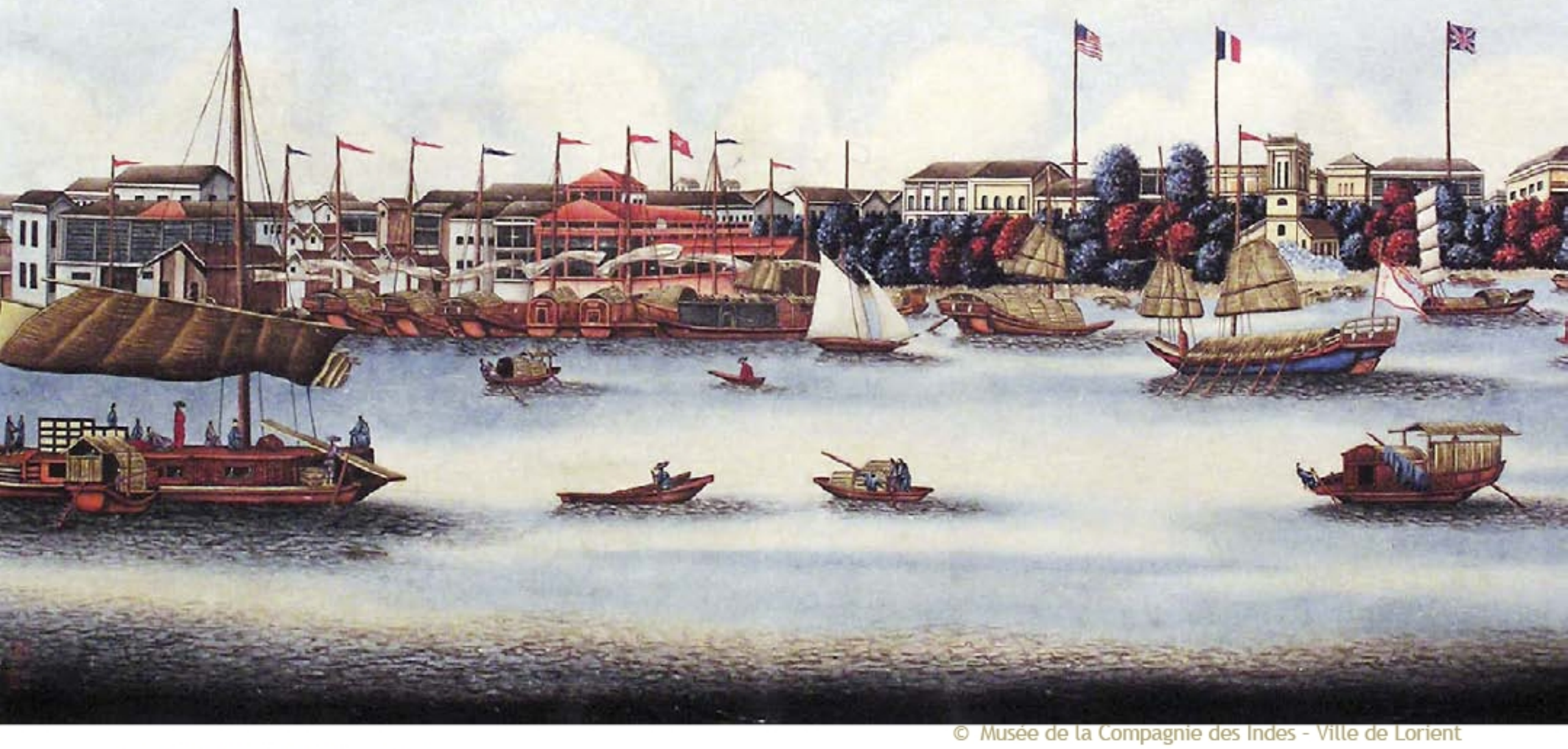
Un équipage de 100 à 140 hommes est nécessaire pour servir sur un navire de 600 tonneaux. Ce sont des mariniers, matelots et mousses. Chaque année, la compagnie emploie de 1000 à 2000 gens de mer ! Au XVIIIe siècle, on recourt parfois, comme dans la Royale, à des « levées en hommes » avec l'accord des autorités. La Bretagne fournit 87 % de l'équipage. La plupart viennent de Port-Louis ou de Saint-Malo. Il y

« Traversée -Danse des nègres »

© G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

a peu d'étrangers. Un marinier peut gagner jusqu'à 1100 livres, un matelot 800 tandis qu'un mousse ne percevra que 100 à 150 livres. Le recrutement est facile car les avantages sont parfois non négligeables. Le « port-permis » est le droit pour un marin d'embarquer une certaine quantité de marchandises pour son propre compte, marchandises qu'il entreprend de vendre à son retour. On double parfois sa solde ainsi. En plus de la nourriture, la compagnie soigne le personnel navigant. A bord, un chirurgien dispose d'un coffre de pharmacie que prépare l'apothicairerie du port de Lorient. Durant ces voyages au long cours, il pratique couramment des saignées, des réductions de fracture, des amputations et même des… trépanations. Il lui faut encore savoir préparer toutes sortes de potions et pommades à base de plantes médicinales. Pour le reste, les médicaments sont préparés à l'avance et stockés dans des coffres de bois divisés en plusieurs compartiments pour prévenir les effets du roulis. Certains chirurgiens sont formés à Lorient où l'on étudie dans une école de médecine navale pratique. Nourriture déséquilibrée, manque d'hygiène et promiscuité entrainent toutes sortes de maladie : scorbut, typhus, fièvre jaune, choléra, paludisme et variole font des ravages au sein des équipages. Malade ou non, un aumônier vient offrir à chacun les secours de la religion.

Les officiers forment un corps hiérarchisé et bénéfi-



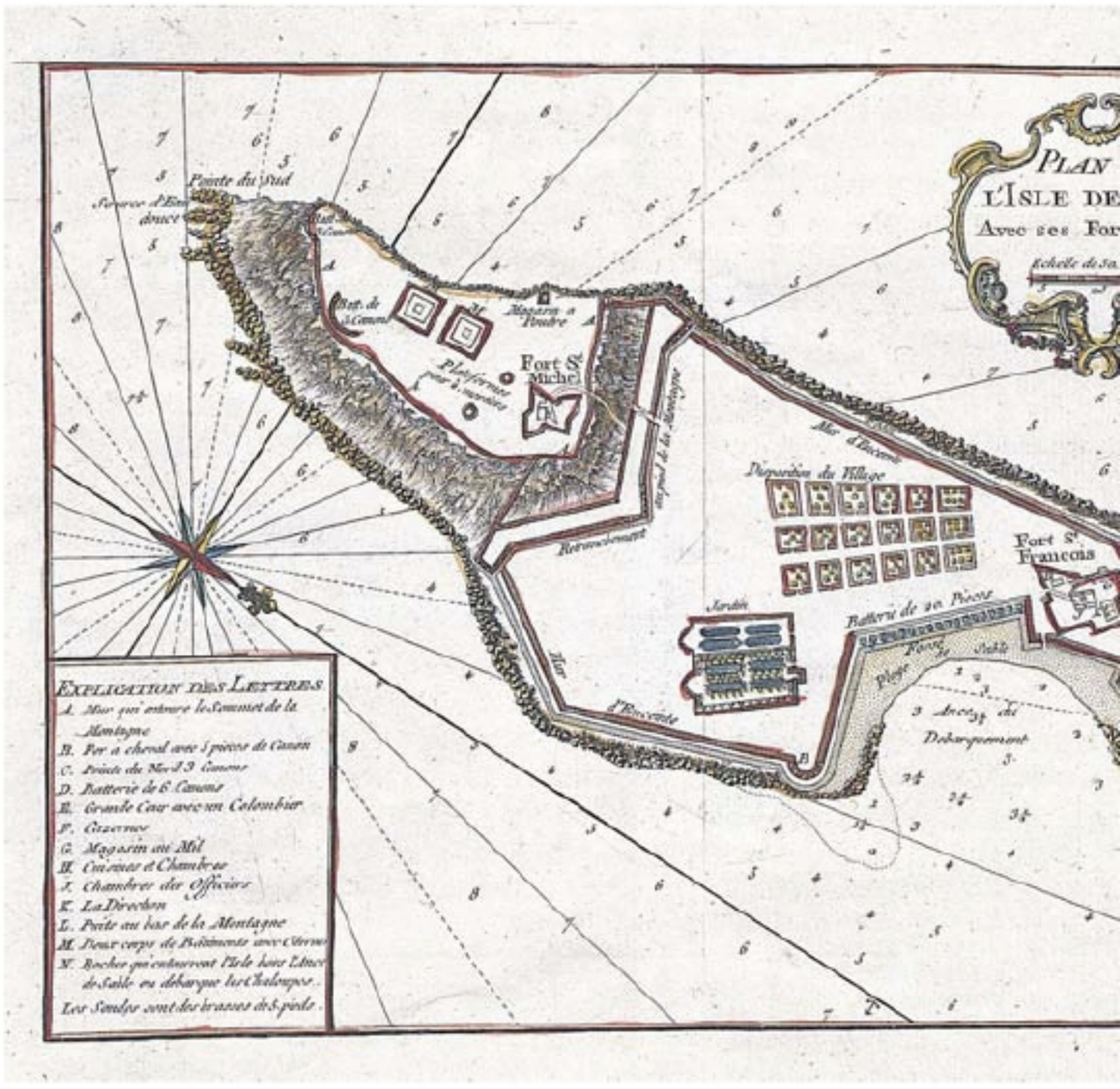
© Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Les factoreries de Canton

cient de promotions à l'ancienneté. Le nombre de voyages effectué est également pris en compte. Leur recrutement s'effectue traditionnellement dans un cadre familial et régional limité (Saint-Malo et environs). Bien formés, ils sont également bien payés. Dans ces conditions, les fautes professionnelles sont rares et l'esprit de corps est très marqué. On distingue six grades à bord : capitaine, premier lieutenant, second lieutenant, premier enseigne, second enseigne et enseigne surnuméraire. En période de guerre, leur effectif peut être doublé. On débute jeune dans la carrière, vers 17 ans environ et sans appointements. Les recrues viennent de milieux aisés car il faut pouvoir payer sa nourriture au capitaine ! Après deux campagnes, les mieux notés deviennent enseigne surnuméraire. Leur entretien est maintenant pris en charge ce qui améliore un peu leur condition. Souvent, ils ont déjà de la famille à la compagnie et sont eux-mêmes fils d'officiers, d'armateurs ou de négociants. Ceux que l'on appelle les officiers mariniers sont des marins qui se sont distingués par leur habileté et leur force de caractère. Il y a les officiers mariniers de manœuvre (maîtres, patrons de chaloupe par exemple), les pilotes, les mariniers de canonnage, les mariniers de métier (maître-charpentier, maître voilier…). Viennent ensuite, d'un rang inférieur, les officiers non-mariniers (armurier, chirurgien, maître valet, maître tonnelier…).

Les marchandises

Lorient, porte de l'Inde, voit affluer toutes sortes de marchandises sur ses quais : café, thé, poivre, salpêtre, cotonnades (les indiennes), fil de soie, étoffes… On apprécie le café moka et le café bourbon. Les thés verts constituent le cinquième des importations. On préfère les thés noirs. Le poivre, importé en quantité, sert utilement à la conservation des aliments et entre dans la composition des pâtés. On importe aussi de la cannelle. La place des autres épices est faible. Les cauris, ces petits coquillages des Maldives utilisés comme petite monnaie, sont recherchés pour pouvoir pratiquer la traite des esclaves en Afrique. On ramène encore des bois tinctoriaux qui servent de lest dans les cales des navires tout comme les porcelaines de Chine, aux deux tiers de « bleu et de blanc ». Pour l'essentiel, les cargaisons sont composées de cotonnades : 100 000 pièces importées à la fin du XVIIe siècle. On atteindra jusqu'à 300 000 au siècle suivant ! Les indiennes rencontrent un tel succès que les tisserands protestent contre cette concurrence déloyale ! La compagnie reçoit en effet des subsides de l'Etat pour… importer en quantité ces toiles qui inondent le marché européen ! Dès 1682, l'importation des cotonnades de couleur est donc interdite. La compagnie doit se rabattre uniquement sur le commerce des toiles blanches. Un marché florissant néanmoins. Un siècle plus tard, le souci du confort poussera les élégantes à se vêtir de robes-chemises en mousseline blanche, réputé pour sa souplesse et sa légèreté. Dans les bateaux, il faut savoir répartir les charges : les bois à fond de cale, de la porcelaine en caisses au mi-



Ci-dessus :
Plan de l'Ile de Gorée
avec ses fortifications

Ci-dessous :
Plat à décor européen
dit Pompadour

© Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Page de droite :
Estampe "Slave trade"
d'après Morland 1791

A lire

Les compagnies des Indes
de Philippe Haudrère et Gérard Le Bouëdec
Collection Histoire
Editions Ouest-France 18,50 €

Les compagnies des Indes
XVIIe -XVIIIe siècles
de Philippe Haudrère et Gérard Le Bouëdec
Collection Poche Histoire
Editions Ouest-France 6,09 €

© Y. Boëlle - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

© G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

lieu des bois. Les thés, cafés et cotonnades, que l'on veut protéger de l'humidité, sont placés au milieu de la cale. Elles sont si serrées qu'il faut les emboîter à coup de masse ! De même, les sacs de café et les balles de cotonnades se pressent les uns contre les autres dans les entrailles du navire. On répand du poivre, qui s'insinue dans les interstices, pour protéger les étoffes des insectes. Au retour des navires à Lorient, on prenait les plus grandes précautions pour éviter la contrebande mais rien n'y faisait. Depuis la tour « Découverte », des guetteurs signalaient l'approche des navires. On les escortait alors jusqu'au mouillage de l'île de Groix. Là, on montait à bord pour apposer des scellés sur les écoutilles et les coffres des matelots ! A quai, un contrôleur prenait en charge les opérations de déchargement et d'entreposage dans des magasins gardés par des militaires.

En dépit de ces précautions, on transférait clandestinement des cotonnades sur des barques au large des côtes ! Par ailleurs, une foule nombreuse, que l'on ne pouvait pas toujours canaliser, montait à bord du bateau lorsque celui-ci accostait et n'hésitait pas à… se remplir les poches. C'est à qui pourrait en mettre le plus sous ses vêtements ! Les directeurs de la compagnie se plaignaient régulièrement que de nombreux Lorientais vivaient ainsi de la contrebande des cotonnades que l'on revendait ensuite en ville dans des échoppes ayant pignon sur rue… Les marchandises étaient vendues à Nantes qui disposait d'un grand port, de docks, criées, vastes magasins, hôtel des monnaies, en plus d'être une grande ville. Toutefois, le transport de Lorient à Nantes était coûteux et les installations nantaises souffraient de vétusté. En 1731, décision fut prise par la compagnie de transférer les ventes à Lorient. Sur place, il fallut s'adapter et construire les infrastructures nécessaires (magasins et salle des ventes).

Malgré les vicissitudes d'une conjoncture économique fluctuante et les aléas de la diplomatie française, la Compagnie des Indes fut longtemps une affaire économiquement rentable. Les belles années, la vente devait rapporter chaque année de 7 à 14 millions de livres soit un taux de profit net de 4 à 6 % par an. Pourtant, au fil du temps, les difficultés s'amoncelèrent : concurrence acharnée entre compagnies européennes sur un même marché, lente augmentation des prix d'achat en Inde du fait de la demande, baisse du prix de vente des marchandises en Europe… Quant à Lorient, la fin des activités de la compagnie (1794) laisse la ville orpheline et devant faire face à un riche passé colonial difficile à assumer pour les autorités en place dans la première moitié du XIXe siècle.

Pour approfondir...

BEAUCHESNE (G.), *Historique de la construction navale à Lorient (1666-1770)*, Service historique de la Marine, 1980.
CHAUMEIL (L.), « Abrégé d'histoire de Lorient de la fondation (1666) à nos jours (1939) », dans *Annales de Bretagne*, tome 46, 1939.
ESTIENNE (R.), « Lorient et les Compagnies des Indes, 1666-1794 », dans *Ici et là*, n° 29, 1997.
HAUDRÈRE (P.) et LE BOUËDEC (G.). *Les Compagnies des Indes*, Editions Ouest-France, 2010. L'ouvrage, complet, plaisant et abondamment illustré, constitue une belle somme pour approcher l'histoire de la compagnie !
HAUDRÈRE (P.), « Les officiers des vaisseaux de la Compagnie des Indes. Un corps d'élite dans la marine française du XVIIIe siècle », dans *Histoire, Economie et Société*, 1997.
LE BOUËDEC (G.), « Les approvisionnements de la Compagnie des Indes ((1737-1770). L'horizon géographique lorientais », dans *Histoire, Economie et Société*, 1982.
MEZIN (L.), sous la dir. de, « Lorient au XVIIIe siècle », *Cahiers de la Compagnie des Indes, n° 2*, 1997.
NIÈRES (C.), sous la dir. de, *Histoire de Lorient*, Privat, 1986.
VINCENT (R.), sous la dir. de, *Pondichéry (1674-1761). L'échec d'un rêve d'empire*, collection «Mémoires» n° 24, Autrement, 1994.

Histoire de la Citadelle

Il fallait un bel écrin pour évoquer ce commerce exotique. La ville de Lorient, après le feu vert donné par la Marine nationale et le Musée de la marine à Paris, s'installa dans l'ancienne citadelle qu'avaient construit les Espagnols à la fin du XVIe siècle. A l'époque des guerres de Religion, le duc de Mercœur, gouverneur de Bretagne et partisan de la Ligue (catholique), ne voyait guère d'un bon œil l'accession au trône d'Henri de Navarre, attaché au protestantisme. Aussi fit-il appel à Philippe II d'Espagne pour parer au plus pressé. L'Espagnol envoya 3000 hommes qui débarquèrent à Port-Louis en 1590. Don Juan del Aguila, nommé commandant de la place, entreprit d'y construite une citadelle dès 1591. On fit appel à un ingénieur expérimenté, Cristobal de Rojas, à qui l'on devait les fortifications de Cadix, pour conduire les travaux. A la même époque, il aménagea la puissante forteresse de Roscanvel située face à Brest. Après le départ des Espagnols (1598), Henri IV demanda qu'on détruise entièrement la forteresse. Finalement, on put sauver deux bastions et une courtine, les piles du pont, les casernes, deux corps de garde et la chapelle. En 1616, Louis XIII voulut relever la citadelle. L'architecte Jacques Corbineau se chargea des travaux. En 1641, Richelieu confia à Nicolas Gilles le soin de terminer l'ensemble. Ainsi, lorsqu'il vint inspecter l'ouvrage en 1683, Colbert put considérer Port-Louis comme une bonne place. Aujourd'hui, c'est le corps de bâtiments donnant sur la place d'armes qui abrite les précieuses collections du musée de la Compagnie des Indes.

Histoire du musée de la ville de Lorient

Un premier musée devait voir le jour en 1878 mais ses collections ont été en grande partie détruites dans les bombardements de 1943. En 1966, l'exposition « Lorient et la mer, 300 ans d'histoire » préfigure la renaissance d'un musée municipal. C'est en 1977 que le musée vient s'installer dans la citadelle de Port-Louis. Il faudra pourtant attendre 1984 pour le voir ouvrir ses portes au public. On choisit d'y évoquer les liens entre la ville et l'histoire des compagnies françaises des Indes orientales. Documents historiques, maquettes de vaisseaux, mobilier, porcelaines de Chine et cotonnades témoignent des échanges commerciaux avec l'Afrique, l'Asie et l'Amérique. Sur demande, le maquettiste de marine Jean Delouche réalise de magnifiques vaisseaux à échelle réduite dont le Massiac, une flûte de 900 tonneaux réalisée au 1/24e et qui mesure près de trois mètres. Depuis lors, de nombreux achats et dons sont venus enrichir les collections permettant d'illustrer toutes les facettes de la vie de la compagnie.

Musée de la Compagnie des Indes : la Citadelle, 56290 Port-Louis

© Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Le Musée de la Compagnie des Indes

Renseignements pratiques.

Les musées de la citadelle sont ouverts tous les jours, sauf le mardi, de 13h 30 à 18h du 1er février au 30 avril et du 1er septembre au 15 décembre. Le musée est ouvert tous les jours du 2 mai au 31 août de 10h à 18h 30. Les dernières entrées se font 45 minutes avant l'heure de fermeture de la citadelle. Fermeture annuelle du 16 décembre au 31 janvier inclus ainsi que le 1er mai.

Billetterie au 02 97 82 56 72.
Boutique au 02 97 82 15 07.
Secrétariat au 02 97 82 19 13.

Courriel : museeindes@mairie-lorient.fr
Site : http://www.musee.lorient.fr

Tarifs : pour les individuels, 7 € (tarif plein), 5,50 € (tarif réduit, sur présentation d'un justificatif pour les familles nombreuses, ancien combattant français…) ; gratuité (sur présentation d'un justificatif pour les moins de 26 ressortissants de l'Union Européenne, les bénéficiaires du R.S.A., les demandeurs d'emploi, les militaires en activité, les enseignants en activité…) ; pour les groupes : adulte, 5,50 € (à partir de 20 personnes, visite libre).

Visites guidées : tarifs comprenant la visite guidée réalisée par un guide conférencier et le billet d'entrée à la citadelle, au musée national de la Marine et au musée de la Compagnie des Indes. Tarif plein : 8 €, tarif réduit : 6,70 €, 12 à 26 ans : 3 €, moins de 12 ans : gratuit.

Les trésors du Musée de la Compagnie des Indes

© C = © R. Le Gall - Service Historique de la Défense, Lorient - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

©B

©A

Ci-dessus :
Armure de samouraï

A droite en haut:
Palempore aux coqs

Ci-contre :
Grand graphomètre à pinnules

©B

Ci-dessus :
Bouteille de la VOC

©B

Ci-dessus :
Cabinet marqueterie

Ci-dessous :
trio musical européen

©A

Ci-dessous :
La dame au parasol

©C

©A = ©Y. Boëlle Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient ©B = ©G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

Les trésors du Musée de la Compagnie des Indes

Ci-contre : Robe à manches en mousseline de coton blanc

Dessous à gauche :
Jonque dans un gros temps avant de prendre un ris

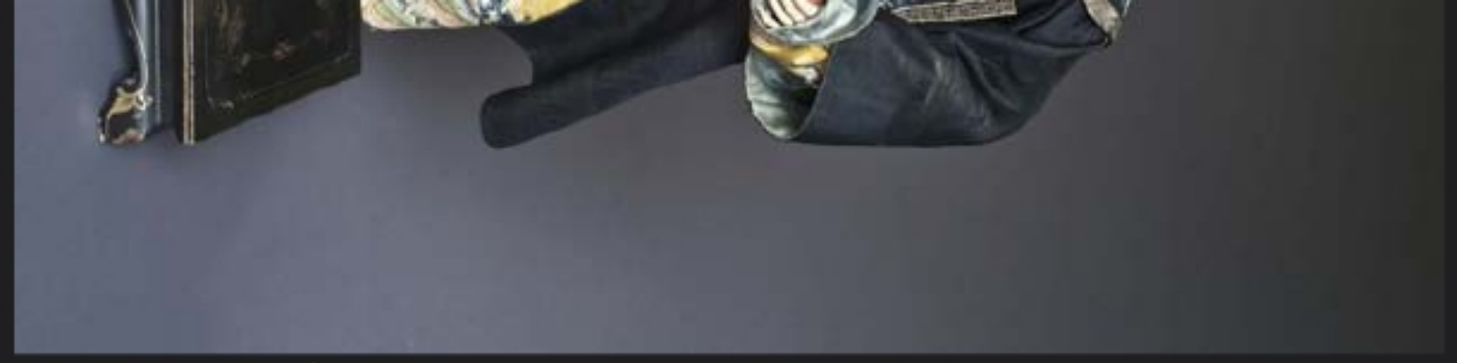
Ci-contre à droite : Armoire à épices au sigle de la VOC

Dessous à droite:
Automate représentant un mandarin

©B

© R. Le Gall - Service Historique de la Défense, Lorient - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

©B



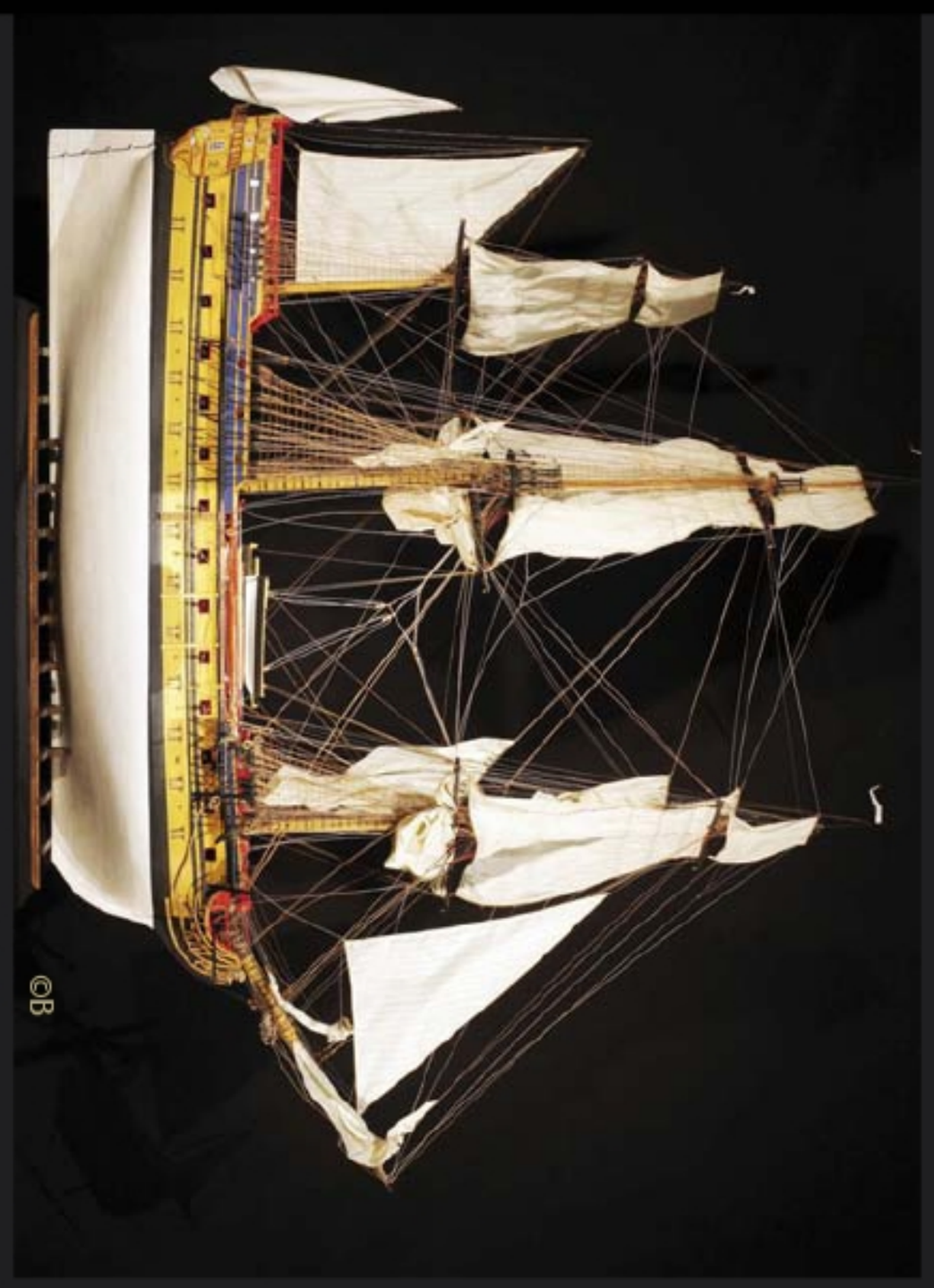
©D. Goupy - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

©B

©B

Ci-dessus: Le Comte d'Artois

Dessous :
portrait d'A B de Vire Duliron



©B

©A = ©Y. Boëlle Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

©B = ©G. Broudic - Musée de la Compagnie des Indes - Ville de Lorient

CI

© Château de Kerjean -Dominique Dirou

LE MANOIR DE KERJEAN, NQ SIÈCLES D'HISTOIRE...

écrit par Christian DUTOT

Le manoir de Kerjean, cinq siècles d'histoire…

par CHRISTIAN DUTOT

Racheté par l'Etat en 1911, le château s'ouvre progressivement au public sous l'égide d'associations chargées de le mettre en valeur. Après avoir accueilli un grand nombre de manifestations folkloriques et de visiteurs, tous enchantés par la beauté des lieux et de l'habitat pittoresque, Kerjean connaît une nouvelle phase de développement au tournant des années 1990 lorsque l'Etat confie la gestion des lieux au conseil général du Finistère. Chaque année, le château abrite désormais en ses murs une exposition patrimoniale. Cet été, ce sont les brigands qui investissent l'édifice chargé d'histoire. L'occasion d'un coup de projecteur sur ce manoir plein de souvenirs.

L'histoire des lieux

L'actuel château, érigé vers 1570, s'élève en partie sur les vestiges d'une précédente résidence que les Ollivier, seigneurs de Kerjean, auraient fait construire vers 1420-1430. Récemment anoblis, on pense qu'ils ont pu vouloir ainsi traduire dans la pierre leur nouveau statut social. Par ailleurs, le Léon connaît à l'époque une grande activité architecturale et de nombreux manoirs sortent de terre. Au début du XVIe siècle, les Barbier rachètent Kerjean et obtiennent en 1536 l'autorisation de faire reconstruire le manoir au prétexte que celui-ci tombe en ruine. Durant toutes ces années, Yves Barbier, puis son fils Jean, travaillent à renforcer l'assise territoriale de la famille. Une judicieuse politique d'alliances matrimoniales, Jean épousera successivement Jeanne de Parcevaux puis Jeanne de Kersauson, et une certaine habileté dans les affaires, les Barbier prêtent de l'argent et se font parfois rembourser en échange de terres, accroissent la fortune et la notoriété des Barbier qui trouvent désormais des soutiens auprès de l'Eglise et de la noblesse de robe.

Signe de son ascension sociale, Jean est nommé pro-

© Cdp29

© Musée de Morlaix- Musée de France

Ci-contre : Colombier du Château de Kerjean
Ci-dessus : L'Ankou en bois sculpté

cureur fiscal de Léon et devient l'homme de confiance du vicomte de Rohan. Il est probable qu'alors son manoir de Kerjean doit lui sembler bien terne et sans rapport avec sa fortune nouvelle. S'adressant au roi, Jean Barbier obtient de François Ier de nouveaux privilèges. Il peut à présent faire condamner à mort sur ses terres et relever son manoir. A sa mort, le 5 novembre 1537, l'ensemble est constitué de plusieurs bâtiments comprenant une salle haute, une salle basse, plusieurs chambres, une cuisine, un cellier, un fournil et des communs qui abritent matériel agricole et étables. Le logis est en outre flanqué d'une tourelle. La façade principale est tournée vers l'est et donne accès au chemin qui mène directement au chef-lieu de paroisse. A peine son mari disparu, sa veuve, Jeanne de Kersauson, doit affronter un procès au cours duquel est contesté l'ancienne noblesse des Barbier. En 1541, le parlement de Rennes tranche en sa faveur. Pourtant, en dépit de l'épreuve judiciaire et de la jeunesse de Louis, qui n'a que 13 ans à la mort de son père, la fortune continue de sourire aux Barbier. En 1544, Louis hérite de son oncle, et tuteur, Hamon

Barbier. Le personnage a de l'envergure et cumule entre ses mains de nombreuses charges ecclésiastiques qui rapportent gros. A telle enseigne qu'à sa disparition le pape aurait demandé si tous les abbés de Bretagne étaient morts le même jour !!! La stratégie matrimoniale du lignage a fait ses preuves. Les liens avec la justice et l'Eglise sont cultivés avec soin. De même, par le mariage des filles, on se rapproche du commerce et de l'exportation des toiles du Léon. Il faut maintenant à Louis une habitation digne de son rang. Vers 1570, il entreprend la construction d'un nouveau logis à Kerjean. Il en a les moyens. Elégante et décorée dans le style de la Renaissance, la demeure est entourée de remparts qui assurent une protection contre les troubles de l'époque. Louis y appointe à ses frais une garnison, et, durant les guerres de la Ligue (1584-1598), choisit de se ranger dans le camp catholique, aux côtés du duc de Mercœur. Emporté par la maladie en février 1595, son petit-fils René lui succède. Ce n'est encore qu'un enfant… Un bel avenir lui est cependant promis puisqu'en 1611 le voilà nommé gentilhomme de la chambre du roi et chevalier de l'ordre de Saint-Michel. En 1618, par lettres patentes, Louis XIII érige la seigneurie de Kerjean en marquisat ! Les générations suivantes -René meurt en 1619- dilapident la fortune amassée. Kerjean y perd un temps son titre de marquisat en 1684. Au siècle des Lumières, une solide

© Château de Kerjean -Dominique Dirou

gestion permet aux seigneurs du lieu de renouer avec le faste. A Kerjean, on vit avec son époque et les seigneurs du lieu logent et reçoivent beaucoup. En 1759, Louis François Gilles de Kersauson de Coatanscour se distingue par son goût des lettres et des sciences. En 1762, il représente la noblesse aux Etats de Bretagne et s'y oppose aux nouveaux impôts royaux. La Révolution amène bientôt des jours sombres à Kerjean. En 1794, la tourmente emporte la marquise, âgée de 70 ans, et sa sœur, 67 ans, toutes deux guillotinées à Brest. Le château est partiellement démoli et une garnison achève de saccager les lieux. Portes et fenêtres brûlées, parquets et plafonds éventrés pour y découvrir un hypothétique trésor, mobilier vendu aux enchères : la désolation règne à Kerjean. Vendu comme bien national (1799) aux Brilhac, les nouveaux propriétaires renoncent bien vite à engager les dépenses nécessaires pour relever le château. Pire, en 1807, ils ordonnent de nouvelles démolitions et font couper les arbres du parc. Pierres de taille et ardoises sont vendues ! Quelques parties demeurent encore habitables tandis que dans la seconde moitié du XIXe siècle, la cour sert de cadre à des manifestations de défense de la langue bretonne (congrès, pièces de théâtre…). Mis en vente en 1907, le domaine est finalement acheté par l'Etat en 1911. Une page de l'histoire de Kerjean est tournée, une autre s'ouvre…

Le manoir de Kerjean, cinq siècles d'histoire… (suite)

L'architecture

Le château est pourvu d'une muraille défensive vers 1580-1590. Les ingénieurs ont dû tenir compte des progrès de l'artillerie… En forme de trapèze, l'enceinte comprend un fossé, de solides remparts et aux angles des tours quadrangulaires. Pour parer à la puissance des tirs de canons, les murs sont formés d'une masse de terre que retiennent deux parements de pierres taillées. Ici où là, des meurtrières permettent de viser les assaillants en multipliant les angles de tir. Les fossés sont larges (environ 12 mètres) et profonds (environ 5 mètres), toutefois, ils ne seront jamais remplis d'eau. On se contente de maintenir l'ennemi à distance ! Les murailles de l'époque s'élèvent à une dizaine de mètres de hauteur. Les tours, par leur modernité, annoncent celles de Vauban au XVIIe siècle. Deux autres tours achèvent de sécuriser l'entrée et la sortie. Au milieu du XVIIIe siècle, les propriétaires font démolir la courtine nord pour avoir vue sur les jardins. Les temps ont changé ! Une porte cochère à double entrée permet de prendre pied dans la cour d'honneur. Le mur est assez bas pour offrir aux visiteurs une belle perspective sur la partie « noble » du château où résident les propriétaires. Les deux ailes qui ferment la cour sont, dans cet esprit, logiquement plus basses.

L'influence de Philibert de l'Orme, architecte chargé

© Château de Kerjean - Dominique Dirou

Ci-contre : La charpente de la chapelle du Château de Kerjean

© Bernard Galeron

Ci-dessous : Jardin de propreté. Le jardin de fleurs est l'évocation historique du jardin de propreté de Kerjean aujourd'hui disparu. La reprise des tracés géométriques en vogue à la Renaissance mais aussi au 18e siècle, période choisie pour la restauration des alignements du château.

des bâtiments royaux en Bretagne entre 1545 et 1547, est perceptible dans l'ornementation des lucarnes et des cheminées. A bien des égards, Kerjean n'a rien à envier aux résidences de style Renaissance que l'on peut trouver dans le reste du royaume de France à l'époque. A l'évidence, les maîtres bretons ont su assimiler les leçons de leurs homologues français tout en les adaptant aux habitudes bretonnes. Ainsi, on a gardé à proximité du logis les écuries et remises alors qu'on les éloigne dans les grands châteaux français. Kerjean abrite aussi un chef d'œuvre dans la chapelle seigneuriale : un ensemble de sablières et de poutres finement sculptées que l'on attribue à un artiste anonyme le « maître de Pleyben ». Le registre iconographique est en effet le même dans les églises de Pleyben, de Saint-Divy et à Sainte-Marie du Menez-Hom : anges tenant le visage du Christ, soldats jouant aux dés la sainte tunique, la Samaritaine don-

© Château de Kerjean -Dominique Dirou

Le manoir de Kerjean, cinq siècles d'histoire… (suite)

nant à Jésus l'eau tirée du puits, etc… Les poutres sont ornées de motifs italianisants : angelots joufflus, masques de lions, volutes… On y observe aussi la figure profane locale du sonneur de cornemuse. On identifie encore les Evangiles et… les évangélistes, chacun reconnaissable au symbole qui lui est associé l'aigle pour Jean, le lion pour Marc, le taureau pour Luc et l'ange pour Matthieu.

A l'extérieur, faute de documentation, il est bien évidemment impossible de restituer l'agencement des jardins, toutefois, on y trouvait des monuments à forte porté symbolique : colombier, poteaux de justice et fontaine. Avoir un colombier était un privilège réservé au seigneur. A lui seul, il donne une idée de la richesse du propriétaire. Tout est codifié. La Coutume de Bretagne fixe à 300 journaux (soit environ 150 ha) la surface nécessaire pour avoir un colombier ! A Kerjean, la tour mesure 9 mètres de diamètre et contient 984 boulins pour recevoir les pigeons. Une inscription donne la date de construction au-dessus de la porte d'entrée (1599). Elément de prestige, le colombier fournit aussi de la viande toute l'année tandis que les fientes des oiseaux entrent dans la composition d'un engrais. Parc et château ont de quoi ravir le visiteur et/ou l'érudit. Fort de cette riche histoire et de la beauté de son architecture, Kerjean peut affronter avec optimisme les défis à venir. Aujourd'hui, une politique volontariste du département fait en effet entrer l'outil numérique dans les différentes salles du manoir au service d'une présentation renouvelée de l'histoire des lieux.

Pour approfondir

ARLAUX (C.), *Le château de Kerjean. Un château Renaissance en Bretagne*, Editions Coop Breizh, 2011.
Collectif, Fenêtres sur cour. *Les manoirs en Bretagne de 1380 à 1600*, catalogue d'exposition, château de la Roche-Jagu, conseil général des Côtes-d'Armor, 1993.
Collectif, *Kerjean, les travaux et les jours d'une seigneurie bretonne*, Château de Kerjean, 1997.
Collectif, *Les Léonards dans leurs meubles au temps de Kerjean*, Le Télégramme Editions, 1996.
CHATENET (M.), « Le château de Kerjean » dans Monuments du Finistère, Congrès archéologique de France, Edition Société Française d'Archéologie, 2009.
DOUARD (C.), « L'ancien manoir de Kerjean d'après un document de 1537 », dans *Le manoir en Bretagne. 1380-1600, Cahiers de l'Inventaire*, Imprimerie Nationale Editions, 1993.
LISCH (R.), *Kerjean, château historique et légendaire*, Editions Jos Le Doaré, 1976.

© Musée de Bretagne-Les Champs libres Rennes

Ci-contre : Ecus de Louis XVI

A droite : Le Cavalier - Illustration de Jacques Callot - BNF

Les brigands s'installent à Kerjean le temps d'un été !

© Cdp29

Jusqu'au 13 novembre 2013, Le château de Kerjean accueille l'exposition « La bourse ou la vie. Brigands et criminels en Bretagne sous l'Ancien Régime ». Un thème d'actualité puisque plusieurs historiens viennent de publier sur le sujet ces derniers mois (cf. compte-rendu de l'ouvrage de Benoît Garnot). Trafic de marchandises, violences de guerre, émission de fausse-monnaie, complots sont ainsi évoqués au fil des salles d'exposition. Et dans la mesure où le crime implique un châtiment, la justice d'Ancien Régime bénéficie d'un éclairage particulier. Au fil du parcours, on découvre ainsi la criminalité ordinaire des temps et les moyens que l'on se donne pour la réprimer. On en ressort avec une connaissance du brigandage éloignée de sa représentation traditionnelle, bandits au grand cœur qui dévalisent les riches pour donner aux pauvres. Quelques figures émergent de ce tour d'horizon : celles de Marie Tromel, alias Marion du Faouët, de Guy Eder de la Fontenelle ou encore du marquis de Pontcallec. Ainsi se dessine une image vivante et incarnée des brigands sous l'Ancien Régime.

Château de Kerjean. 29440 Saint-Vougay.

En juillet-août, ouvert tous les jours, de 10h à 19h. En septembre, ouvert tous les jours sauf le mardi, de 14h à 18h. En octobre, ouvert tous les jours sauf le mardi, de14h à 17h 30. Tarifs : gratuit pour les enfants de moins de 7 ans ; 1 € de 7 à 17 ans ; 3,5 € de 18 à 25 ans ; plein tarif à 6 € ; titulaire du Passeport Finistère : 3,5 € ; 1 € pour les demandeurs d'emploi, titulaires des minimas sociaux et personnes en situation de handicap ; carte d'abonnement à 5 €/15€/20€. La visite en pratique. Prévoir 1h 30 pour l'ensemble du site. La billetterie ferme 1 heure avant le château. Les animaux ne sont pas admis dans l'enceinte du château. Boutique et café sur place. Des sièges cannes sont disponibles sur demande. Personnes à mobilité réduite : le site est partiellement accessible (parc et enceinte du château, accessibilité partielle au rez-de-chaussée) ; prêt de fauteuil roulant sur demande à la billetterie. Accès. RN12 puis sortie Landivisiau ouest/Bodilis/Plouescat/Cléder, puis suivre le fléchage. Contact : tél. 02 98 69 93 69 mail château.kerjean@cdp29.fr

© Bnf

LA CATHÉDRALE DE QUIMPER

écrit par Christian DUTOT

© Collpicto / Dreamstime.com

La cathédrale de Quimper

par CHRISTIAN DUTOT

La cathédrale Saint-Corentin ne se classe pas facilement, pas plus que son histoire ne se résume aisément. Peut-être faut-il y voir là les raisons pour lesquelles on l'oublie souvent, et injustement, des grandes synthèses sur l'art gothique. Commencée au XIIIe siècle, elle ne reçoit ses flèches qu'au XIXe ! C'est dire si les partis pris architecturaux ont pu évoluer au fil du temps. Et pourtant, c'est étrangement une impression d'unité que ressent le visiteur au terme de sa découverte. La cathédrale de Quimper est celle des paradoxes : ainsi, au Moyen Âge, elle est l'une des plus vastes de Bretagne et pourtant ses dimensions restent à taille humaine, quant à sa diversité, elle n'empêche pas le fidèle de percevoir un espace intérieur jugé homogène… Reste enfin l'émotion que procure l'édifice et qui fait que, depuis des siècles, poètes et artistes l'évoquent avec constance, de Brizeux à Max Jacob…

Des temps anciens, on ne sait pas grand-chose. Les fouilles menées dans les années 1980 permettent tout au plus de conclure à une faible occupation des lieux dans l'Antiquité. Dans les années 1990, on dégage, entre autres, un fragment de mur circulaire. Est-ce l'abside d'un édifice plus ancien ou bien s'agit-il des fondations d'un ancien baptistère ? Impossible de trancher, toutefois, les bâtisseurs du XIIIe siècle eurent à cœur de réutiliser comme soubassement d'anciens éléments architecturaux soigneusement arasés, preuve cette fois qu'un ensemble de constructions existait bien jadis sur le site. Ce que corroborent des sources narratives: un acte du Cartulaire de Redon mentionne des travaux qu'on y réalise (1128). Il y aurait eu, à côté d'un bâtiment « neuf », une chapelle de la Vierge (elle sera détruite au XIIIe siècle lors de la construction d'une chapelle absidiale) et un baptistère appelé à disparaître lors des travaux de la nef (des défunts y sont inhumés jusqu'au XVe siècle).

Ci-contre : Le roi Gradlon érigé sur la cathédrale de Quimper

Le diocèse de Cornouaille. Saint Corentin.

Une tradition ancienne rapporte qu'au Ve siècle, Gradlon, qualifié de roi des Bretons, impressionné par la foi d'un ermite, décide de faire de lui le premier évêque de Quimper. Réputé pour son extrême piété et la vie ascétique qu'il s'impose dans sa retraite de Plomodiern, au pied du Menez-Hom, Corentin jouit d'une grande réputation de sainteté auprès de la population. Bien qu'uniquement connue par des copies tardives, la Vie de saint Corentin *(Vita Chorentini)* lui attribue nombre de miracles. Une croyance bien enracinée voudrait qu'il se nourrisse chaque jour d'un même poisson pêché, et à moitié mangé, qu'il rejette ensuite dans les eaux jusqu'au lendemain pour l'y retrouver entier. Ces sources hagiographiques éclairent la fondation du diocèse de Cornouaille. Un beau jour, Corentin aurait ainsi nourri Gradlon, et toute sa suite, de passage en son ermitage… Appelé sur le siège épiscopal de Quimper en remerciement, Corentin est considéré comme l'un des sept saints fondateurs de la Bretagne. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui encore, la cité cornouaillaise se trouve être l'une des sept étapes du Tro Breizh (pèlerinage qui voit les fidèles faire le tour de la péninsule). Envoyé à Tours pour y être consacré par saint Martin, métropolitain de la province ecclésiastique, Corentin est préféré à deux autres postulants qui l'accompagnent : saint Gwennolé et saint Tudi. Investi de sa charge épiscopale, Corentin aurait choisi de confier à ses deux infortunés compagnons les monastères de Landévennec et de Loctudy. L'anecdote, tardivement rapportée par les textes (XIIIe siècle), n'est pas inutile. Elle vise à fonder la suprématie de l'évêque sur ces deux établissements monastiques alors qu'au siècle précédent, ils ont tenté d'échapper à sa tutelle. Reste que désormais, et jusqu'à la Révolution française, on parlera de Kemper-Corentin, parfois orthographié sous des formes diverses, pour désigner la ville où s'installe le saint ; kember, un vieux vocable breton, désignant le confluent (en l'occurrence ici l'endroit où le Steir vient se jeter dans l'Odet).

© Christian Dutot

Ci-contre : une particularité étonnante et nettement perceptible à l'œil lors de la visite : le chœur apparaît désaxé par rapport à la nef romane auquel il vient se rattacher

Le chœur

L'accession à l'épiscopat de Rainaud marque un tournant décisif. Le prélat aurait jadis quitté la cour de Philippe-Auguste pour suivre Pierre Mauclerc en terre bretonne alors que celui-ci venait d'épouser Alix, héritière du duché. Promu chancelier en mars 1214, Rainaud réorganise l'administration ducale sur le modèle capétien. Récompensé de sa fidélité par l'évêché de Quimper, Rainaud est ordonné en février 1220. Influent, infatigable voyageur accomplissant toutes sortes de missions diplomatiques, Rainaud semble néanmoins avoir eu quelques difficultés à se faire accepter dans son diocèse en raison de son origine française. C'est pourtant son goût pour l'art nouveau du domaine royal qui dût présider à ses choix artistiques en Cornouaille. Ce fut également lui qui favorisa l'installation des Franciscains à Quimper vers 1232. En 1239, des dispositions financières sont prises pour favoriser l'avancement du chantier qui s'ouvre et que suit Rainaud jusqu'à sa mort en 1245.

On suit assez mal la progression des travaux du chœur de la cathédrale. Il est néanmoins possible d'y célébrer l'office avant la fin du siècle. Bientôt pourtant, la guerre de Succession de Bretagne (1341-1364) interrompt brutalement le chantier. Par ailleurs, les problèmes de financement et les difficultés posées par la répétition des successions épiscopales (six évêques entre 1321 et 1335 !) compliquent la tâche des bâtisseurs l Dans la seconde moitié du siècle, Le pape a beau multiplier les concessions d'indulgences aux fidèles, en échange de leurs aumônes, pour faire rentrer de l'argent dans les coffres du clergé quimpérois, le chantier n'avance plus guère. Du reste, le peu d'empressement de la population à les acquérir, en échange de la rémission de leurs péchés, oblige à renouveler fréquemment l'opération. Au début XVe siècle, les voûtes hautes du chœur sont terminées sous le court épiscopat de Gatien de Monceaux (huit ans) et peintes en 1417.

«En dépit des difficultés qu'il faut bien surmonter, l'entreprise impressionne et reste en Bretagne d'une ampleur inégalée à l'époque»

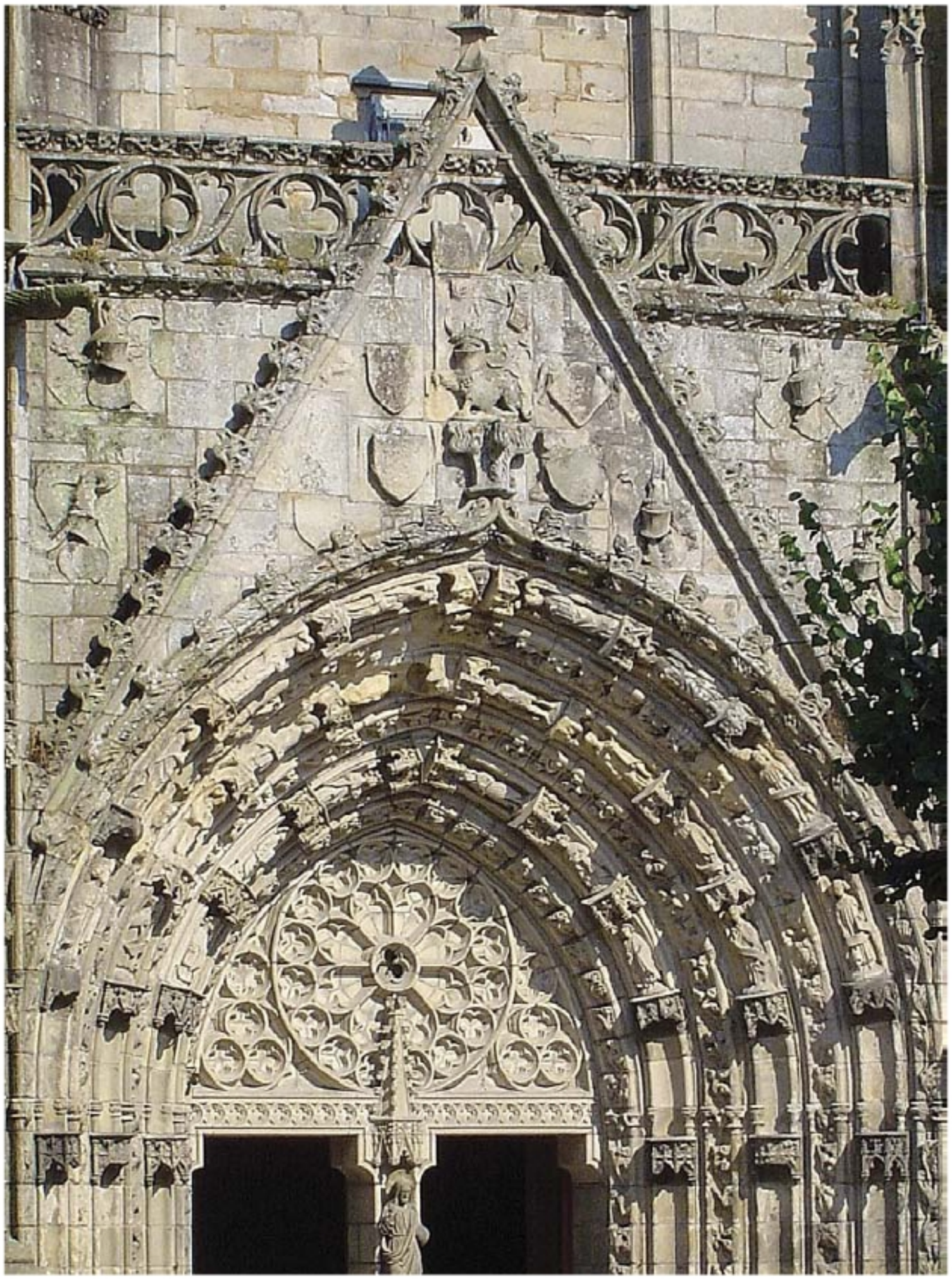
En dépit des difficultés qu'il faut bien surmonter, l'entreprise impressionne et reste en Bretagne d'une ampleur inégalée à l'époque : le chœur mesure 48,85 mètres dans sa plus grande longueur. Il présente quatre travées droites flanquées de bas-côtés et de chapelles latérales. Le déambulatoire qui s'articule autour du rond-point du chœur s'ouvre sur cinq chapelles rayonnantes peu profondes. La chapelle axiale (celle qui s'inscrit dans le prolongement du chœur par conséquent), de forme rectangulaire, est dédiée à la Vierge. L'adoption d'une voûte sexpartite commune pour couvrir les travées tournantes du déambulatoire et les chapelles crée l'unité. On attribue l'invention de ce procédé au maître d'œuvre du chœur de la cathédrale de Soissons (début XIIIe siècle), avant qu'il ne soit repris à Tournai, Lübeck, Bayonne et Oloron-Sainte-Marie. On observe cependant à Quimper une particularité étonnante et nettement perceptible à l'œil lors de la visite : le chœur apparaît désaxé par rapport à la nef romane auquel il vient se rattacher ! L'examen des piles, avec leurs faisceaux de colonnes et colonnettes, révèle les hésitations des maîtres d'œuvre. La complexité des supports traduit ici davantage l'influence anglo-normande que française. Les grandes arcades, à peine brisées, contrastent par leur homogénéité et ce ne fut sans doute pas une mince affaire que de les raccorder à des supports aussi variés ! On perçoit également quelques maladresses dans les chapelles rayonnantes, notamment dans les ébrasements des fenêtres qui présentent jusqu'à sept modèles différents à l'intérieur ! Malgré tout, l'élévation reste harmonieuse : au-dessus des grandes arcades, un important triforium, lui-même surmonté d'une étroite coursive ornée de quadrilobes (« passage normand»), permet de circuler facilement. Les fenêtres hautes, posées au début du XVe siècle, sont l'œuvre d'un atelier familial quimpérois.

(c) Collpicto | Dreamstime.com

(c) Collpicto | Dreamstime.com

Les grands chantiers du XVe siècle

Registres de comptabilité et contrats offrent à l'historien des matériaux de choix pour évoquer les grands travaux du XVe siècle. Le 26 juillet 1424, jour de la sainte Anne, on apprend ainsi que l'évêque Bertrand de Rosmadec pose la première pierre du nouveau portail qu'il se charge bientôt de faire encadrer de deux tours. D'une conception originale, la façade de la cathédrale de Quimper ne ressemble pas à ce qui se fait en Ile-de-France. Point de grande rosace ici. Un mur pignon percé de deux grandes baies superposées surplombe l'unique portail central à double porte. Les tours, terminées à la mort de Bertrand de Rosmadec (1145), sont percées à la base de larges fenêtres à meneaux. Des contreforts, couronnés de pinacles, scandent cette façade et la renforcent. La nef romane et les bas-côtés sont repris à la même époque et achevés en 1460. Les bâtisseurs du XVe siècle prirent soin d'y conserver la même élévation que dans le chœur du XIIIe. On rattache alors l'ensemble par la construction du transept. Croisillon sud d'abord, puis le carré, surmonté d'une flèche en bois, et enfin croisillon nord sont édifiés entre 1467 et 1486. Nef et transept reçoivent leurs voûtes de 1486 à 1493. Extérieurement, l'édifice reçoit alors ses arcs-boutants. Cette fois, le grand œuvre est achevé, près de deux siècles et demi après le début des travaux ! Les moyens ont souvent manqué au regard des ambitions affichées…



© Christian Dutot

Du Moyen Âge à nos jours

La cathédrale mesure 92 mètres de longueur sur 30 de large, tandis que les voûtes s'élèvent à 20 mètres au-dessus du sol. Ce n'est qu'au début du XVIe siècle que les tours, dont la hauteur avoisine les 42 mètres, recevront de curieuses toitures à charpente garnie en plomb et couverte d'ardoises. Dissymétriques de surcroit, elles subsisteront jusqu'au XIXe siècle ! Entre temps, un premier incendie ravage la tour nord (10 août 1613), puis un second, apparemment causé par la foudre, vient priver la cathédrale de sa flèche (1er février 1620). La population ne tarde pas à y voir un châtiment divin et les mentalités en restent marquées pour longtemps. Même la littérature s'en trouve inspirée… De tels sinistres, à vrai dire très fréquents dans les églises de l'époque, n'empêchent pas les embellissements au XVIe siècle. René du Louët fait ainsi repeindre les voûtes de la nef d'un fond blanc souligné par des joints de couleur rouge-orangé. Il choisit ainsi des tons exactement opposés à ceux de l'époque médiévale : fond ocre-rouge à joints blancs !

A la même époque, le chapitre dote l'église cathédrale de trois orgues, celui de Bertrand de Rosmadec étant démonté, restauré puis remonté en l'église de Brasparts (1648). Au XVIIe siècle, la cathédrale se

La cathédrale de Quimper (suite)

par CHRISTIAN DUTOT

garnit de meubles, de toiles et d'un jubé destiné à accueillir un précieux reliquaire contenant le bras de saint Corentin. Des habitants sont bientôt autorisés à adosser leurs échoppes à l'édifice.

Au siècle suivant, Les chanoines se plaignent au roi qu'il faut reprendre le pavement intérieur et les parties vitrées. Dans les faits, et même en tenant compte de l'exagération habituelle de ce genre de plainte, il semble que l'entretien général du bâtiment pose problème. Un état dressé par les Ponts et Chaussées confirme qu'il y a urgence. Vers 1776-1777, les fonds réunis, des travaux de réfection sont enfin entrepris. On renforce la charpente du chœur par des tirants métalliques et l'on répare des éléments de la toiture. Durant la Révolution, le patrimoine quimpérois n'est pas épargné. En 1793, le 12 décembre (jour de la saint Corentin), l'église est profanée : la statue du roi Gradlon installée entre les deux tours est renversée et les tombes des évêques sont brisées. A l'extérieur, sur le Champ-de-Bataille, on organise un autodafé où sont brûlées statues et œuvres d'art. Un déchainement de violence qui n'a décidément rien de spontané puisque la veille le conseil général de la commune prit un arrêté ordonnant le « brûlis des saints» ! De même, un quimpérois demanda à être payé pour deux journées de charrois pour avoir amené sur le Champ-de-Bataille des objets en provenance des églises des environs…

Vient ensuite, pour la cathédrale, le temps des destructions et restaurations du XIXe siècle. Si le portail eût à en souffrir (1820), de même que l'ossuaire, voué à la destruction (1847), l'édifice put néanmoins profiter de grands travaux. Une première campagne de restauration appliquée à une chapelle absidale, durement critiquée par la suite, fut décidée par le chapitre (1836-1837). Devenu architecte diocésain en plein chantier (21 avril 1837), Joseph Bigot appartenait à une lignée de bâtisseurs auxquels il allait lui-même succéder dignement, signant à Quimper l'œuvre de sa vie. Des fonds furent réunis, non sans difficultés, pour racheter et débarrasser progressivement le pourtour de la cathédrale de ses échoppes. Toutefois, la grande affaire fut, pour les évêques, comme pour les architectes, l'achèvement de la cathédrale dont on percevait bien que le couronnement de ses tours laissait à désirer. Les travaux, les plus marquants pour la cathédrale depuis le Moyen Âge, commencèrent en 1854. La première pierre des flèches posée par Mgr Graveran, le chantier avança rapidement et prit fin l'année suivante (8 septembre 1855). L'œuvre fut unanimement saluée par une population enthousiaste et des autorités satisfaites ! Les plus grands architectes de France ne cachèrent pas leur admiration. Bigot en fut récompensé : à l'occasion d'un voyage à Quimper, Napoléon III lui décerna la Légion d'honneur (1858). Sous l'épiscopat de Mgr Sergent, qui avait succédé à Mgr Graveran (1855), on se préoccupa des vitraux et du rétablissement de la statue du roi Gradlon entre les deux tours de façade. Finalement, les chapelles latérales devaient encore être décorées et recevoir des peintures, d'inspiration bretonne, de l'artiste Yan' Dargent, un enfant du pays.

«L'œuvre fut unanimement saluée par une population enthousiaste et des autorités satisfaites ! Les plus grands architectes de France ne cachèrent pas leur admiration.»

© Christian Dutot

XXe siècle. La cathédrale retrouve… stabilité et couleurs !

Hormis quelques travaux d'entretien (charpente, couverture, électricité, vitraux…), il n'y eût pas jusqu'aux années 1980 de grands travaux susceptibles de modifier l'apparence de la cathédrale. L'inquiétude quant à la stabilité du chœur, déjà perceptible au XIXe siècle, oblige bientôt à surveiller la manière dont « vivent» les voûtes ! Le constat est alarmant : les témoins de plâtre posés sont très vite rompus (1984). Il faut étudier le phénomène de manière approfondie. Le rapport des services de l'Inventaire général confirme les déformations, celles des voûtes et des arcs du chœur, d'une part, et celles des arcs-boutants, d'autre part. Benjamin Mouton, architecte en chef des Monuments historiques, préconise, entre autres, un rejointoiement général au mortier de chaux des maçonneries (injection d'un coulis de chaux) et la pose, délicate et difficile, de tirants verticaux en acier inoxydable à l'intérieur des culées externes des arcs-boutants. On imagine aussi forer et poser des tirants obliques dans les volées des arcs-boutants.

Le dispositif d'ensemble mis en œuvre, l'objectif est finalement atteint : l'équilibre du chœur est rétabli. Parallèlement, les études techniques contemporaines, complétées par une analyse pointue des sources, apportèrent de précieuses connaissances sur la décoration de l'édifice. On mit ainsi en évidence plusieurs badigeons successifs appliqués sur les peintures d'origine au fil du temps. Avec la volonté d'en finir avec les couleurs sombres privilégiées par les restaurateurs, décision fut prise d'opter pour une polychromie lumineuse, élégante et joyeuse, plus proche des choix opérés au XVe siècle (1991). Pour autant, ce parti pris ne rallia pas tous les suffrages. Quelques uns regrettèrent le manque d'audace, trouvant les couleurs encore trop douces et donc trop éloignées de la polychromie médiévale qui visait à frapper les imaginations. Au total, l'Etat aura dépensé la somme de 65 millions de francs pour financer cette dernière tranche de travaux de restauration (1990-1999). C'est le prix à payer pour que la cathédrale de Quimper retrouve une seconde jeunesse et puisse affronter sereinement le troisième millénaire… à la plus grande joie des Quimpérois et des touristes qui, chaque année, viennent nombreux se recueillir ou simplement visiter l'église cathédrale.

Pour approfondir

BONNET (P.), *Quimper. La cathédrale*, Editions Zodiaque, 2003.
KERHERVE (J.), sous la dir. de, *Histoire de Quimper*, Editions Privat-Société Archéologique du Finistère, 1994.
LE BIHAN (J.-P.), sous la dir. de, *Archéologie de Quimper. Matériaux pour servir l'Histoire*, tome 1 : *De la chute de l'empire romain à la fin du Moyen Âge*, Centre de Recherche Archéologique du Finistère-Editions Cloître, 2005.
LE MEN (R.-F.), *Monographie de la cathédrale de Quimper (XIIIe-XVe siècle)*, 1877.
LEROY (C.) et LA RIVIERE (D.), *Cathédrales et basiliques de Bretagne*, Editions Ereme, 2009.
PLAINE (F.), « Vie inédite de saint Corentin (avec traduction) », dans Bulletin de la Société Archéologique du Finistère (BSAF), tome 13, 1886.

© Christian Dutot

LE JUBÉ DU FAOUËT

écrit par Christian DUTOT

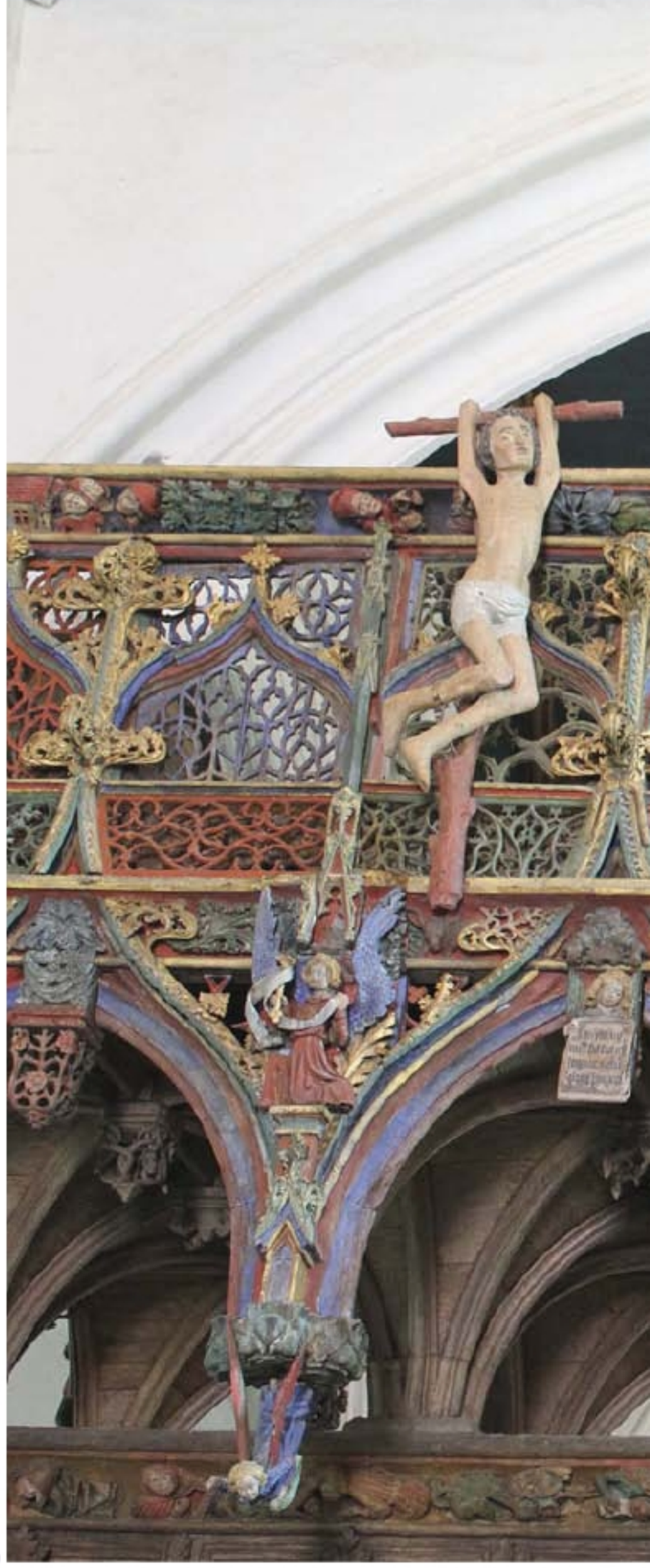
Le Faouët, paisible bourgade située au cœur du Pays du Roi Morvan, peut s'enorgueillir de posséder un riche patrimoine architectural. Outre les halles du XVIe siècle, que l'on peut admirer au cœur de la cité, ses nombreuses chapelles attirent chaque année une foule de visiteurs tout au long de l'été. A l'intérieur de l'une d'entre elles, un jubé polychrome du XVe siècle passe, à juste titre, pour un chef d'œuvre exceptionnel.

© Christian Dutot

Le jubé du Faouët

Texte et photos par CHRISTIAN DUTOT

Le Faouët, paisible bourgade située au cœur du Pays du Roi Morvan, peut s'enorgueillir de posséder un riche patrimoine architectural. Outre les halles du XVIe siècle, que l'on peut admirer au cœur de la cité, ses nombreuses chapelles attirent chaque année une foule de visiteurs tout au long de l'été. A l'intérieur de l'une d'entre elles, un jubé polychrome du XVe siècle passe, à juste titre, pour un chef d'œuvre exceptionnel.



© Christian Dutot

Le jubé de la chapelle Saint-Fiacre du Faouët est souvent présenté comme le plus beau de Bretagne. On peut en attribuer la paternité avec certitude, ce n'est pas si courant, au Trégorrois Olivier Le Loergan qui a signé son œuvre (1480). Quelque six ans plus tôt, l'ouvrier, c'est ainsi qu'il se présente lui-même, a déjà apposé sa signature sur la sablière de la charpente en l'église de Canihuel (Côtes-d'Armor). A l'époque, se qualifier d'ouvrier signifie que l'on a fait « œuvre » complète. D'ailleurs, modeste, Olivier le Loergan ne l'est plus depuis qu'il a été anobli par le duc de Bretagne François II (1469). Un privilège qu'il doit sans aucun doute à ses mérites personnels. Au XVe siècle, seuls quatre charpentiers bénéficieront d'une semblable « promotion » ! On ignore tout cependant de sa date de naissance et de ses années de formation. En revanche, on sait qu'il est originaire d'un modeste bourg situé près de Lanvollon, non loin de Guingamp (Trégor). Ce sera d'ailleurs à Guingamp (1479) et à Lannion (1481) qu'il devra comparaître en raison de sa noblesse. Cependant, trop occupé sur le chantier du Faouët, il préférera se faire représenter par un tiers à Guingamp.

Sablières et jubés se prêtent bien à la narration. Les scènes empruntent à la vie quotidienne et sont riches d'enseignement sur les mentalités religieuses

«Les scènes empruntent à la vie quotidienne et sont riches d'enseignement sur les mentalités religieuses de l'époque.»

de l'époque. Toutefois, aussi beau que puisse être le jubé du Faouët, il faut se souvenir que, dans son état actuel, il est incomplet et qu'amputé de son escalier le programme iconographique demeure à jamais incomplet. Exposé au regard des fidèles, le décor sculpté fait œuvre pédagogique. Il s'agit d'enseigner au peuple les grandes leçons de la foi chrétienne : le Christ en croix, entouré du bon et du mauvais larron, au-dessus de Marie et Jean (au centre), Adam et Ève chassés du paradis par un ange portant un glaive (à droite) et l'Annonciation faite à Marie qu'elle enfantera le sauveur de l'humanité (à gauche). La sablière qui court au sommet de la grille poursuit l'enseignement. Le fidèle y retrouve des épisodes empruntés à la *Vie de saint Martin* : des femmes qui bavardent, espionnées par le diable, ou bien encore saint Martin administrant le baptême à un catéchumène. La messe de saint Grégoire, thème très prisé au Moyen

© Christian Dutot

Age, est aussi rapportée : le Christ y apparaît sortant du tombeau et se saisissant d'une hostie. Ailleurs, c'est un renard déguisé en moine, monté en chaire, qui est démasqué par ses ouailles, représentées en poules. Mis à mal, l'animal est écorché vif par les gélines rassemblées, aidées du coq. Certains y voient le triomphe de l'Eglise sur l'hérésie. Pourtant, en littérature, et notamment sous la plume acérée de Rutebeuf, de telles moqueries visent fréquemment les moines. En cette fin de Moyen Âge où se multiplient les frictions entre clercs séculiers et clercs réguliers l'hypothèse d'une critique satyrique paraît plausible. Pour autant, la thématique générale du décor sculpté recoupe largement les préoccupations des frères mendiants (Franciscains et Dominicains) : la mort, la foi salvatrice, le rôle essentiel des intercesseurs dans

«Le goupil, associé à l'hypocrisie, la fourberie et la félonie, déguisé en moine, cherche à tromper et abuser par son discours.»

le salut (la Vierge, les anges, les moines…). N'est-ce pas là, malgré les travers dénoncés, une preuve indéniable de l'influence qu'ils exercent sur les mentalités de l'époque ? Par ailleurs, le long des montants de la grille et de la porte, on peut aussi identifier deux religieux portant l'habit dominicain. Denise Dufief-Moirez avance l'idée, séduisante, que l'un d'entre eux pourrait être Vincent Ferrier. Le moine espagnol, venu prêcher à Pontivy, Guéméné-sur-Scorff et Hennebont a en effet laissé en Bretagne, plusieurs décennies après sa disparition, un souvenir impérissable.

L'autre face du jubé pose davantage de problèmes d'interprétation même si la description des vices semble être un fil conducteur évident. L'image du renard est à nouveau présente de ce côté-ci. A partir du XIe siècle, l'animal est très présent dans la culture occidentale au travers de fables et poèmes. Entre 1170 et 1250, le roman qui porte son nom achève de le rendre populaire. La sculpture bretonne à son tour s'empare de ses aventures que l'on conte sans doute lors des veillées. Le goupil, associé à l'hypocrisie, la fourberie et la félonie, déguisé en moine, cherche à tromper et abuser par son discours. Des « saynettes » le montrent en chaire à prêcher. Sablières et poutres de bois reprennent le thème. On le décline dans les chapelles Saint-Fiacre et Sainte-Barbe du Faouët mais aussi, plus tardivement, sur les poutres de Grâces-Guingamp ou à Saint-Aubin de Plumélec (début XVIe siècle).

A Saint-Fiacre, en artiste cultivé, Olivier Le Loërgan choisit également de représenter un homme qui « escorche le renart ». Il campe un moine assis, la

© Christian Dutot

«Symboliquement, le goupil perd sa fourrure en raison de ses mensonges, une fourrure qui, aux yeux des hommes du Moyen Âge, dissimule l'impureté de l'animal.»

main posée sur un tonneau, l'autre sur son genou. Au dessus de son épaule droite, une cruche est renversée. Pris de boisson, le malheureux vomit le renard qui a déjà perdu la moitié de son pelage dans l'affaire. Symboliquement, le goupil perd sa fourrure en raison de ses mensonges, une fourrure qui, aux yeux des hommes du Moyen Âge, dissimule l'impureté de l'animal. Le bestiaire est varié, chaque animal renvoyant à une symbolique plus ou moins précise. En plus du renard, on rencontre ici, un lion, là, deux loups et même un singe. Le lion ramène généralement à l'orgueil, le loup à la colère tandis que la figure du singe renvoie à l'avarice ou à la luxure. D'autres scènes posent question sans qu'on puisse trancher de manière définitive. L'individu ployant les épaules sous le poids de l'agneau et portant à la main des volailles est-il un voleur ou un paysan qui courbe l'échine sous l'effort et les redevances qu'il doit au seigneur ? Les musiciens incarnent-ils la paresse ou de simples joueurs de biniou et de bombarde ? La prudence du commentaire doit l'emporter même si la description des vices n'est jamais très éloignée dans le discours chrétien. A côté de cela, d'élégants motifs végétaux complètent le décor de ce jubé en chêne : vigne, lierre, houx, acanthe, choux… La grille de séparation, ornée de colonnettes et de filigranes, est de style flamboyant. Les blasons indiquent clairement que les seigneurs du lieu, les Boutteville, évoluent dans la mouvance des ducs de Bretagne. De même, au chevet de la chapelle, les armoiries et la bannière ducale frappée d'hermines attestent de la faveur des princes bretons. Enfin, pour en finir avec la délicate question de la datation de l'œuvre, on retiendra que c'est l'unité stylistique de l'ensemble, plus encore que l'héraldique, qui permet de fixer aux environs de 1480 la réalisation de cet exceptionnel travail.

Le Faouët

Le Faouët compte actuellement un peu plus de 3 000 âmes pour une superficie d'environ 34 km². C'est l'une des 21 communes qui constituent le Pays du Roi Morvan (l'appellation désigne une communauté de communes forte de 25 000 habitants située en Centre Bretagne). Son nom vient du breton faou qui désigne le hêtre, arbre très répandu sur tout le territoire du Faouët. Le peuplement est ancien. 2 000 ans av. J.-C., des prospecteurs nordiques viennent y chercher de l'étain. En 818, l'empereur Louis le Débonnaire y réprime une insurrection de Bretons qui se sont donnés pour roi Morvan. Quelques siècles plus tard, pendant la guerre de Succession de Bretagne (1341-1381), le château du Faouët change de mains à plusieurs reprises, occupé tantôt par les partisans des Montfort (anglo-bretons), tantôt par ceux de Charles de Blois (franco-bretons). Le conflit terminé, les Boutteville, seigneurs des lieux, se voient bientôt récompensés de leur fidélité à la cause des Montfort par Anne de Bretagne qui érige la seigneurie en baronnie (1495). On retrouve d'ailleurs bientôt les Boutteville à Nantes, en qualité de chambellans des ducs de Bretagne. Ce sont eux qui donnent au Faouët les grandes lignes de sa configuration actuelle. En 1559, le jeu des alliances matrimoniales fait passer la seigneurie aux mains des Goulaine. Durant les guerres de la Ligue (1584-1598), le brigand Guy Eder de la Fontenelle s'installe à plusieurs reprises dans les environs du Faouët et sème la terreur en Cornouaille et Léon. Au XVIIIe siècle, c'est une autre bande de malfaiteurs, celle de Marion du Faouët (1717-1755), qui sévit au Faouët. En 1801, en vertu du Concordat, la paroisse passe de l'évêché de Quimper à celui de Vannes. Séduits par la beauté des paysages et la vitalité des traditions locales, de nombreux voyageurs et peintres, parisiens et étrangers, y séjournent ou s'y fixent. L'agriculture surtout, mais aussi l'artisanat et le commerce de proximité occupent la plus grande partie de la population. On y travaille aussi dans les moulins à papier, les carrières de pierre ou d'ardoise... Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Faouët fonde son développement sur l'agro-alimentaire, les services et le tourisme « Vert ».

Pour approfondir

Collectif, *Le patrimoine des communes du Morbihan*, tome 1, Editions Flohic, 1996.
CROIX (A.), *La Bretagne aux XVIe et XVIIe siècles. La vie – la mort – la foi*, 2 volumes, Maloine Editeur, 1981.
DEBIDOUR (V.-H.), *La sculpture bretonne*, Editions Ouest-France, Rennes, 1981.
DEVAILLY (G.), *Histoire religieuse de la Bretagne*, CLD Editions, 1980.
DUFIEF-MOIREZ (D.), « Olivier Le Loergan, un maître trégorrois du XVe siècle »,
dans Ar Men, n° 21, 1989, pp. 50-58.
DUHEM (S.), « Quant li goupil happe les jélines..., ou les représentations de Renart dans la sculpture sur bois bretonne du XVe au XVIIe siècle », dans *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*,
tome 105, n° 1, 1998. pp. 53-69.
DU LAZ, comtesse, *La baronnie du Faouët*, Imprimerie Galles, 1892.
MUSSAT (A.), *Arts et cultures de Bretagne. Un millénaire*, Editions Ouest-France, 1995.

Le jubé du Faouët

© Christian Dutot

Le jubé du Faouët

Statue en
supposée
Bretagne

bois polychrome
être celle du duc de
Jean V (1389-1442)

© Christian Dutot

La chapelle Saint-Fiacre du Faouët étonne le visiteur par sa façade aux proportions harmonieuses. Le clocher, fin et élégant, est encadré de deux tourelles. Celle de droite abrite l'escalier qui mène au clocher tandis que celle de gauche n'a qu'une fonction décorative. Le porche sud communique avec le reste de la chapelle par deux portes jumelles. Il s'ouvre à l'extérieur par une grande baie ornée de petites arcades trilobées, elles-mêmes couronnées par une grande arcade en accolade, et, au-dessus, un arc de décharge. Le chœur se termine par un mur-pignon percé d'une grande fenêtre à meneaux, de style flamboyant. De l'extérieur, on notera la présence d'un écusson sur lequel on peut voir une hermine et la devise « Plutôt la mort que la souillure ».

© Christian Dutot

GUERANDE AU MOYEN-AGE

Une histoire qui ne manque pas de sel !

écrit par Christian DUTOT

© Christian Musat, Dreamstime.com

Guérande au Moyen Âge, une histoire qui ne manque pas de sel !

par CHRISTIAN DUTOT

Guérande, petite cité de Loire-Atlantique, aujourd'hui peuplée d'environ 15 000 habitants, a du caractère. Protégée par d'épaisses murailles qui la ceinturent, elle est aux environs de l'an mil le point de rencontre des paludiers, des marins et des négociants qui, par leurs activités, assurent la fortune et la renommée de la place. Retour sur le glorieux passé médiéval de Guérande qui, très tôt, sut tirer profit du négoce du sel à l'instar de Bourgneuf, du Pouliguen, de Batz ou du Croisic…

Du Néolithique à la colonisation bretonne

Le pays guérandais s'inscrit dans un vaste espace délimité au nord par la Vilaine, à l'est par le Brivet, à l'ouest et au sud par l'océan Atlantique, au sud-est par l'estuaire de la Loire. Au sud-ouest s'étalent les marais salants. Au nord et à l'est, le plateau guérandais descend doucement vers la Brière. Les nombreux mégalithes et vestiges retrouvés sur place attestent d'un peuplement ancien et régulier de la presqu'île guérandaise à partir du Néolithique. Dès l'âge du Fer, on y récoltait du sel. Ici ou là, dans les dunes du littoral ou les zones protégées des marais, un artisanat se développe qui permettait d'obtenir du sel par évaporation forcée dans des fours ; une technique qui perdure ici bien au-delà de la conquête romaine (Ier siècle av. J.-C.). De par sa position géographique, la presqu'île guérandaise se trouve être un carrefour important soumis à la fois à l'influence des Vénètes et à celle des Namnètes. La proximité de la mer et d'importantes voies navigables (la Vilaine et la Loire) favorisent les échanges. Evangélisée aux Ve et VIe siècles, la région est colonisée par les Bretons de Waroc'h, roi de Broërec (Vannetais), qui s'y installent (vers 577-vers 595). Etant donné l'importance économique de la région, la densité de peuplement devait être conséquente ce qui obligea les nouveaux-venus à cohabiter avec une importante population gallo-romaine. Guérande entame alors son développement autour de son église. Une hypothèse voudrait que son nom, Wenrann, en breton, désigne une parcelle « pure » donc consacrée, mais les débats entre linguistes sont loin d'être clos ! Pour d'autres, ce serait le « pays blanc » ou la « parcelle blanche », allusion possible aux activités saunières de la région.

© DreanA Fotolia.com

Récolte artisanale du sel à Guérande.
Paludier maniant le « las ». Le manche souple de ce long râteau de bois peut mesurer jusqu'à 4 ou 5 mètres. Avec habileté, il faut savoir prendre les cristaux de sel, d'une grosseur variable, qui se sont formés au fond de l'œillet sans entraîner d'argile.

Le pays guérandais compte environ 1 850 hectares de marais salants répartis en deux bassins de production distants d'une vingtaine de kilomètres : le bassin de Mès (350 hectares) et celui de Batz-Guérande (environ 1 500 hectares). Environ 300 paludiers, dont une quarantaine de femmes, exploitent autour de 12 000 œillets qui, chaque année, livrent en moyenne 8 000 à 12 000 tonnes de gros sel et 200 à 300 tonnes de fleur de sel. Certaines années fastes, la récolte peut dépasser les 20 000 tonnes. Ce fut le cas en 2003 et 2005.

© DreanA Fotolia.com

© Erica Guilane-Nachez Fotolia.com

Paludiers bretons (XIXe siècle). Vers 1850, les salines guérandaises comptaient quatre bassins de production, soit plus de 33 000 œillets. 950 familles les exploitaient !

Les premiers marais salants

L'apparition des premiers marais salants au début du Moyen Âge marque un tournant décisif. Jusqu'au Ve siècle, on produisit du sel ignigène (du latin *ignis*, qui signifie le feu). On disposait des poteries remplies d'eau salée sur des fourneaux en terre cuite jusqu'à évaporation. Une grande variété de fours et de récipients fut utilisée. L'opération se faisait en deux temps. D'abord, la cuisson permettait d'obtenir une sorte de bouillie salée. Ensuite, le séchage supposait de verser cette mixture encore humide dans des godets d'argile placés sur un four. Pour finir, on brisait les moules et l'on obtenait ainsi des pains de sel qu'il était facile de stocker, de transporter et de commercialiser. Ce procédé n'était toutefois pas sans défaut : on n'obtenait que de petites et coûteuses quantités de sel à la fois.

C'est un phénomène naturel qui conduisit à la constitution des marais salants de la presqu'île guérandaise. Ainsi, du Ier au IVe siècle, se produisit une élévation générale du niveau de la mer qui facilita la pénétration des eaux dans les terres et permit la formation de zones marécageuses. On estime qu'à la fin du Ve siècle, le niveau des eaux se stabilisa. Cette fois, toutes les conditions se trouvaient réunies pour exploiter les premières salines. Des sources écrites du VIIe siècle mentionnent des marais salants à Noirmoutier ou à Bourgneuf. Une quinzaine d'actes du cartulaire de Redon laissent entrevoir l'existence des salines de Guérande au IXe siècle.

Ces pièces ne manquent pas d'intérêt. Elles prouvent, éléments de vocabulaire à l'appui, que les Bretons avaient su maintenir pendant des siècles des liens entre la Basse-Loire et l'Italie et utilisaient des techniques d'exploitation méditerranéenne. Ainsi, jusqu'au XIXe siècle, *scamno* est employé pour désigner une saline à Guérande. Or, le même terme est utilisé sur les bords de la mer Adriatique pour nommer la digue servant à délimiter un côté d'une saline. De la même manière, l'emploi de paludier pour désigner celui qui exploite un marais salant pourrait bien révéler la persistance des traditions romaines du Bas Empire dans ce secteur géographique. En d'autres temps, sous l'empereur Valentinien III, l'appellation latine *palus* traduisait la possession d'une saline à son créateur. Ailleurs, sur la côte atlantique, au sud de la Loire, on parlera plus volontiers de saunier. A l'évidence, de tout le littoral atlantique, c'est à Guérande que l'on observe une telle similitude de vocabulaire avec le monde méditerranéen issu de l'Antiquité.

© DreanA Fotolia.com

Ci-dessus : Lorsque les conditions météos sont favorables, un œillet peut produire de 40 à 70 kg de sel gris par jour. La fleur de sel se forme en surface tandis que le sel gris, lui, se forme au fond de l'œillet. Le sel ici récolté est en cours de séchage sur la ladure, sorte de petite plate-forme en demi-lune. Il s'y égouttera toute la nuit avant d'être ramené en brouette le lendemain sur le trémet (bords de la saline) pour s'y entasser (le mulon). De là, il sera acheminé dans les remorques des tracteurs, autrefois en charettes, jusque dans les greniers à sel des villages paludiers des environs.

La saliculture. La prospérité guérandaise.

Créer un marais salant n'est pas une mince affaire. Une fois compris dans les grandes lignes la manière dont la chimie opère lors des phases successives de production, il reste encore à aménager les lieux choisis pour vaincre toutes sortes de contraintes, géographiques, physiques et technologiques, et réaliser les deux étapes indispensables que sont la concentration-saturation et la cristallisation. Il faut travailler dur pour adapter la zone marécageuse, l'isoler au fond de son anse, construire les digues, creuser canaux et bassins, parvenir à une bonne circulation de l'eau entre les différentes installations… Ce sont parfois cinq ou six ans d'efforts qui sont nécessaires avant de pouvoir commencer à récolter le sel. L'hiver, on se consacre aux travaux d'entretien et au printemps aux travaux de préparation. En raison de fréquentes averses, le paludier breton doit s'astreindre à une récolte quotidienne étalée sur trois mois. Il obtient un sel gris et humide qu'il fait raffiner en Hollande et exporte dans toute l'Europe hanséatique. Au XVe siècle, à Londres, on estime que 80 % du sel utilisé provient de la presqu'île guérandaise ! Entre 1440 et 1480, la croissance se renforce encore et c'est durant cette période, semble-t-il, que le marais atteint sa plus grande extension. Le paludier guérandais consacre tout son temps à la production de sel (monoactivité). Un âge d'or qui ne dure pas. Dans les siècles suivants, le climat, l'envasement des marais, la concurrence étrangère (portugaise au XVIe et anglaise au XVIIe) et les guerres auront raison de la prospérité bretonne.

Guérande au Moyen Âge, une histoire qui ne manque pas de sel ! (suite)

par CHRISTIAN DUTOT

La collégiale Saint-Aubin

Profitant du négoce du sel, la cité se transforme. A la fin du XIIe siècle, et au début du XIIIe, une collégiale de style roman vient remplacer un édifice plus ancien. On suppose qu'un premier sanctuaire avait été construit au VIe siècle avec l'arrivée des Bretons. Placé sous le vocable de Saint-Aubin, évêque d'Angers, il aurait abrité des reliques du saint obtenues lors de la translation de son sarcophage. Vers 860-870, l'église devient collégiale lorsque le roi breton Salomon y installe un collège de chanoines chargé de s'occuper des affaires de la paroisse. Le sanctuaire roman est détruit pendant la guerre de Succession de Bretagne lors du sac de Guérande (1342), avant d'être reconstruit aux XIVe et XVe siècles en appareillage de granit. Vestiges du XIIe siècle, des chapiteaux historiés, en granit sculpté, inspirés de l'art roman du sud-ouest de la France, subsistent dans la nef. L'édifice actuel est un mélange d'architecture romane et gothique, et, extérieurement, présente une silhouette atypique. Passé 1380, on reconstruit le transept et la crypte, puis, au XVe siècle, c'est au tour du chœur et du chevet d'être repris. On donne à l'édifice une nouvelle façade qui, particularité bretonne rare, possède une chaire à prêcher extérieure, tandis que le transept reçoit une charpente neuve en 1541. Le porche sud, avec son décor Renaissance composé de niches et de pilastres, ouvre jusqu'au XVIIIe siècle sur le cimetière qui entoure l'église. Des vitraux représentant saint Aubin et saint Julien sont

© Marco Desscouleurs Fotolia.com

© Guitou60 Fotolia.com

Ci-dessus : Collégiale Saint-Aubin de Guérande. Plusieurs édifices se succédèrent sur le même emplacement. L'église, érigée en collégiale au IXe siècle, est reconstruite en style gothique aux XIVe et XVe siècles. D'importants travaux (flèches, façade...) sont réalisés au XIXe siècle.

Ci-contre à gauche : Collégiale Saint-Aubin de Guérande. Né vers 468-469, au sein d'une famille noble, originaire du pays guérandais pour certains, Aubin devient abbé du monastère de Cincillac puis évêque d'Angers vers 529. Réputé pour vouloir moraliser les mœurs de l'Eglise, on le voit participer activement aux conciles de son temps (Orléans, 533 ; Orléans, 538 ; Angers, 540). Remplacé en 549, il meurt l'année suivante. On rapporte un miracle à son sujet. En réponse aux prières des Guérandais, pris de panique à l'approche des Vikings (919), saint Aubin se serait manifesté aux habitants en leur envoyant un chevalier blanc, descendu du ciel, pour les inciter à résister. Débarassés du péril, les Guérandais voulurent remercier le chevalier mais celui-ci avait disparu...

posés dans le chœur courant XVIe siècle. Il faudra attendre le XIXe siècle pour voir réaliser les voûtes en tuffeau et une flèche néo-gothique. En raison de son poids, celle-ci provoque l'effondrement de la façade quatre ans seulement après sa construction ! Une campagne de restauration commence qui durera une dizaine d'années environ. Finalement, en 1903, la collégiale reçoit un clocher central.

© Office Tourisme Guérande

Ci-dessus : Porte Saint-Michel (XVe siècle). Cette porte fait la fierté de Guérande. Elle est le symbole de puissance que réclamait une cité dont la fortune reposait sur le négoce du sel et du vin au Moyen Âge.

Ci-contre à droite : Porte de Saillé (XVe-XVIe siècle). Moins adaptée aux progrès de l'artillerie de part ses formes angulaires, la porte pourrait avoir été construite à une époque où la cité n'avait plus à redouter d'être prise. Cette entrée monumentale conduisait par le sud aux marais salants de la presqu'île guérandaise.

Les remparts. Une ville close.

Guérande possède, avec Carcassonne, l'une des plus belles enceintes urbaines fortifiées de France. Occupant une position stratégique, riche du négoce du sel et du vin, que les Bretons, véritables rouliers des mers, exportaient vers les côtes françaises et l'Europe du nord, la cité ne pouvait manquer d'attirer les convoitises. La ville reçut donc un impressionnant dispositif défensif : une longue muraille de 1 434 mètres, en grand appareil régulier de granit, percée de quatre portes, solidement défendue par onze tours (une fut détruite au XIXe siècle) ! La tradition, rapportée dans les chroniques de Froissart (1369-1410), voudrait qu'après le sac de Guérande perpétré par les troupes de Louis d'Espagne (1342), Jean de Montfort, prétendant à la couronne ducale de Bretagne, fit relever les murailles de la cité pour la prémunir contre toute nouvelle entreprise du parti adverse. Quelques détails architecturaux permettent cependant de penser que la porte Vannetaise pourrait avoir été construite au XIIIe siècle mais, pour tout dire, on connaît très mal les dispositifs de défense antérieurs au XIVe siècle. A l'extérieur, au-delà des douves, une levée de terre fut aménagée afin de constituer une première ligne de défense (fin XVe-début XVIe siècle). Ce boulevard avait une double fonction. Il permettait d'y déployer les canons et protégeait les courtines des tirs ennemis. Le billot, un impôt indirect levé par le duc de Bretagne sur la vente au détail du vin, assura un financement régulier des travaux. Quant aux habitants de Guérande et des paroisses avoisinantes, ils devaient assurer un service de guet et participer à l'entretien des douves. Chaque année, on organisait aussi un concours de tir à l'arc, le « papegault », qui permettait aux plus adroits de s'exercer à la chose militaire en temps de paix.

© Christian Musat.Dreamstime.com

Les portes

La porte Vannetaise, encadrée par la tour Sainte-Anne et la tour Théologale, possédait mâchicoulis et pont-levis équipé d'une herse. Trois puissantes tours, dotées de longues archères (XIVe-XVe siècle), assuraient la défense de la cité à l'ouest, remarquables, elles aussi, par l'impression de puissance qu'elles dégageaient. Afin de s'adapter à l'usage de l'artillerie, ces archères furent bientôt percées, à la base des tours, de canonnières pour des tirs rasants (seconde moitié du XVe siècle). En cas de besoin, au sommet des remparts, les défenseurs obstruaient les parties vides du crénelage par des panneaux de bois. La porte Bizienne, dont la voûte présente aux visiteurs l'écusson de saint Aubin, avait aussi son pont-levis. La porte de Saillé (XVe-XVIe siècle), au sud, menait aux marais salants. Quant à la porte Saint-Michel, qui porte fièrement les armoiries de la cité et en est le symbole, c'est une véritable forteresse dont l'existence est attestée dès 1350 mais qui fut réaménagée au milieu du XVe siècle à la demande du duc de Bretagne François II. Son caractère monumental devait refléter les ambitions politiques de la dynastie bretonne et la richesse de la cité guérandaise. Elle abritait un châtelet fortifié, un dispositif de canonnières et de mâchicoulis, un pont-levis avec herse et portails. Le capitaine de Guérande, qui représentait le duc sur place, logeait dans la partie résidentielle.
Après l'union de la Bretagne à la France (1532), les gouverneurs de la cité occupèrent à leur tour les lieux. La tour Saint-Michel devint prison durant la Révolution française avant de recevoir un moment les autorités municipales. Depuis 1928, elle accueille un musée des arts et traditions populaires, administré par la Société des Amis de Guérande de 1930 à 2004. Géré dorénavant par la municipalité, on peut venir y voir toutes sortes de coiffes et costumes traditionnels, meubles bretons, souvenirs de la Garde nationale de Guérande et faïences. C'est également la ville qui assure la mise en valeur des remparts qui font, avec les marais salants, la notoriété du pays guérandais.

Vue sur les remparts et les douves qui ceinturent Guérande. Les tours impressionnent par leur puissance. A la base de l'archère, on distingue la cannonière ménagée dans l'épaisseur de la muraille pour s'adapter aux progrès de l'artillerie à la fin du Moyen Âge.

Pour approfondir

DEVALS (C.), « Un panorama archéologique de Guérande des Gaulois à l'époque mérovingienne : les premiers résultats de la carte archéologique détaillée de la commune », dans Cahiers du pays de Guérande, n° 42, 2002.

DUNOYER DE SEGONZAC (G.), *Les Chemins du sel*, collection « Découvertes-Traditions », Gallimard, 1991.

GALLICE (A.), « Où en est l'histoire médiévale du site de Guérande ? », dans Cahiers du pays de Guérande, n° 40, 2000.

HOCQUET (J.-C.), *Le Sel et le Pouvoir, de l'an mil à la Révolution*, Albin Michel, 1985.

HOCQUET (J.-C.), *Le sel de la terre*, Ed. du May, 1989.

HOCQUET (J.-C.), « Le sel des Bretons, la France et l'Europe aux XVe et XVIe siècles », dans 1491, La Bretagne, Terre d'Europe, CRBC-Société Archéologique du Finistère, 1992.

HOCQUET (J.-C.) et SARRAZIN (J.-L.), sous la direction de, *Le sel de la baie. Histoire, archéologie, ethnologie des sels atlantiques*, P.U.R., 2006.

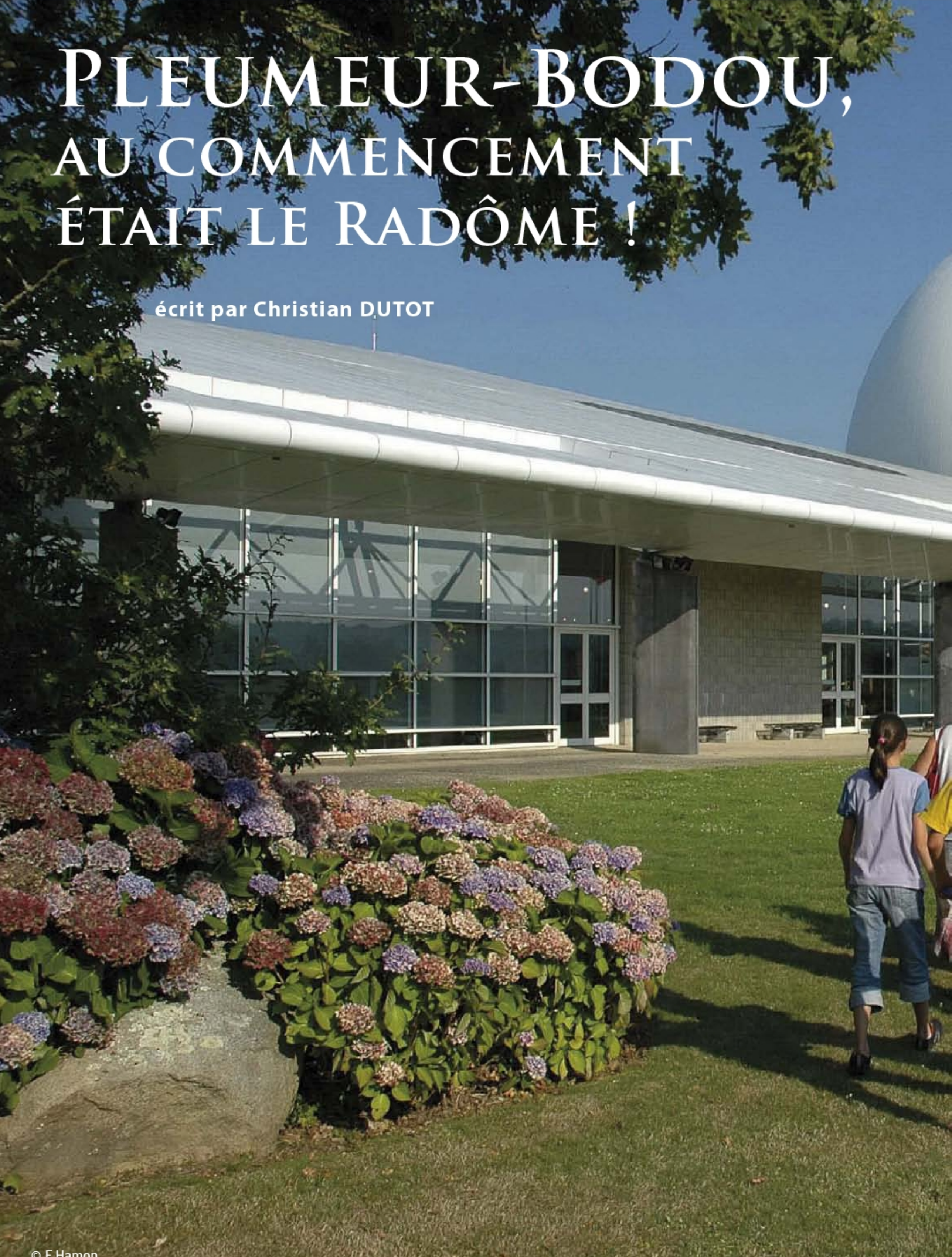
HUVET-MARTINET (M.), *L'Aventure du Sel*, Editions Ouest-France, 1995.

TONNERRE (N.-Y.), *Naissance de la Bretagne. Géographie historique et structures sociales de la Bretagne méridionale (Nantais et Vannetais) de la fin du VIIe à la fin du XIIe siècle*, Presses de l'Université d'Angers, 1994.

© Noel Daniel Nolwenn Dreamstime.com

Pleumeur-Bodou, au commencement était le Radôme !

écrit par Christian DUTOT



© F.Hamon

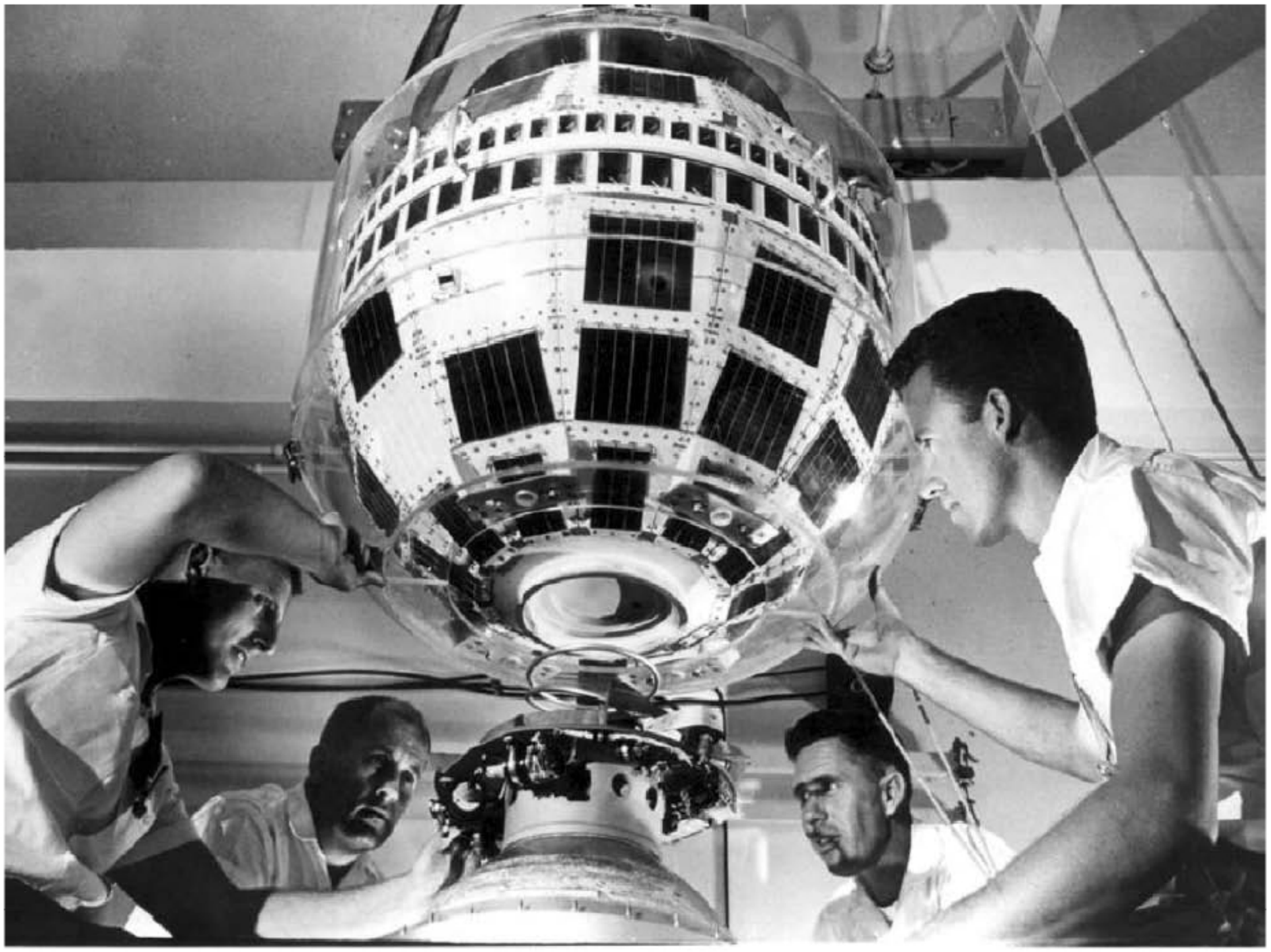
Pleumeur-Bodou, au commencement était le Radôme !

par CHRISTIAN DUTOT

Classé « Monument Historique » en 2000 et labellisé « Patrimoine du XXe siècle » en 2004, le Radôme de Pleumeur-Bodou, fut, au début des années soixante, le théâtre d'une première mondiale. C'est pourtant dans une relative discrétion qu'à l'époque furent captées, et regardées, les premières images télévisées diffusées en direct entre les Etats-Unis et l'Europe, un exploit qui marqua les débuts de la mondovision. Aujourd'hui, la petite localité bretonne des Côtes d'Armor, autrefois Côtes-du-Nord, abrite le plus grand centre européen dédié à l'histoire des télécommunications.

La Cité des télécommunications installée à Pleumeur-Bodou, près de Lannion, dans les Côtes d'Armor, accueille chaque année plus de 70 000 visiteurs, curieux de se replonger dans l'histoire des télécommunications, de la conquête spatiale et de la Guerre froide. On y présente, sur 3 000 m² d'expositions, les hommes et les inventions qui marquèrent deux siècles de progrès technologiques. Des pères fondateurs (Chappe, Morse, Marconi, Bell, frères Lumières) au haut-débit et à la fibre optique d'aujourd'hui, rien ne manque dans le parcours muséal pour satisfaire la soif de connaissances des adultes et stimuler l'intérêt des plus jeunes. Quant à la silhouette imposante du Radôme, elle est là pour rappeler qu'en juillet 1962 un exploit technique permit d'ouvrir l'ère des télécommunications planétaires instantanées.

Les retransmissions d'émissions télévisées par satellite sont devenues à ce point banales que nul ne songerait plus aujourd'hui à le mentionner au bas de nos petits écrans. Alors qu'aujourd'hui une multitude de satellites de télécommunications dansent un incessant ballet au-dessus de nos têtes, on oublie, surtout les plus jeunes, qu'il n'en a pas toujours été ainsi ! Durant la Seconde Guerre mondiale, Arthur C. Clarke, auteur de romans de science fiction, évoquait de manière quasi-prophétique un projet de satellite géostationnaire, sous forme de mémorandum présenté devant une société britannique (Council of the British Interplanetary Society, mai 1945). Il y expliquait qu'un satellite décrivant une orbite autour de la Terre en 24 heures occuperait une position fixe par rapport à un point situé sur l'Equateur et comment un réseau de trois satellites judicieusement placés, à



© Cité des télécoms

Le satellite Telstar 1. On distingue clairement ses panneaux solaires et sa ceinture d'antennes émettrices. Dans la nuit du 10 au 11 juillet 1962, il permit d'établir la première liaison télévisée en direct entre les Etats-Unis et l'Europe. Muet depuis 1963, il continue pourtant de tourner encore aujourd'hui au-dessus de nos têtes !

une altitude de 35 880 kilomètres, permettrait une couverture complète du globe ! Lorsqu'il revint devant la même société, une vingtaine d'années plus tard, son projet était devenu une réalité… L'orbite parfaite fut ainsi qualifiée d'orbite géosynchrone, géostationnaire ou… orbite de Clarke !!! Dans les faits, de multiples petites corrections de trajectoire sont néanmoins nécessaires pour maintenir le satellite à l'endroit voulu.

Dans l'immédiat, en 1945, son idée ne put être concrétisée faute de pouvoir disposer d'un lanceur capable de mettre un satellite en orbite ! La situation changea lorsqu'en pleine guerre froide les Soviétiques lancèrent Spoutnik 1, premier satellite artificiel. Les bip-bip émis par sa balise radio impressionnèrent fortement des occidentaux bien décidés à rattraper leur retard. Dès l'année 1958, les Etats-Unis placèrent sur orbite un satellite à retransmission différée. Peu de temps après son lancement, l'Atlas ICBM diffusa les vœux de Noël du président Dwight D. Eisenhower. On eut aussi recours à des satellites ballons mais le système présentait de sévères limites ! Pour pouvoir correspondre entre elles, les deux stations au sol qu'on voulait relier l'une à l'autre devaient voir toutes les deux le ballon en même temps… Après quelques débats, les partisans des satellites géosynchrones l'emportèrent.

Le 10 juillet 1962, une fusée Thor-Delta s'éleva dans le ciel de Cap-Canaveral, en Floride. Elle emportait à son bord le premier véritable satellite commercial de télécommunications. Telstar 1 fut placé en orbite basse de manière à décrire une ellipse autour de la Terre en un peu plus de deux heures et demie.

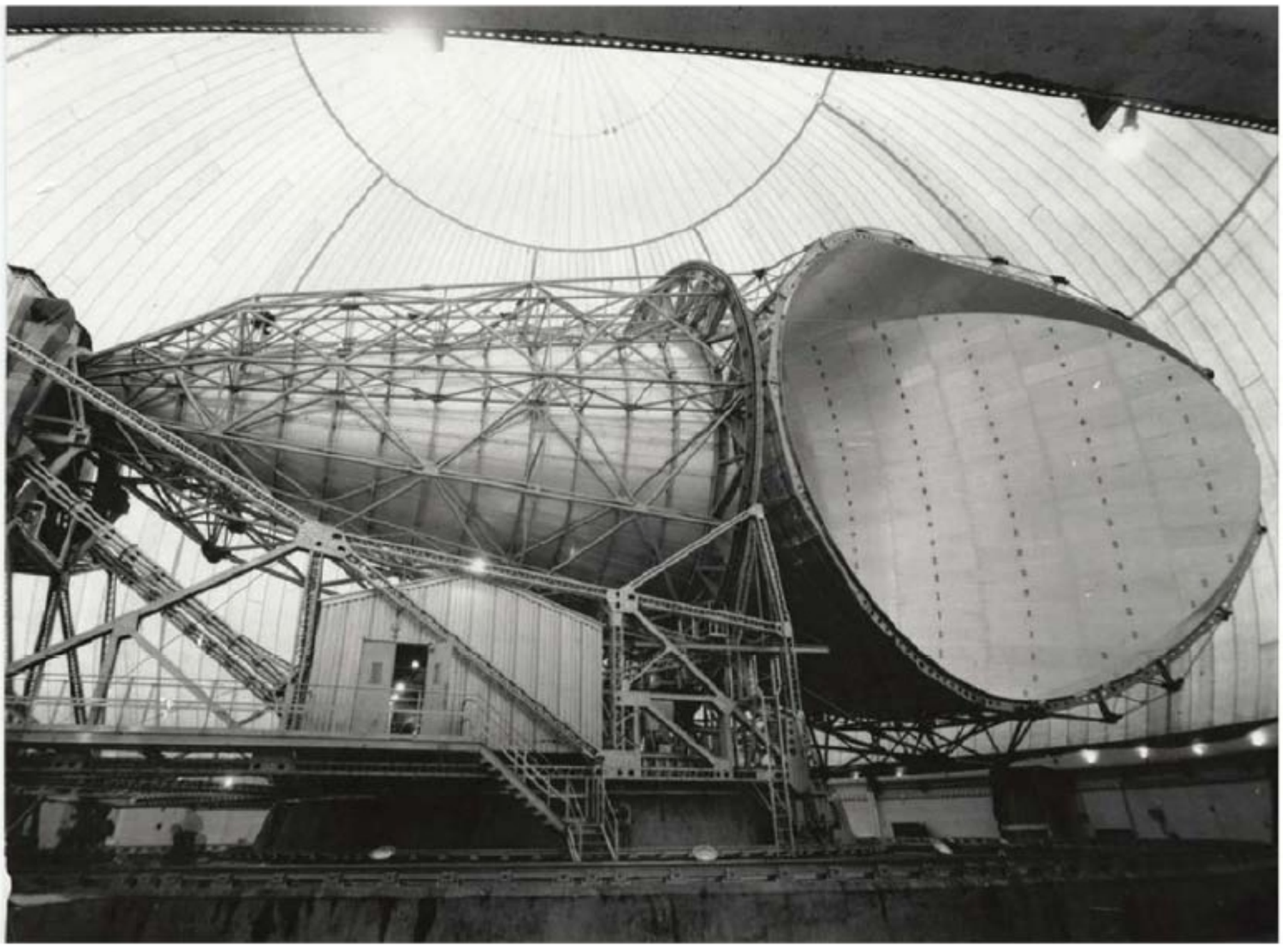
© Cité des télécoms

Ainsi, au cours d'une même révolution, l'engin pouvait s'approcher à seulement 950 km du sol et s'en éloigner à plus de 5 600 km. Au final, il n'assurait les communications transatlantiques qu'une vingtaine de minutes durant lorsqu'il se trouvait au-dessus de l'océan ! Ce concentré de technologie appartenait à la société AT & T (American Telephone and Telegraph). L'entreprise Bell Telephone Labs fut chargée de le concevoir en marge d'une coopération internationale voulue par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France. Les trois millions de dollars que coutèrent Telstar 1 furent employés à construire une sphère de 88 cm de diamètre pesant 77 kg, pourvue de panneaux solaires et ceinturée d'antennes émettrices et réceptrices. AT & T, qui disposait aux Etats-Unis du monopole des télécommunications, avait conçu là un ambitieux projet visant à déployer autour de la Terre, en orbite basse, de 80 à 120 satellites capables de couvrir 99 % de la surface du globe. 25 stations au sol devaient venir compléter le réseau imaginé pour un coût total d'environ 500 millions de dollars. Six prototypes de Telstar furent réalisés que la Nasa devait se charger de mettre en orbite. Préalablement au lancement de Telstar 1, il fallut construire les stations au sol. Les Américains bâtirent la leur dans le Maine à Andover tandis que les Anglais firent de même à Goonhilly Downs, en Cornouailles. La station d'Andover fut équipée d'une imposante antenne en aluminium et acier de 380 tonnes. En forme de cornet, longue de 54 mètres, elle s'élevait à 29 mètres de hauteur. On jugea cependant plus prudent de prévoir une autre station-relais de secours en France. Neuf mois d'un chantier pharaonique furent nécessaires sur le site breton de Pleumeur-Bodou, finalement retenu. L'endroit ne manquait pas d'atouts pour séduire décideurs et techniciens : une cuvette naturelle de 110 hectares, orientée plein ouest, bénéficiant d'un climat stable, sans perturbations électriques et hertziennes. De surcroit, la proximité du CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications), installé à Lannion courant 1959, et que le général de Gaulle vint inaugurer en 1960, offrait bien des avantages. Son directeur, Pierre Marzin, sut en tout cas trouver les mots justes pour achever de convaincre l'administration des PTT (Postes, Télégraphes et Téléphones) du bien-fondé de la solution bretonne.

Ci-contre : Le radôme en construction

Ci-dessous : « La grande oreille » Pleumeur Bodou 1 mesure 54 mètres de longueur pour 34 mètres de hauteur. En alliage magnésium-aluminium, elle pèse 340 tonnes. C'est une machine capable de pivoter sur elle-même tant horizontalement que verticalement. C'est son réflecteur-pavillon en forme de cornet qui lui vaut son surnom de grande oreille !

En octobre 1961, on lança les travaux de terrassement avant de poser une dalle de béton. Des milliers de tirs de mines furent nécessaires pour ensuite déplacer quelques 3 000 mètres cubes de roches ! La pose de la dalle nécessita 4 000 mètres cubes de béton coulés sur une armature de 276 tonnes d'acier. Restait encore à assurer la mise en place du Radôme (la toile de protection maintenue en surpression) et assembler pièce par pièce une gigantesque antenne-cornet de 340 tonnes transportée par bateau depuis les Etats-Unis. Terminé, le dôme ressemble à un gigantesque champignon blanc d'une hauteur de 50 mètres, en toile de dacron, gonflé d'air comme un ballon. Une véritable course contre la montre s'engagea que menèrent ouvriers, techniciens et ingénieurs : trois jours avant le lancement du satellite le Centre de Télécommunications Spatiales de Pleumeur-Bodou était fin prêt ! A la fin du chantier, plus de 1 250 personnes s'employaient à terminer les travaux dans les temps tandis que gendarmes et vigiles sécurisaient les lieux, suscitant au passage la curiosité et parfois l'inquiétude des populations civiles.



© Cité des télécoms

© Cité des télécoms

19 octobre 1962 : le général de Gaulle et Pierre Marzin, directeur du CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications) lors de l'inauguration du Radôme.

Au soir du 10 juillet, les techniciens ayant confirmé plus tôt dans la journée le bon positionnement du satellite, on décide de faire une première tentative de transmission entre les deux continents. A partir de 00h 47, et durant quelques minutes, la station d'Andover émet un signal en direction de Telstar. Peu après, les techniciens anglais de Goonhilly informent leurs homologues américains que les images reçues sont brouillées. En Bretagne, à Pleumeur-Bodou, 190 personnes officient dans la salle de contrôle du centre pour assurer la meilleure réception possible des images diffusées outre-Atlantique. 150 journalistes couvrent l'événement. Jacques Marette, le ministre des PTT, est également présent entouré de quelques invités. L'antenne fouille l'espace pour y déceler le signal de Telstar 1. L'établissement de la liaison déclenche à Pleumeur-Bodou un tonnerre d'applaudissement. Les Américains d'Andover apprennent la bonne nouvelle par téléphone. Les Français sont en mesure de décrire avec précision les images envoyées : trois hommes, dont le patron de la société américaine propriétaire du satellite, devisant aimablement autour d'une table. Cette fois, la qualité est bonne. Le test est concluant !

Dans son livre de souvenirs, Alain Peyrefitte rapporte que le lendemain, à Paris, au conseil des ministres, on put se féliciter du succès. Magnanime, le général de Gaulle proposa même de donner gratuitement à la BBC les images enregistrées à Pleumeur-Bodou. Le ministre Jacques Marette souligna que les signaux reçues étaient d'une telle qualité qu'on pouvait les comparer à ceux habituellement diffusés par les voies hertziennes. La nuit suivante, ce fut au

Ci-dessus : Le Radôme mesure 50 mètres de hauteur pour 64 mètres de diamètre. Il pourrait abriter l'Arc de Triomphe tout entier ! Son enveloppe est composée d'un tissu de dacron de 2 mm d'épaisseur. Maintenue en surpression intérieure par un air déshumidifié, l'enveloppe est perméable aux ondes radio électriques. Le Radôme a même pu résister à l'ouragan d'octobre 1987 et ses rafales de vent de 190 km/h !

tour des Européens d'émettre des images en direction des Etats-Unis. Conscients des points marqués par les Français, les Américains demandèrent expressément à ce qu'elles fussent diffusées depuis Pleumeur-Bodou. Les techniciens du CNET pouvaient savourer leur victoire… Via Telstar, on « proposa » aux Américains quelques mots de Jacques Marette, une chanson d'Yves Montand suivi d'un chœur de femmes. Enfin, suite à une erreur de manipulation à Paris, rue Cognac Jay, les téléspectateurs purent découvrir, aux Etats-Unis, les répétitions d'une émission de variétés française ! Sans en informer les autorités françaises, la station d'Andover s'était permis de relayer le signal vers les trois grands réseaux télévisés de l'époque ! Une bévue qui acheva de convaincre tout le monde de l'authenticité du signal émis en direct depuis le Vieux-Continent ! Décidément, rien ne semblait pouvoir venir gâcher la fête !

Telstar 1 eut une durée de vie bien courte. Dès novembre 1962, il donna quelques signes de faiblesse. Une première défaillance affecta le contrôleur de communication embarqué. Quelques jours plus tard, il cessa de répondre aux ordres envoyés depuis le sol. La NASA parvint dans un premier temps à rétablir la situation et put recevoir à nouveau les données du satellite entre le 20 décembre 1962 et le 21 février 1963. Finalement, les explosions nucléaires déclenchées par les Américains et les Soviétiques dans la stratosphère, en guise d'essais nucléaires, réduisirent définitivement au silence l'émetteur du satellite ! Les radiations émises endommagèrent irrémédiable-

© Cité des télécoms

Ci-dessus : « La grande oreille » Pleumeur Bodou

ment les transistors d'émission de Telstar 1. Ce fut presque anecdotique au regard de l'élan donné !

D'autres satellites prirent très vite le relais. En Bretagne, le Radôme de Pleumeur-Bodou poursuivit ses activités jusqu'en 1985. Ce fut Louis Mexandeau, alors ministre des PTT de l'époque, qui prit la décision de le conserver et de lui adjoindre un musée consacré à l'histoire des télécommunications. En 1991, un bâtiment de 3 000 m², conçu par les architectes Melot/Bideau et associés, vint compléter les installations existantes. En 2006, suite à la décision de France Télécom Orange, propriétaire du site, la Cité des télécoms devint une fondation d'entreprise. La « grande oreille» qui transforma le monde en village planétaire à l'aube des années soixante, abritée sous son Radôme, peut maintenant écouter tranquillement les touristes s'extasier sur ses imposantes mensurations !

Pour approfondir

COLLECTIF, « Le Telstar, une extraordinaire gageure scientifique », dans Sciences et Avenir, n° 187, septembre 1962.
COLLECTIF, « Dossier de presse 2013. Cité des télécoms », Orange fondation d'entreprise, 2013.
GATLAND (K.), sous la dir. de, *Encyclopédie visuelle de l'exploration de l'espace,* Bordas, 1981.
MARCILLAC (R.), sous la dir. de, *Chronique de la télévision*, Editions Chronique, 1996.
MOUSSEAU (J.) et BROCHAND (C.), *Histoire de la télévision française*, Nathan, 1982.
PEYREFITTE (A.), *C'était de Gaulle*, Collection Quarto, Gallimard, réed.,2002.

La cité des télécoms

© F.Hamon

Renseignements pratiques

Horaires : La Cité des télécoms est ouverte tous les jours d'avril à septembre et pendant les vacances scolaires d'hiver, de la Toussaint et de Noël. En dehors de ces périodes, la Cité des télécoms est ouverte uniquement pour les groupes sur réservation préalable. Fermeture annuelle en janvier. Clôture de la billetterie une heure avant la fermeture du site. Conseil : prévoyez une demi-journée de visite !

Tarifs 2013 : visite libre + Radôme. Adulte (à partir de 18 ans) 7 €. Réduit (étudiant, demandeur d'emploi, handicapé) 5,60 €. Enfant en famille, gratuit (famille = 1 ou 2 adultes + 3 enfants max. 4 € par enfant supplémentaire).

Accès : À 10 mn de Lannion et de Perros-Guirec. En voiture : Depuis la RN12 Brest-Rennes, sortie Lannion, suivre les indications Pleumeur-Bodou et Parc du Radôme. En autocar : Ligne 15, arrêt Cosmopolis/Parc du Radôme en été. En avion, en train : à 10 mn de l'aéroport et de la gare de Lannion.

Services. Parking 200 places / Tables de pique-nique. Distributeurs boissons & friandises.
Cafétéria en juillet-août / Boîte aux lettres. Cyberespace / Boutique.

Adresse complète : Cité des télécoms.
Parc du Radôme. 22560 Pleumeur-Bodou.
Téléphone : 02 96 46 63 80.
Internet : http://www.cite-telecoms.com

TOUS LES DEUX MOIS

5,50 €

FORMAT PDF

EN VENTE SUR LE SITE DU MAGAZINE
http://www.france-terresdhistoire.fr

DANS LA BOUTIQUE DU MAGAZINE FRANCE TERRES D'HISTOIRE
http://france-terresdhistoire.izibookstore.com/store

ET EN KIOSQUES NUMÉRIQUES :

www.madeinpresse.fr
www.viapresse.fr
www.monkiosque.fr
www.monkiosque.net

Histoire-Entreprise.fr

EDITION, PRESSE ET COMMUNICATION EN HISTOIRE D'ENTREPRISE

Histoire-Entreprise.fr ☎ 09 62 17 55 98 contact@histoire-entreprise.fr

Notre agence, spécialisée en histoire, rassemble aujourd'hui une douzaine de collaborateurs, historiens de formation, recrutés pour leur expérience de la recherche et leurs qualités rédactionnelles. Histoire-Entreprise.fr conçoit des projets adaptés à vos besoins, les concrétise par la mise en œuvre d'un dispositif éprouvé (délimitation, constitution, et analyse du corpus historique et patrimonial de l'entreprise) et en assure la mise en valeur (réalisation de supports de communication appropriés).